



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

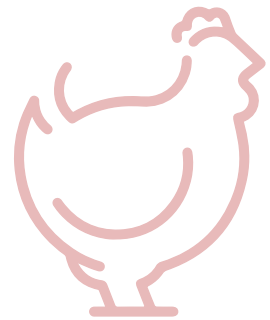


FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

# Viandes blanches

LES  
ÉTUDES



Panorama international  
des filières poulet de  
chair





# Panorama international des filières poulet de chair

Réalisé par l'Itavi pour FranceAgriMer

Octobre 2023

# Sommaire

<b>Note méthodologique .....</b>	<b>1</b>
<b>A. Analyse transversale des contextes filières .....</b>	<b>2</b>
1. La consommation .....	4
2. La production .....	9
3. Le commerce international .....	12
4. L'organisation des filières.....	18
5. Les coûts de production.....	21
6. La compétitivité hors-prix.....	29
7. Conclusion.....	30
<b>B. Fiches pays .....</b>	<b>31</b>
1. France.....	31
2. Allemagne.....	39
3. Pays-Bas.....	48
4. Pologne .....	58
5. Brésil .....	69
6. Royaume-Uni.....	77
7. Thaïlande .....	87
8. Ukraine .....	95

# Panorama international des filières poulet

## NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Une fiche a été réalisée pour chacun des 8 pays étudiés. Les données sont issues des statistiques disponibles auprès d'institutions nationales ou internationales :

La présentation générale des pays s'appuie notamment, pour les pays qui sont membres de ces organisations, sur les publications de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), la Commission européenne (à travers Eurostat), et sur les données statistiques nationales produites par les autorités compétentes dans les pays. Les informations sur la variation des taux de change s'appuient sur les données du marché monétaire disponibles sur les sites spécialisés, dont Boursorama qui a servi de base pour les fiches. Certaines données sur l'agriculture sont également publiées par des associations interprofessionnelles, et par le Ministère américain de l'Agriculture (USDA) permettant de combler certains trous dans les séries de données. Les échanges commerciaux sont suivis par les services des douanes dans tous les pays, et Eurostat compile plus spécifiquement les flux intra-UE.

Pour les données plus spécifiques aux filières avicoles, l'ITAVI compile les données de production, d'abattage, et de consommation dans l'ensemble des pays. Une comparaison des coûts de production par pays était publiée chaque année par l'Université de Wageningen jusqu'en 2018, qui est la base la plus actualisée utilisée dans les fiches. Les données sur les entreprises sont issues d'une base de suivi actualisée par la revue américaine Watt Poultry, complétées de celles que les entreprises communiquent elles-mêmes à travers leur site internet.

Des données supplémentaires ont été fournies par les experts interrogés au cours d'entretiens réalisés entre septembre 2022 et juin 2023. Ces entretiens ont aussi apporté des éclairages qualitatifs qui ont permis de mieux appréhender les données collectées. L'éclairage sur chaque pays est double, d'une part à travers le point de vue des experts de Business France en poste dans les pays ciblés, et d'autre part celui d'acteurs nationaux : opérateurs économiques, représentants interprofessionnels ou scientifiques experts des filières avicoles des pays concernés.

# Panorama international des filières poulet

## SYNTHÈSE

### ANALYSE TRANSVERSALE DU CONTEXTE DES FILIÈRES

La compétitivité de la filière poulet de chair française s'est dégradée en comparaison des autres pays européens, entraînant d'abord un recul de la filière française dans les échanges internationaux puis des pertes de parts de marché en France même. La filière française est en compétition avec les pays tiers, mais aussi également vis-à-vis de ses partenaires européens.

Quatre pays européens ont ainsi été sélectionnés, en plus de la France, choisis pour leur forte contribution à la production européenne mais aussi pour la diversité de leur organisation et de la structure de leur filière poulet de chair:

- La **Pologne** est devenue en 2014 le premier producteur de volailles de chair en Europe devant le Royaume-Uni et la France.
- Le **Royaume-Uni**, grand pays producteur, dont la sortie de l'UE est pleine et effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021.
- L'**Allemagne** dont les volumes produits sont proches de la France
- Les **Pays-Bas**, dont la place est centrale au niveau de la production mais aussi des échanges au sein de l'UE et comme point d'entrée des poulets importés depuis les pays tiers

Trois autres pays tiers ont également été sélectionnés selon leur importance dans le commerce mondial de poulet de chair, de leurs relations avec l'Union européenne et pour leur faible coût de production : le **Brésil**, la **Thaïlande** et l'**Ukraine**.

Ce document présente une synthèse des situations de chacun de ces 7 pays comparés à la **France**. On cherche ainsi à identifier les facteurs spécifiques de la meilleure compétitivité de ces pays par rapport à la filière poulet de chair française. Les données sont les mêmes que celles utilisées dans les fiches pays. Elles ont été compilées à partir des publications de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), la Commission européenne (à travers Eurostat), et sur les données statistiques nationales produites par les autorités compétentes dans les pays. Les informations sur la variation des taux de change s'appuient sur les données du marché monétaire disponibles sur les sites spécialisés, dont Boursorama qui a servi de base pour les fiches. Certaines données sur l'agriculture et l'aviculture sont également publiées par des associations interprofessionnelles, et par le Ministère américain de l'Agriculture (USDA) permettant de combler certains trous dans les séries de données. Les échanges commerciaux sont suivis par les services des douanes dans tous les pays, et Eurostat compile plus spécifiquement les flux intra-UE.

Une comparaison des coûts de production par pays publiée chaque année par l'Université de Wageningen jusqu'en 2018 est la base la plus actualisée utilisée dans cette synthèse. Les données sur les entreprises sont issues d'une base de suivi actualisée par la revue américaine Watt Poultry, complétées de celles que les entreprises communiquent elles-mêmes à travers leur site internet. Des données supplémentaires ont été fournies par les experts interrogés au cours d'entretiens réalisés entre septembre 2022 et juin 2023. Ces entretiens ont aussi apporté des éclairages qualitatifs qui ont permis de mieux appréhender les données collectées (cf. annexe).

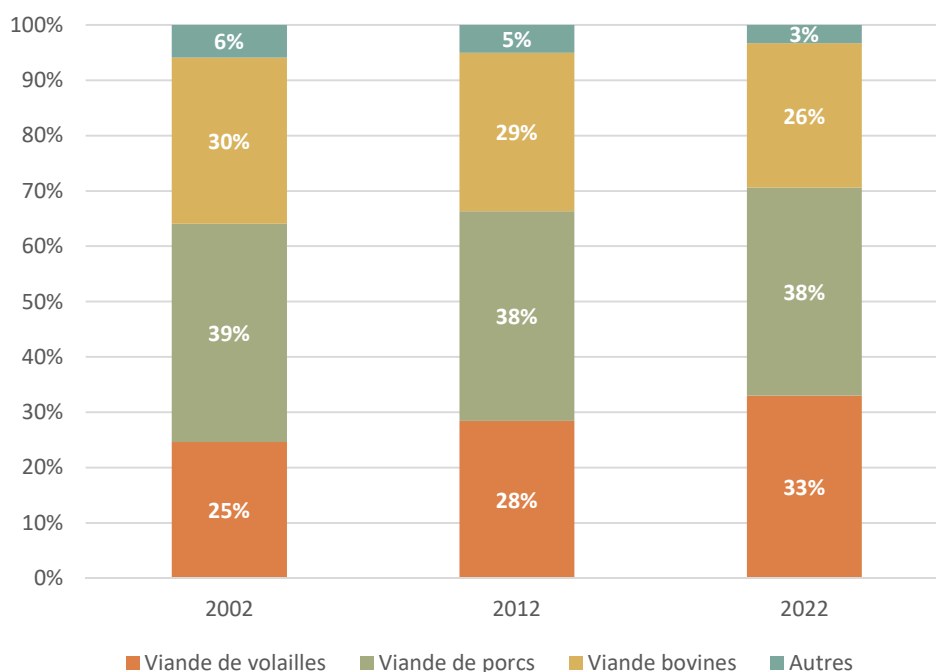
Dans la suite de cette synthèse, les parties 1 et 2 mettent en relief les données sur la production et la consommation dans chacun des 8 pays étudiés. La partie 3 cible les échanges commerciaux auxquels participent ces 8 pays. La partie 4 s'intéresse aux acteurs des filières et à leur organisation. La partie 5 aborde les coûts de production, enfin la partie 6 évoque les éléments « hors-prix » qui peuvent influencer sur la compétitivité des filières poulets des 8 pays étudiés.

# 1 La consommation

## 1.1 Le dynamisme de la consommation de poulets

La baisse de la consommation totale de viande des Français est une tendance observée avec constance depuis le début des années 2000. Cependant, selon Agreste, la consommation française totale de viande s'élève à 5,794 millions de tonnes équivalent carcasse (téc) en 2022, contre 5,743 Mtec en 2021, soit une augmentation de 0,8 %. On observe une augmentation, sans toutefois retrouver le niveau de 2019 avant Covid (5,810 Mtec).

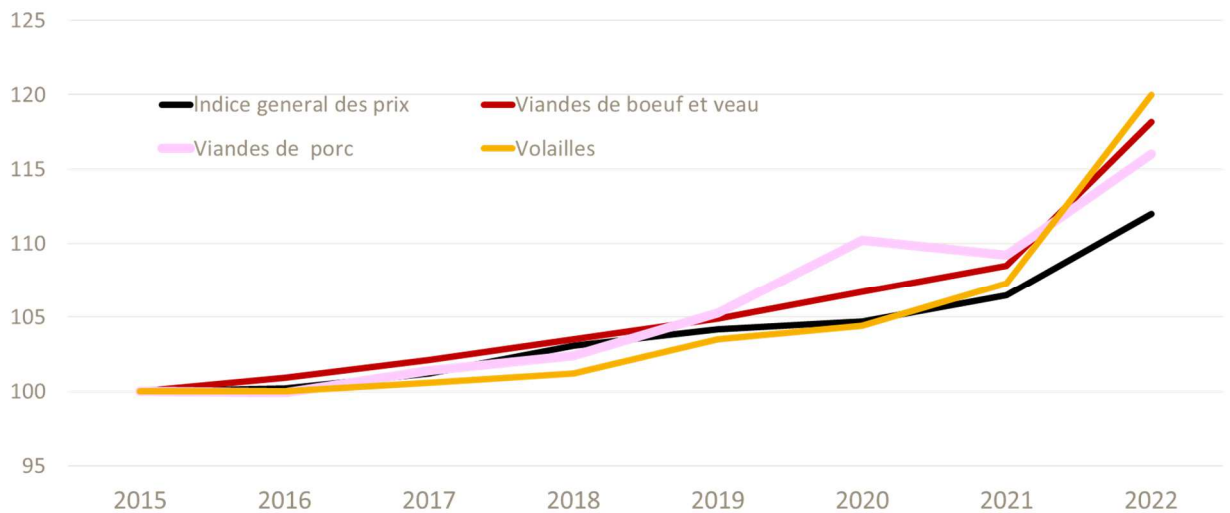
La viande de volaille est la seconde viande consommée en France depuis 2014 et représente 33 % de la consommation de viande en 2022, derrière le porc mais devant la viande bovine (source : Agreste). La viande de poulet représente 26 % de la consommation totale de viande en France, contre 18 % il y a dix ans.



**Figure 1 - Part des types de viande dans la consommation totale en France (source : ITAVI d'après Agreste)**

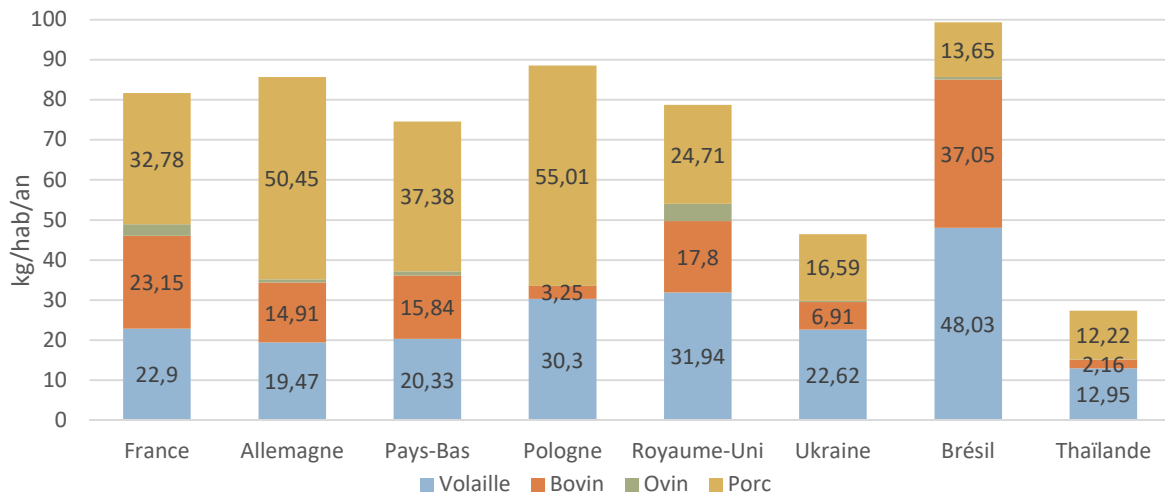
Cette évolution positive de la volaille peut s'expliquer par un prix relativement bas par rapport aux autres viandes et une vision de viande plus saine et moins grasse, même si l'aspect prix peut se discuter après l'épisode d'inflation qui frappe l'ensemble des produits alimentaires depuis 2021 : la volaille a connu la plus forte progression sur un an, et dépasse les autres espèces (figure 2, base 100 en 2015).





**Figure 2 - Evolution des indices de prix à la consommation (base 100 – 2015)**  
(source : ITAVI d'après Agreste)

Pour les autres pays européens, le porc est la principale viande consommée et la viande de volaille la seconde. À l'inverse, les pays tiers et le Royaume-Uni consomment principalement de la viande de volaille. La figure 3 représente les parts de la consommation de chacune des viandes en 2017.



**Figure 3 - Consommation individuelle de viande en 2017 dans les pays étudiés**  
(source : ITAVI d'après Eurostat et USDA)

Parmi les volailles consommées en France, le poulet représente désormais 80% en 2022 (contre 71 % en 2019). Le Royaume-Uni est le plus grand consommateur de viande de poulet en Europe, avec une consommation par habitant de 31,5 kg, en 2022, valeur nettement supérieure à la moyenne européenne.

La consommation par habitant en France est de 22 kg en 2022, assez proche de la moyenne des pays européens. La consommation de viande de poulet au Brésil est largement supérieure aux autres pays étudiés avec une consommation annuelle par habitant de 47 kg en 2020, elle dépasse celle des autres

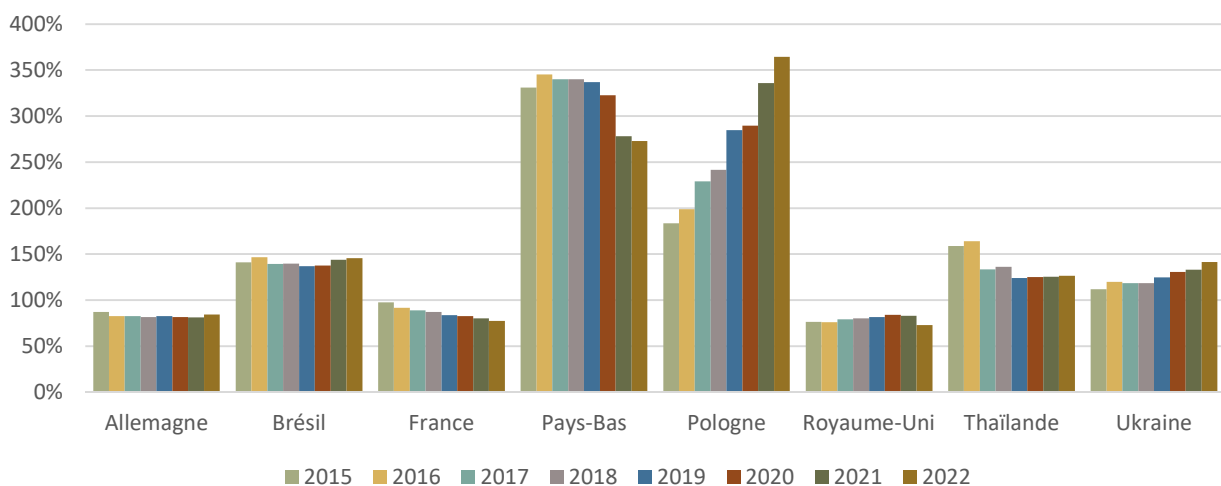
viandes (notamment la viande bovine de plus en plus perçue comme un produit de luxe) et représente environ 45 % de la consommation totale de protéines animales au Brésil. L'Ukraine est à 26 kg/hab/an et la Thaïlande 34 kg/hab/an en 2020.

Globalement, la consommation de volailles, et plus spécifiquement de poulet, augmente au niveau mondial et dans l'ensemble des pays étudiés.

## 1.2 L'approvisionnement de la demande

Pour répondre à cette demande croissante en viande de poulet, les consommateurs peuvent être approvisionnés soit par la production nationale, soit par le recours à des importations en provenance de pays partenaires commerciaux. Le taux d'autosuffisance alimentaire permet de mesurer l'importance de la production d'un pays par rapport à sa consommation intérieure (on le calcule par le rapport *abattages/consommation* en tonnages bruts totaux).

Tous les pays européens ne sont pas dans la même position (figure 4). Dès 2015, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ne sont pas autosuffisants (85 %, 77 % et 73 % respectivement en 2022), ce qui signifie que le volume de la production nationale et les abattages totaux ne suffisent pas à pourvoir la demande intérieure. La Pologne progresse depuis des années, les taux atteignent des données très élevées au-delà des 300 %, soit une production trois fois plus importante que la demande intérieure, traduisant une stratégie de croissance de la production à destination de l'export. Les Pays-Bas, avec leur position particulière comme point d'échange de l'UE pour les importations et les exportations, sont largement « autosuffisants » selon cet indicateur, mais une bonne part des abattages sont issus d'imports de poulets vivants depuis les pays voisins. Les autres pays tiers sont autosuffisants (au-delà de 100 %).

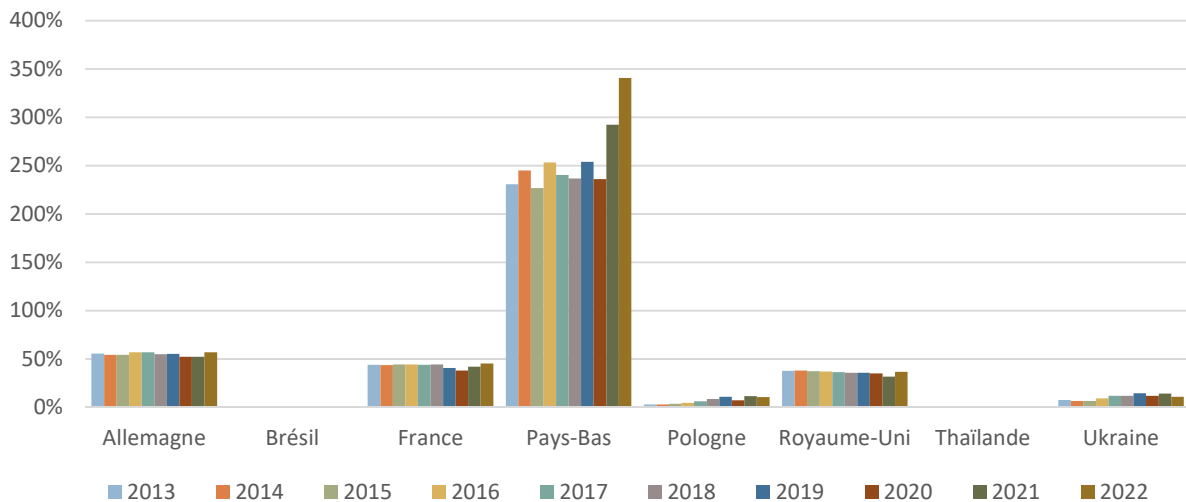


**Figure 4 - Evolution de l'autosuffisance en poulet chair entre 2015 et 2022 dans les différents pays étudiés (source : ITAVI d'après Eurostat, USDA)**

Un autre indicateur, le ratio *importations/consommation* permet d'évaluer la « souveraineté alimentaire » d'un pays, à travers laquelle on estime si la production nationale et la différenciation des

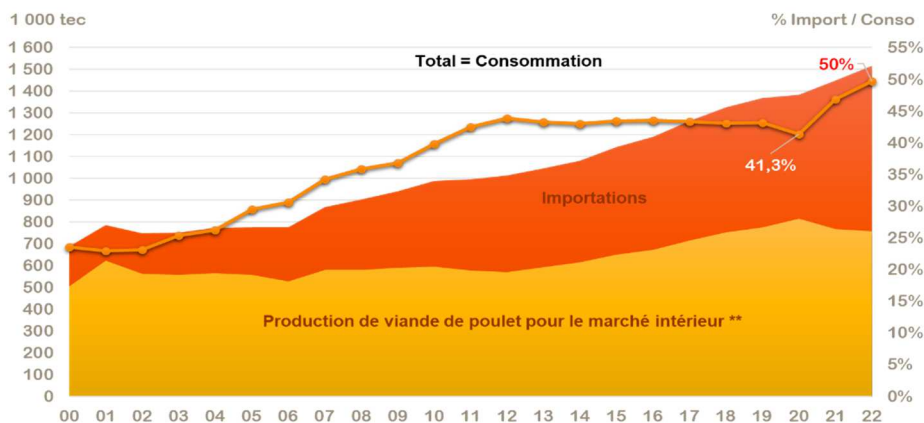
produits (équilibre matière, critères de qualité spécifiques) correspondent aux besoins des consommateurs.

Si le ratio est fort, cela indique que le pays a recours à l'import pour pallier les manques. Le Brésil et la Thaïlande ont très peu recours aux imports, tout comme la Pologne et l'Ukraine. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont des taux élevés, respectivement 57 %, autour de 50 % et 37 %. Les Pays-Bas sont à part, du fait de leur situation dans le commerce international, une bonne part de ce qui est importé est ré-exporté vers les autres Etats membres de l'UE-27.



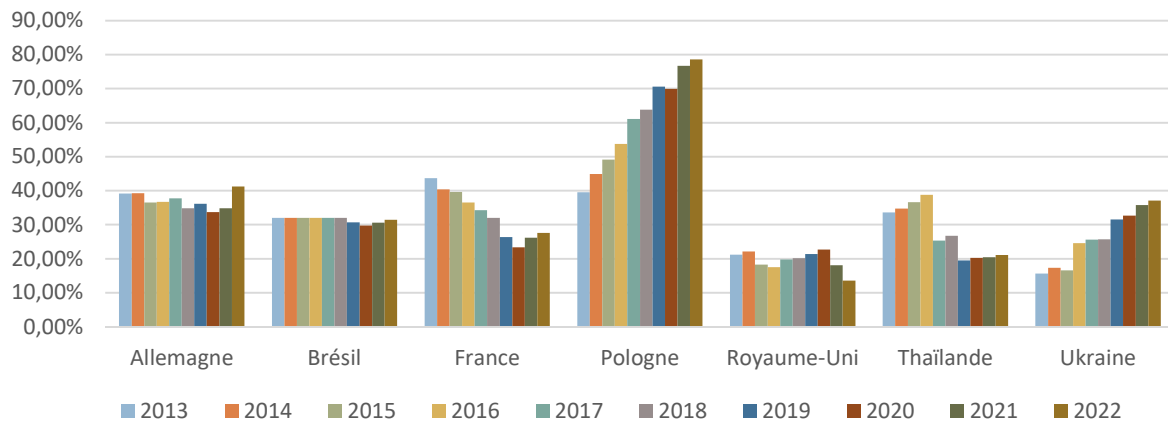
**Figure 5 - Evolution de du ratio import/consommation entre 2013 et 2022 dans les différents pays étudiés (source : ITAVI d'après Eurostat, USDA)**

Le ratio importations/consommation en France était autour de 44 % entre 2013 et 2019, avec une baisse à 41 % en 2020 (année de la pandémie Covid-19). Mais l'influenza aviaire de 2021-2022 a entraîné une diminution de la production française, qui a nécessité le recours aux importations pour satisfaire une demande en augmentation, avec un seuil de 50 % de viandes de poulet importés dans la consommation française en 2022 (figure 6).



**Figure 6 - Evolution du ratio import/consommation en France (de 2000 à 2022) (source : ITAVI d'après le SSP du Ministère de l'Agriculture et Douanes)**

On observe sur la figure 7 que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne exportent moins de 50% de leur production (14 %, 28 % et 41 % respectivement). La Pologne exporte une part de plus en plus importante de sa production (79 % en 2022 contre 39 % en 2013). Sur le graphique n'est pas représentée la part d'exportations des Pays-Bas, qui atteint plus de 100 % de ce que le pays peut produire du fait de sa position de plaque tournante des échanges. En 2022, les Pays-Bas ont exporté 259 % du volume produit dans le pays. Cela peut s'expliquer par le fait que le pays exporte de la viande qui n'est pas produite sur place (qui est importée d'autres pays, sans ou avec une première étape de transformation sur place) mais aussi des poulets vivants depuis les pays voisins.

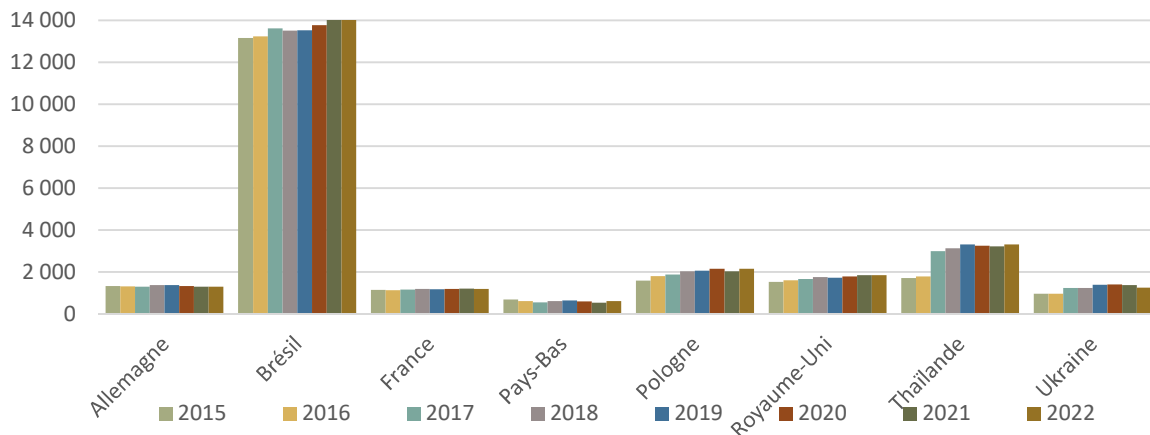


**Figure 7 - Part de la production nationale de poulet exportée (source ITAVI d'après Eurostat, USDA et Douanes)**

## 2 La production

### 2.1 Des écarts entre les pays

Le Brésil est le 2<sup>ème</sup> producteur (derrière les USA) et le 1<sup>er</sup> exportateur de viande de volaille au monde. Le Brésil et la Thaïlande sont historiquement les principaux fournisseurs de viande de volaille de l'UE, avec une entrée sur le continent via les Pays-Bas et le Royaume-Uni (jusqu'au Brexit en 2021). En Europe, la Pologne est le principal pays producteur de l'UE-27 avec 2,1 Mtéc en 2022.



**Figure 8 - Production de poulet de chair dans les différents pays étudiés de 2015 à 2022 (en ktéc)**  
(source : ITAVI d'après Eurostat et USDA)

La production de poulet de chair est en croissance entre 2015 et 2022 dans tous les pays étudiés (tableau 1), sauf aux Pays-Bas où la production est en recul de -11 % (de façon régulière chaque année) et en Allemagne (-3 %). En Europe, la croissance de la production est avant tout portée par la Pologne (+36 %) et hors-UE le Royaume-Uni (+21 %). Malgré l'épisode d'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (IAHP) en 2021-2022 très virulent, on observe en 2022 des niveaux de production plus importants de 4 % en France par rapport à 2015. L'Allemagne recule à -3 % entre ces deux dates, oscillant d'une année sur l'autre autour des 1,3 Mtéc.

Production (1 000 téc)	2015	2022	Taux de croissance entre 2015 et 2022
<b>Allemagne</b>	1 329	1 284	-3%
<b>Brésil</b>	13 149	14 700	12%
<b>France</b>	1 135	1 182	4%
<b>Pays-Bas</b>	681	606	-11%
<b>Pologne</b>	1 582	2 144	36%
<b>Royaume-Uni</b>	1 518	1 840	21%
<b>Thaïlande</b>	1 700	3 300	94%
<b>Ukraine</b>	956	1 242	30%

**Tableau 1 - Evolution de la production des pays étudiés entre 2015 et 2022**  
(source : ITAVI d'après Eurostat et USDA)

## 2.2 La différence française

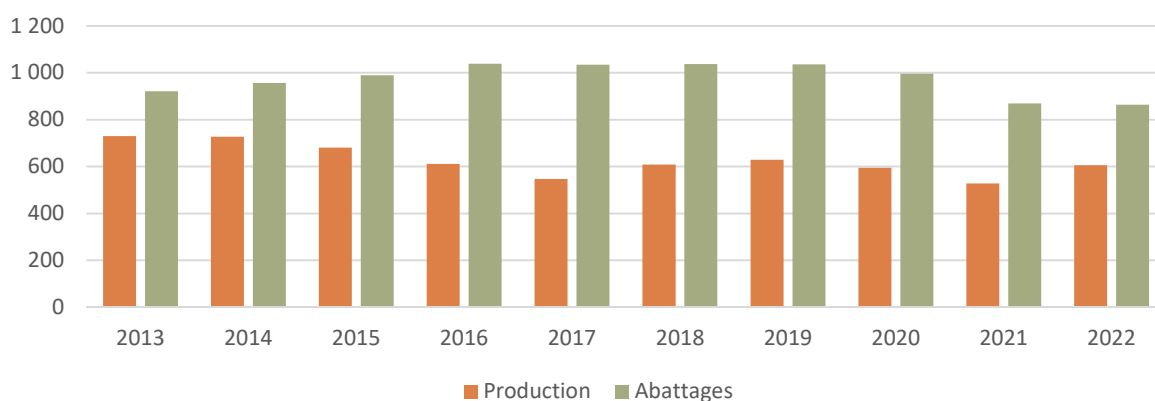
En 2019, la France a produit 1,7 million de tonnes équivalent carcasse (téc) de volaille, ce qui représente 11 % de la production européenne. La majorité de la production française est du poulet de chair (68 % en 2019 mais plus de 75 % en 2022 après l'épisode Influenza Aviaire Hautement Pathogène (IAHP) de 2021-2022). La viande de dinde représente 16 % (contre 18 % en 2021), la viande de canard 7 % (contre 11 % en 2021) et la viande de pintade 2 %.

La production de poulet de chair en France est principalement faite sous forme de poulet standard (67 % de la production en 2021) mais aussi en Label Rouge (15 %, 11 % sous autres signes de qualité (ECC, certifiés, agriculture biologique, AOP, IGP, etc.) et 7 % des volumes concernaient des poulets « grand export » destinés à l'exportation vers les pays du Proche et Moyen-Orient essentiellement. Les productions de qualité sont principalement valorisées sur le marché national et ont des difficultés à être exportées sur les marchés communautaire et international. Pourtant, ces productions participent à la réputation de la production française en général, malgré des coûts de production plus élevés.

## 2.3 Les abattages

Certains pays présentent un nombre d'abattages inférieur à leur production de poulets de chair. En effet, ces pays exportent des poulets vivants à leurs voisins. Cela peut s'expliquer par un déficit en infrastructures d'abattage, et notamment dans les zones frontalières où l'exportation de poulets vivants vers des zones d'abattage dans d'autres pays est facilitée.

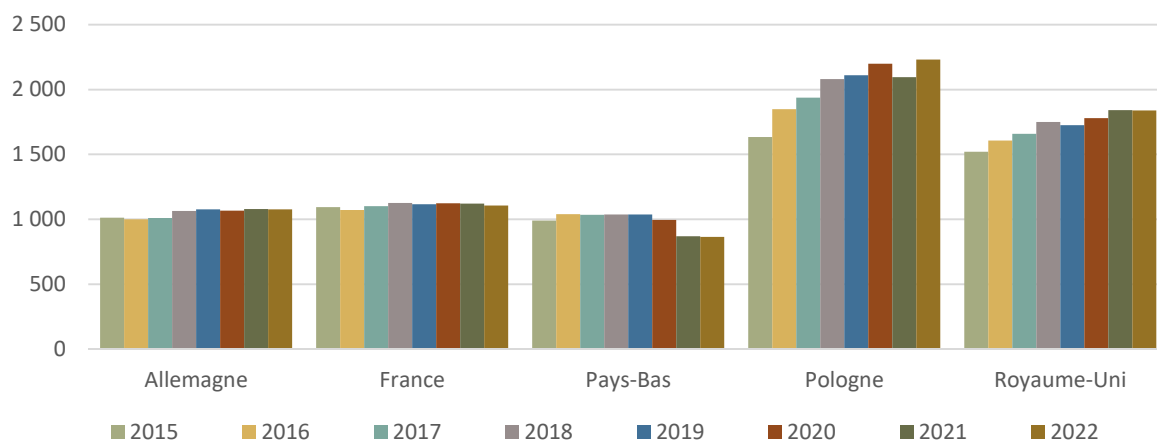
Ainsi, la France présente ce profil avec des exportations de poulets vivants principalement en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne. De même, l'Allemagne exporte une partie de sa production pour qu'elle soit abattue aux Pays-Bas principalement. A l'inverse, les Pays-Bas abattent parfois presque le double de leur production (c'est le cas en 2017, cf. figure 9), grâce à des importations importantes de poulets vivants.



**Figure 9 - Comparaison de la production et des abattages aux Pays-Bas (en ktéc) (ITAVI d'après Eurostat)**

Cette dynamique est spécifique de l'Europe du Nord et est due à des abattoirs néerlandais et belges qui sont situés dans des zones de forte densité humaine et économique, avec des accès privilégiés aux

marchés extérieurs via les ports de la mer du Nord. Ainsi, ces abattoirs sont situés au plus proche des débouchés (marchés de consommation et d'exportation). Chaque partie y trouve son compte : la forte contrainte foncière en Belgique et aux Pays-Bas pour l'agriculture et l'élevage a favorisé une délocalisation de l'élevage dans les pays frontaliers disposant d'une contrainte foncière plus faible comme l'Allemagne ou le Nord/Nord-Est de la France. À l'inverse, ces pays ou régions ne sont pas en mesure d'abattre eux-mêmes une partie de leur production de poulets de chair, ils s'appuient donc sur les infrastructures de leurs voisins, importateurs de poulets vivants.

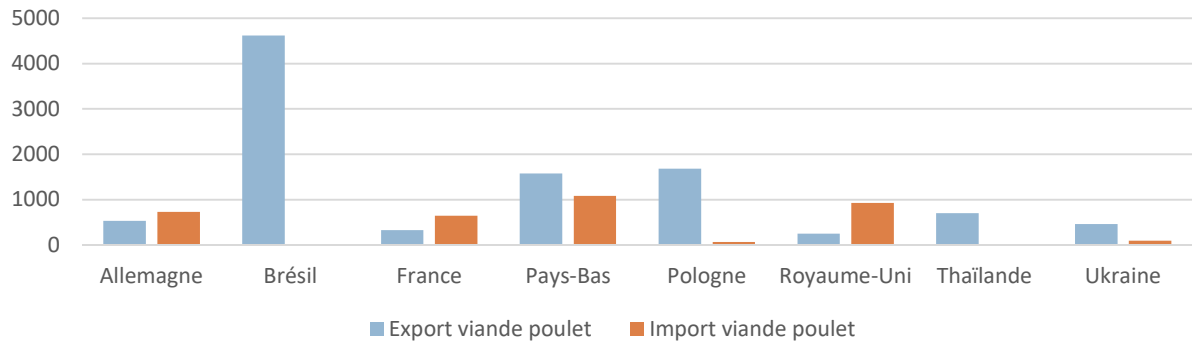


**Figure 10 - Volumes abattus dans les différents pays européens (en ktéc)**  
(source : ITAVI d'après Eurostat)

La Pologne voit ses abattages progresser en parallèle de sa production, alors qu'ils baissent aux Pays-Bas depuis 2020. L'IAHP 2021-2022 qui a touché de nombreux pays européens a perturbé les abattages dans les pays touchés, la Pologne marque un recul en 2021 de - 4,7 % par rapport à 2020, la France recule de - 1,3 % en 2022 par rapport à 2021 (figure 10).

## 3 Le commerce international

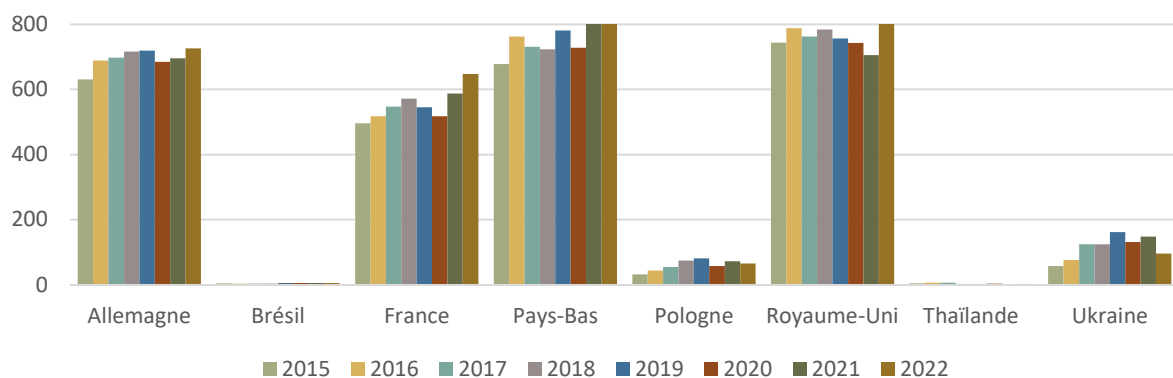
Le Brésil mais aussi la Thaïlande sont des pays nettement exportateurs, au même titre que la Pologne au niveau européen et les Pays-Bas (qui du fait de leur situation de point d'entrée dans l'UE ont des volumes de « réexportations » importants, leurs importations étant les plus élevées parmi tous les pays). L'Ukraine est également exportatrice nette en 2022. En revanche le Royaume-Uni, mais aussi l'Allemagne et la France sont importateurs nets et ne sont pas autosuffisants.



**Figure 11 – Importations et exportations de viande de poulet en 2022 (en ktéc)**  
(source : ITAVI d'après Douanes, Eurostat et USDA)

### 3.1 Les importations

Les Pays-Bas et le Royaume-Uni sont les principaux pays importateurs, devant l'Allemagne et la France. On note pour chacun une forte progression des volumes importés en 2021 et 2022, effet de la vague d'IAHP qui a touché les pays européens ces deux années-là (figure 12). La Pologne et l'Ukraine importent peu, quand le Brésil et la Thaïlande n'importent pas (ou en quantité négligeable) de poulet.



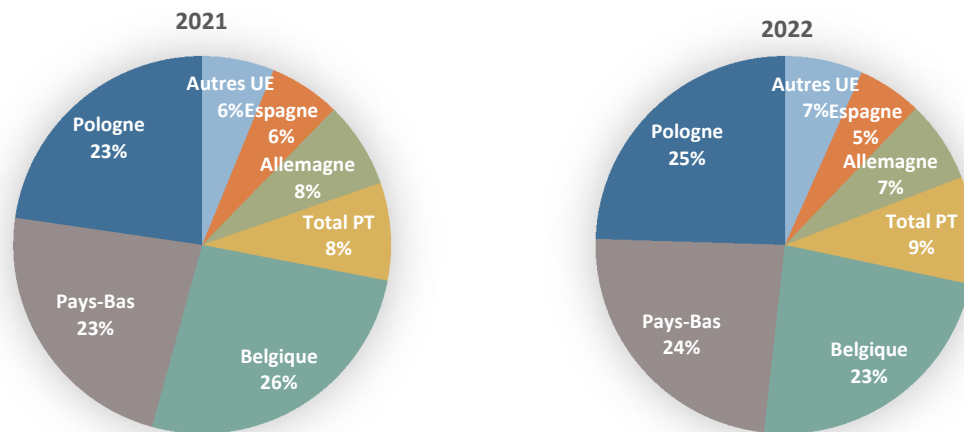
**Figure 12 - Importations de 2015 à 2022 dans les pays étudiés (en ktéc)**  
(source : ITAVI d'après Douanes)

Les importations proviennent principalement de pays européens qui représentent en 2022, 87 % des importations allemandes, 91 % des importations françaises et 71 % des importations britanniques. Les principaux pays partenaires pour les importations allemandes sont les Pays-Bas, la Pologne, la Belgique et la France. Les Pays-Bas importent des poulets d'Allemagne (222 ktéc en 2022), de Pologne



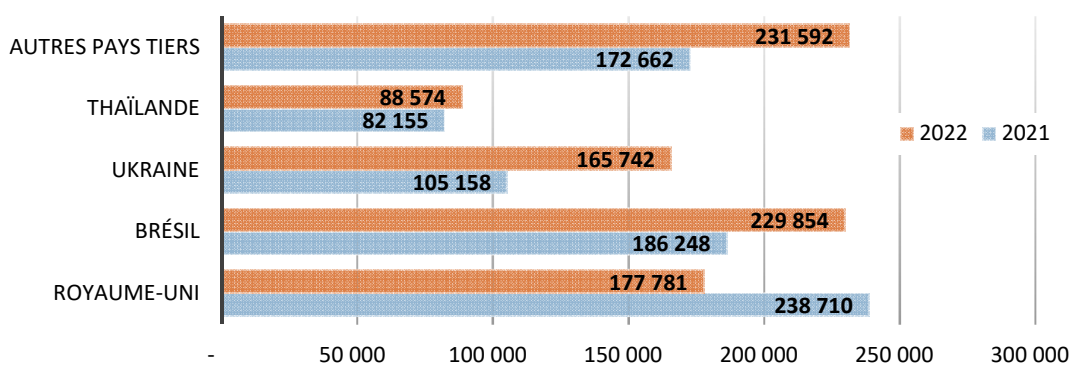
(181 ktéc), du Brésil (158 ktéc), de Belgique (111 ktéc) et d'Ukraine (93 ktéc en 2022, contre 63 ktéc en 2021, soit + 48 % en un an).

La figure 13 montre que la Pologne a dépassé les Pays-Bas en 2022 comme premier fournisseur de la France. Les pays tiers ne représentent que 8 % et 9 % des volumes importés en France. Toutefois, l'origine Pays-Bas est probablement constituée de viandes de première provenance autre (Brésil, Thaïlande ou Ukraine), tout comme l'origine Pologne, qui a importé en 2022 d'importants volumes de poulets ukrainiens.



**Figure 13 – Origine des importations françaises en 2021 et 2022 (source : ITAVI d'après Douanes)**

Cependant, le Brexit mais aussi la crise IAHP 2021-2022 ont perturbé les équilibres. Les volumes entrant en UE depuis le Royaume-Uni se sont nettement réduits entre 2021 et 2022. La guerre en Ukraine a entraîné l'abandon des droits de douane aux frontières de l'UE pour un certain nombre de productions dont les poulets à partir de juin 2022 (pour une année au départ mais reconduit pour un an), se traduisant par un bond important des entrées depuis l'Ukraine (figure 14). Parmi les autres pays tiers, on peut souligner la place de la Chine qui a augmenté ses exportations vers l'UE de préparations de poulet en 2022.



**Figure 14- Origine des viandes de poulet importées en UE, en téc (source : ITAVI d'après Douanes)**

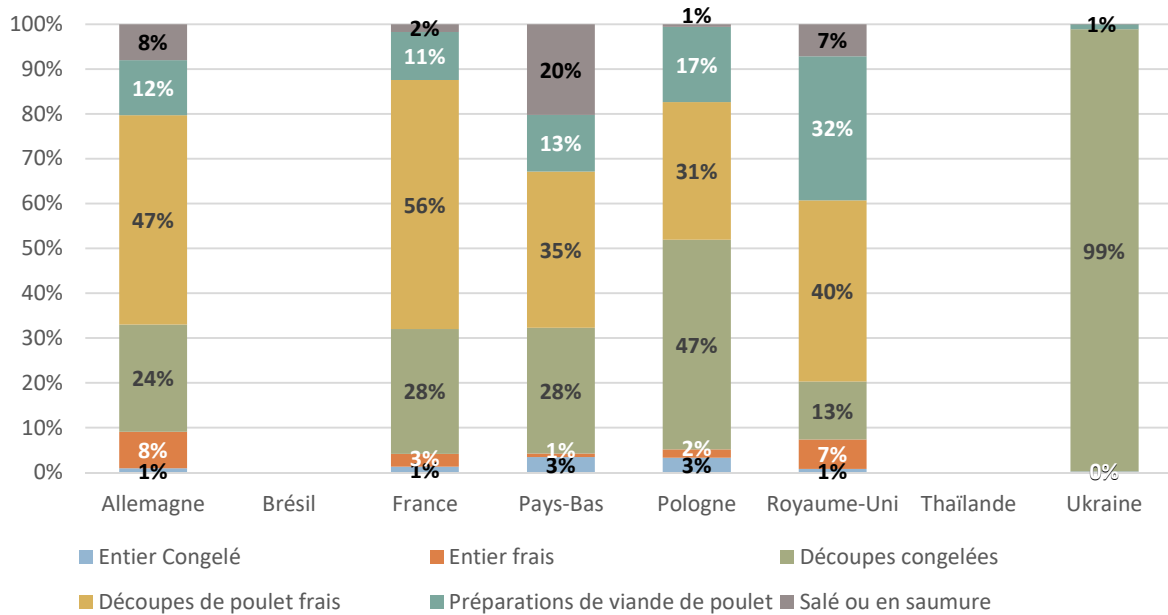
Le Brésil voit également ses exportations vers l'UE progresser, mais elles ne pèsent que 5 % de ses exportations totales. Malgré l'accord commercial entre le Brésil et l'Union européenne avec un contingent de 180 000 tonnes, les exportations brésiliennes sont également limitées en raison de restrictions européennes dues à des problèmes de sécurité alimentaire (carne fraca et salmonelle détectée dans des lots de volaille) entraînant la radiation de plusieurs usines brésiliennes de transformation de viande de volaille de sa liste d'usines agréées pouvant exporter vers l'UE (source

USDA). Le Brésil exporte principalement vers la Chine (12 % des volumes exportés en 2022), les Emirats arabes unis (10 %), le Japon (9 %), l'Arabie Saoudite (7 %), l'Afrique du Sud (6 %) et les Philippines (5 %). Traditionnellement importatrice de pattes de poulet, la Chine a également augmenté de manière significative ses importations d'autres découpes de poulet, la consommation locale s'étant détournée du porc au profit du poulet au moment de la Fièvre Porcine Africaine de 2018. Les exportations vers l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis (UAE) représentent 17 % des volumes en 2022 (contre 20 % en 2019).

La Thaïlande a longtemps bénéficié des restrictions sanitaires imposées au Brésil. En effet, la fermeture des usines brésiliennes et la réouverture du marché européen à la volaille thaïlandaise depuis 2012 (après une fermeture de huit ans due à des épidémies d'influenza aviaire) ont entraîné une augmentation des importations en provenance de la Thaïlande au détriment des importations en provenance du Brésil. Mais depuis 2019, la Thaïlande réduit la part des volumes exportés vers l'UE qui pesaient 16 % des volumes en 2019 et sont à 13 % en 2022. Elle dirige en grande majorité ses exports vers le Japon (38 % des volumes en 2022), la Chine (14 %), la Malaisie (11 %), la Corée du Sud (4 %) mais également le Royaume-Uni (11 %, essentiellement des préparations). Globalement, le recours massif de l'UE aux importations en provenance d'Ukraine et le développement de la concurrence européenne sur le marché européen avec la progression constante de la Pologne dans les flux intra-européens, a fait reculer la part des importations de pays comme le Brésil ou la Thaïlande.

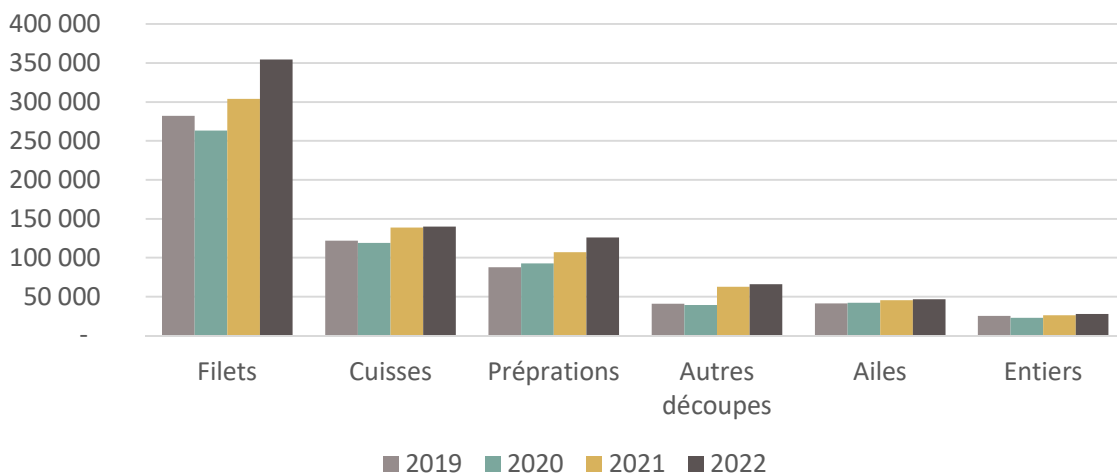
Les importations européennes de viandes de poulet depuis les pays tiers se font sous forme de préparations à base de poulet (142 ktéc en 2022 contre 111 ktéc en 2021, soit + 28 %), de volailles saumurés (283 ktéc contre 261 ktéc, soit + 8 %), de découpes congelées de poulet (238 ktéc contre 169 ktéc en 2021, soit + 41 %), mais aussi de découpes de poulet frais (194 ktéc contre 234 ktéc en 2021, en baisse de - 17 %). Les poulets entiers (congelés ou frais) ne représentent que 4 % des imports de l'UE en 2022. Mais si on considère les flux par pays, les parts élevées de poulets frais (carcasses entières ou découpes pris ensemble) indiquent que les origines sont géographiquement proches pour les pays concernés car ces produits ne supportent pas des longues distances du fait de contraintes logistiques liées au respect de la chaîne de froid : 55 % en frais pour l'Allemagne, 59 % pour la France, 47 % pour le Royaume-Uni, 36 % pour les Pays-Bas (figure 15).

Quels que soient les pays considérés, la très grande part des échanges se font sur des découpes (fraîches ou congelées). La France est celle qui importe le moins de préparations et saumures, seulement 13 % au total, contre 84 % sous forme de découpes. Le Royaume-Uni se distingue par un recours non négligeable aux préparations et saumures à 39 % (depuis la Thaïlande notamment qui pèse pour 15 % des imports globaux du Royaume-Uni). La quasi intégralité des imports ukrainiens se font sous forme de découpes congelées (environ 95 ktéc).



**Figure 15 – Part des différentes formes (pièces et mode de conservation) de poulets dans les importations en 2022**  
(source : ITAVI d’après Douanes, Eurostat et USDA)

Si on se concentre sur la France, dont les découpes sont majoritaires dans les importations (56 %), on note une augmentation constante des importations sous forme de filets (figure 16).



**Figure 16 - Evolution des importations françaises par type de découpe**  
(source : ITAVI d’après Douanes et Eurostat)

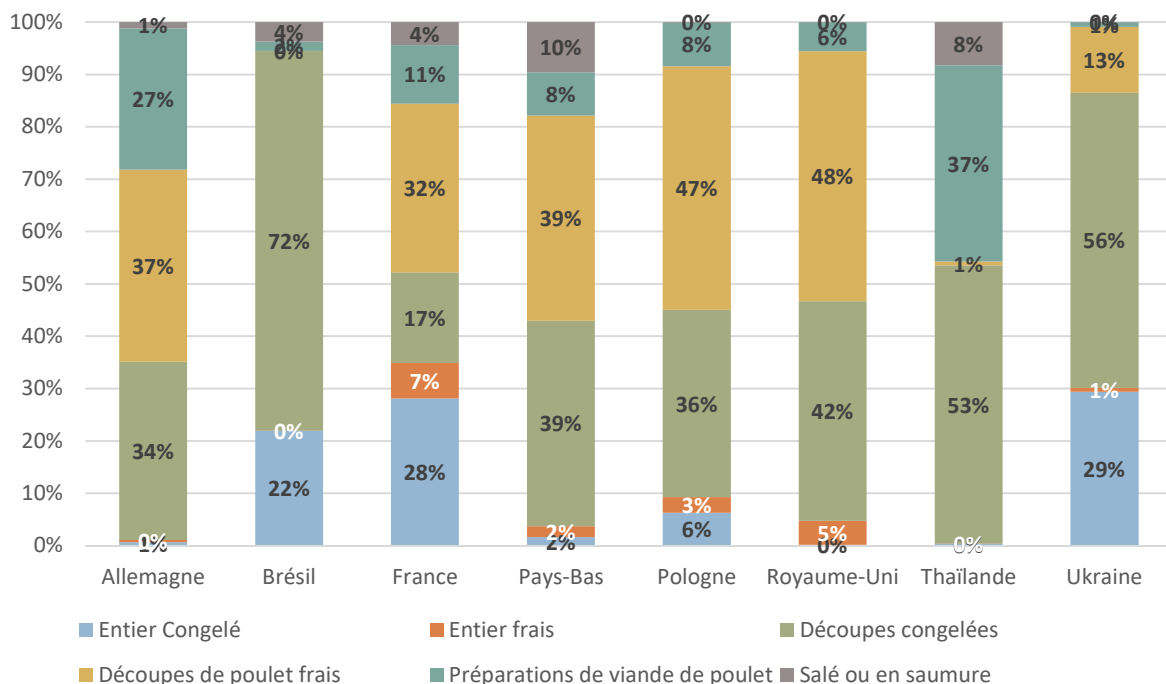
### 3.2 Les exportations

Les principaux pays exportateurs en Europe sont les Pays-Bas et la Pologne qui sont tous les deux exportateurs nets de viandes de poulet (cf. ci-dessus). Les flux les plus importants sont au départ des Pays-Bas vers l’Allemagne et le Royaume-Uni. La croissance des dix dernières années a été très importante en Pologne, principalement soutenue par les exportations de poulet (figure 7) : en 2022, 79 % de la production du pays est exportée contre 27 % en 2009, 40 % en 2013, et 67 % en 2019.

Les principaux pays partenaires pour les exportations européennes de poulet chair sont le Royaume-Uni (39 % des exports en 2022, contre 34 % en 2021) largement en tête du fait des relations historiques maintenues avec l'UE malgré le Brexit. Le Ghana est le deuxième partenaire en volumes (8 % en 2022 mais 11 % en 2021), viennent ensuite le Congo (7 % en 2021 et 2022), l'Ukraine (5 % en 2022 et 7 % en 2021), l'Arabie Saoudite (4 % en 2022 et 3 % en 2021). La demande de parties de viande de poulet provenant de l'UE est forte en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est (Vietnam, Hong-Kong entre 1 % et 2 % des volumes en 2021 et 2022).

Selon les experts, cette demande de poulets européens est due à l'augmentation des exportations de parties avec os (cuisses, ailes) et de viande de poulet désossée mécaniquement depuis l'UE, dont les prix restent compétitifs grâce à la maîtrise de l'équilibre matière. En effet, les exportateurs européens sont en mesure de baisser les prix de ces morceaux car ils obtiennent un meilleur prix sur les marchés intérieurs de l'UE pour les morceaux de poitrine et la viande blanche, mieux valorisés.

Les principaux produits exportés pour l'ensemble des pays étudiés sont les découpes congelées ou fraîches (figure 17). En 2022, le Brésil exporte pour 72 % de ses volumes en découpes congelées (vers l'Asie majoritairement) et tout de même une part importante de poulet congelé entier (vers les pays du Proche et Moyen Orient, PMO), la Thaïlande exporte des découpes congelées et des préparations de viande de poulet (vers l'Asie et le Royaume-Uni) et l'Ukraine exporte des découpes congelées, des poulets congelés entiers (et des découpes de poulet frais vers l'UE). La France (11 %) et surtout l'Allemagne (27 %) exportent aussi d'importants volumes de préparations de viande de poulet. La France exporte 28 % de ses volumes sous forme de poulet congelé entier, via une filière spécifique dite « grand export » vers le PMO en grande partie.

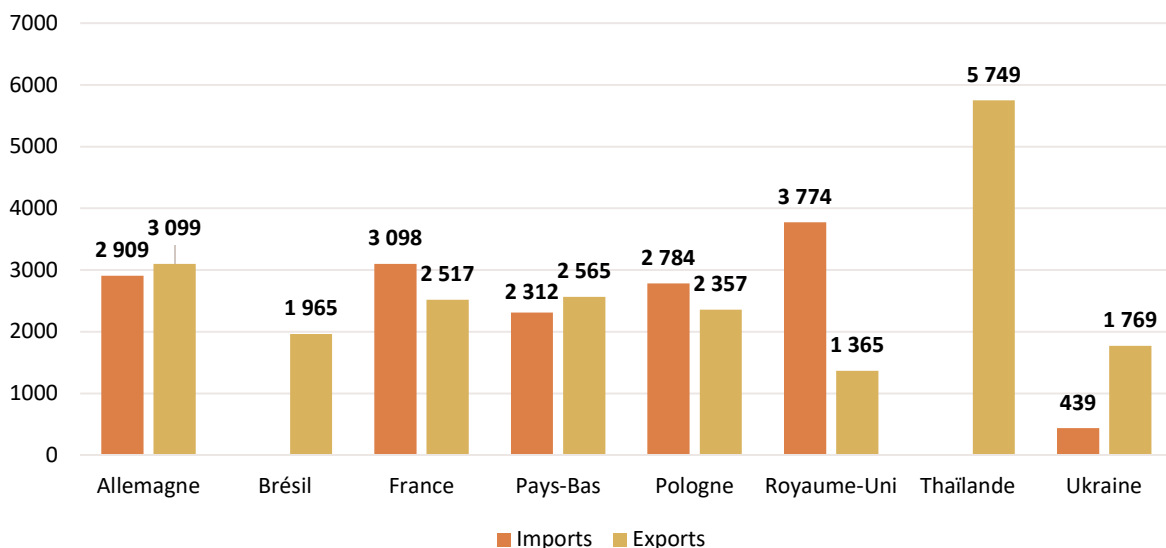


**Figure 17 - Part des différentes formes (pièces et mode de conservation) de poulets dans les exportations en 2022**  
(source : ITAVI d'après Douanes, Eurostat et USDA)

La France exporte en majorité, avec 59 % de ses exports en 2022, vers les partenaires européens (Pays-Bas, Allemagne, Belgique et Espagne, qui représentent 84 % des volumes exportés sur le marché communautaire) mais également une part importante vers les pays tiers pour 41 % de ses exports : l'Arabie Saoudite pèse pour la moitié de ces volumes vers les pays tiers, et donc environ 20 % des volumes totaux exportés par la France (sous forme de poulets entiers congelés). Pour l'Allemagne, les principales destinations d'exportation sont en 2022 les Pays-Bas, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni. Pour le Royaume-Uni, les principaux pays cibles pour les exportations sont les Pays-Bas, l'Irlande, la France et l'Allemagne (tous des partenaires de l'UE), viennent ensuite les pays d'Afrique (Ghana, Bénin, Gabon). Les Pays-Bas exportent en majorité vers l'UE (70 % des volumes en 2022), vers l'Allemagne, la France et la Belgique, mais aussi le Royaume-Uni (239 ktéc en 2022, deuxième partenaire derrière l'Allemagne).

### 3.3 Les prix des produits

La figure 18 indique le prix moyen de la viande de poulet chair à l'importation et à l'exportation de chaque pays étudié. Ces prix ont été obtenus au niveau des données des douanes, en divisant les importations/exportations en valeur par les importations/exportations en volume. Ces données regroupent toutes les pièces confondues (entier, découpes, produits transformés...). Les poulets entiers et les découpes (congelés ou frais) ont un prix moins élevé que les préparations de viande de poulet ou les poulets salés ou saumurés. Il y a un gradient de valeur ajoutée allant du poulet entier (plus bas) en passant par les découpes vers les élaborés. Mais les produits de découpe ne reflètent pas forcément la valeur ajoutée de ces produits car ils peuvent participer à l'équilibre de matière, notamment sur le marché européen : certaines découpes sont vendues sur le marché européen à un prix élevé (ex. filets), tandis que les autres découpes sont exportées à un faible prix. Les moyennes ne mettent pas en avant ces disparités, toutefois on note des écarts entre les valeurs importées et exportées : le Royaume-Uni importe des produits plus chers (préparations et saumures) et exporte des produits de plus faible valeur (poulets entiers et découpes), la Thaïlande et l'Ukraine à l'inverse exportent des produits transformés bien valorisés (préparations et saumures) par rapport aux imports (négligeables toutefois en Thaïlande, d'où l'absence de donnée sur le graphique).



**Figure 18 - Prix moyen (\$/téc) des imports et exports de poulet de chair en 2022**  
(source : ITAVI d'après Douanes)

## 4 L'organisation des filières

### 4.1 Des filières avicoles concentrées géographiquement

Les bassins de production de poulet sont concentrés dans certaines régions pour la plupart des pays (tableau 2). Cette concentration peut s'expliquer par le fait que les bassins de production sont souvent regroupés autour des bassins de consommation et des structures logistiques nécessaires au commerce (grands ports). La concentration géographique des filières s'explique également par la formation de clusters agro-industriels dans certaines régions, regroupant les usines d'aliment, les couvoirs, les élevages et les abattoirs. Cette structuration géographique de la filière permet de diminuer les coûts de transports et de faciliter l'intégration des filières.

En Allemagne, les exploitations sont essentiellement à l'Ouest du pays, à proximité des grands ports maritimes et des grands marchés de consommation (grands pôles démographiques), et la proximité des Pays-Bas. Aux Pays-Bas, en miroir, les exploitations sont regroupées à l'Est, dans les régions qui sont proches des bassins de consommation en Allemagne. Dans les pays tiers, on observe une dynamique semblable. Au Brésil, la filière avicole est aussi regroupée géographiquement, essentiellement dans les 3 Etats les plus au Sud, en raison de son climat subtropical mais aussi de sa dynamique démographique, autour des bassins de consommation historiques. En Thaïlande, la population et la production de volailles sont fortement concentrées dans le centre du pays, proche du bassin de consommation de Bangkok et des ports internationaux de Bangkok et Laem Chabang.

Régions principales de production	
<b>France</b>	Bretagne et Pays de la Loire : 53% des capacités d'élevage (286 et 167 millions de têtes respectivement)
<b>Allemagne</b>	Basse-Saxe : 80% des élevages
<b>Pays-Bas</b>	Brabant Septentrional : 30 % des élevages et 40 % des capacités de production
<b>Pologne</b>	Répartition dans le pays, pas de région spécifique
<b>Royaume-Uni</b>	Façade Est de l'Angleterre : 45 % de la production
<b>Ukraine</b>	Régions (Oblast) du centre-Ouest (Kiev, Tcherkassy et Vinnytsia) : 60 % de la production Est du Pays (l'Oblast de Dnipropetrovsk) : 20 % de la production
<b>Brésil</b>	Sud du Brésil : Parana 35%, Santa Catarina, 15% Rio Grande da Sul 14% - 64% de la production
<b>Thaïlande</b>	Centre de la Thaïlande (proche Bangkok et Laem Chabang) : 70% du cheptel

**Tableau 2 : Principales régions de production dans les différents pays étudiés  
(source : ITAVI d'après entretiens)**

En France, la filière est très concentrée en Bretagne et dans les Pays de la Loire, en lien avec des régions productrices d'aliments pour volaille qui sont regroupées à l'Ouest du pays et au nombre important d'abattoirs en Bretagne et dans l'Ouest de la France, malgré l'éloignement par rapport aux bassins céréaliers et de consommation. De même, en Ukraine, l'importance du cheptel dans les régions de Kiev, Tcherkassy et Vinnytsia est la conséquence directe de l'implantation des grands opérateurs ukrainiens. Concernant le Royaume-Uni, la production est un peu plus répartie, mais la façade Est de l'Angleterre (Midlands de l'Est, York et Humber) concentre environ 45 % de la production de poulet. Les Midlands de l'Ouest, l'Irlande du Nord et le Sud-Ouest sont aussi d'importantes régions productrices. La production de poulet chair en Pologne est répartie sur l'ensemble du territoire, offrant un contre-exemple.

## 4.2 Des spécificités dans la taille des élevages

En Allemagne, les élevages se sont densifiés depuis la réunification, principalement en Allemagne de l'Est qui présente des élevages en moyenne trois fois plus grands que les ateliers de l'Ouest. En 2016, la taille moyenne des ateliers de poulets de chair était de 28 000 en Allemagne. Cette moyenne ne représente pas les spécificités régionales avec 18 000 poulets en moyenne dans les anciens Länder (Ouest de l'Allemagne), sauf en Basse-Saxe où la moyenne est de 59 000 têtes par atelier. A l'Est de l'Allemagne, la taille moyenne des ateliers est de 65 000 poulets. Le Royaume-Uni présente aussi des spécificités régionales pour la taille des élevages. Ainsi, les élevages du centre du pays et de l'Est ont une taille moyenne d'environ 120 000 poulets de chair, contrairement aux élevages de taille moins importante en Irlande du Nord et dans le Sud-Ouest qui peuvent accueillir en moyenne 40 000 poulets de chair.

## 4.3 Les acteurs des filières

Le niveau d'intégration des filières diffère selon les pays. La filière française est fortement intégrée, organisée autour de quelques grands groupes qui sont présents à l'aval de la production même de poulets de chair, et avec une forte intégration des éleveurs grâce à des contrats. On observe un fort niveau d'intégration des maillons en amont (génétique, accoupage, alimentation animale, élevage) par les grands groupes coopératifs ou non-coopératifs. Les industriels déterminent les volumes de production en organisant le nombre de poulets dans les élevages via les organisations de production (OP). L'intégration de la filière poulet de chair peut aussi être partielle, et dans ce cas l'intégrateur fournit à l'éleveur les aliments et peut gérer le couvoir et/ou les abattoirs. La filière allemande est l'une des plus intégrée verticalement d'Europe, avec un maillon abattoir qui possède généralement ses propres outils d'accoupage et de fabrication des aliments. Cette filière intégrée se structure autour de grands groupes tels que Wiesenhof en Basse-Saxe qui regroupe tous les acteurs des couvoirs, les fabricants d'aliment, les abattoirs, les éleveurs, etc. Aux Pays-Bas, chaque maillon est indépendant, mais le niveau de coordination entre toutes les entités indépendantes est élevé.

Le modèle ukrainien s'appuie lui sur une intégration totale, de la production d'aliments pour les poulets jusqu'à la transformation finale du produit. En Ukraine, la plupart de la production de viande de volaille est entièrement intégrée à la production de céréales, au stock parental, aux couvoirs, aux usines d'aliments pour animaux et aux abattoirs. De même, la filière britannique apparaît comme l'une des plus intégrées verticalement avec une filière organisée autour de trois systèmes de production différents : une intégration totale des entreprises (40 % de la production, avec les éleveurs qui sont salariés des groupes d'abattages et de transformation) et une intégration partielle (40 % de la production, avec des éleveurs qui sont sous contrats avec les entreprises). Les éleveurs indépendants représentent 20 % de la production britannique et sont positionnés sur des marchés spécifiques tels que l'export pour les pays tiers, les grossistes, la grande distribution, les marchés spécialisés

L'industrie avicole brésilienne compte quelques très grandes entreprises intégrées qui sont des acteurs mondiaux, comme BRF et JBS. Le modèle d'intégration est largement adopté, apportant un contrôle strict de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

Les principales entreprises transformatrices de volailles en Europe sont LDC, Plukon, AIA, PHW Gruppe et 2 Sisters d'après WATT Poultry. Ces groupes d'abattage et transformation de volailles intègrent souvent, au moins partiellement, l'activité d'accoupage et la fabrication d'aliments. Leur siège est situé dans un des différents pays étudiés et ces groupes possèdent pour la plupart des filiales dans toute l'Europe.

Société	CA global (milliard €)	Production (millions de tête)	Pays d'origine/Implantations
LDC	4,4	579	France/ Espagne, Pologne
2 SISTERS	3,5	479	Royaume-Uni/ Pays-Bas, Pologne
PLUKON	1,8	426	Pays-Bas/ Belgique, Allemagne, France, Pologne
AIA		350	Italie
PHW-GRUPPE- WIESENHOFF	2,7	350	Allemagne/ Pologne, Belgique, Pays-Bas
MOY PARK	1,3	312	Royaume-Uni/ France, Pays-Bas
Amadori		250	Italie
Avara	1,3	234	Royaume-Uni
Cedrob		191	Pologne
Rothkötter	1	190	Allemagne

**Tableau 3 - Les principaux groupes européens d'abattage/transformation de poulet chair (données 2020)**

(source : WATT Poultry et sites internet des entreprises)

Au niveau mondial, les principales entreprises productrices de volailles des 8 pays étudiés sont listées dans le tableau 4 avec leurs différentes implantations. Les principales sont au Brésil (JBS et BRF) et en Thaïlande (CP Foods).

Société	CA global (milliard €)	Production (millions de tête)	Pays d'origine/Implantations
JBS		4 425	Brésil / Implantation industrielle : US, Mexique et Europe
BRF	1,5	1 670	Brésil / Implantation industrielle : Asie, Afrique et Moyen-Orient
CP Foods		685	Thaïlande / Implantation industrielle : Chine, Vietnam, Taiwan, Inde, Turquie, Russie, Cambodge, Philippines, Laos et Pologne
LDC	4,4	579	France / Implantation industrielle : Hongrie, Royaume-Uni.
Unifrango Agroindustrial		520	Brésil
MHP	1,6	478	Ukraine/ Pays-Bas
Plukon Food Group	1,8	426	Pays-Bas / Implantation industrielle : France, Allemagne
Marfrig Global Food	2,9	405	Brésil / Implantation industrielle : Argentine, Chile, Etats-Unis, Uruguay

**Tableau 4 - Les principaux groupes dans les pays étudiés (données 2020)**

(source : WATT Poultry et sites internet des entreprises)



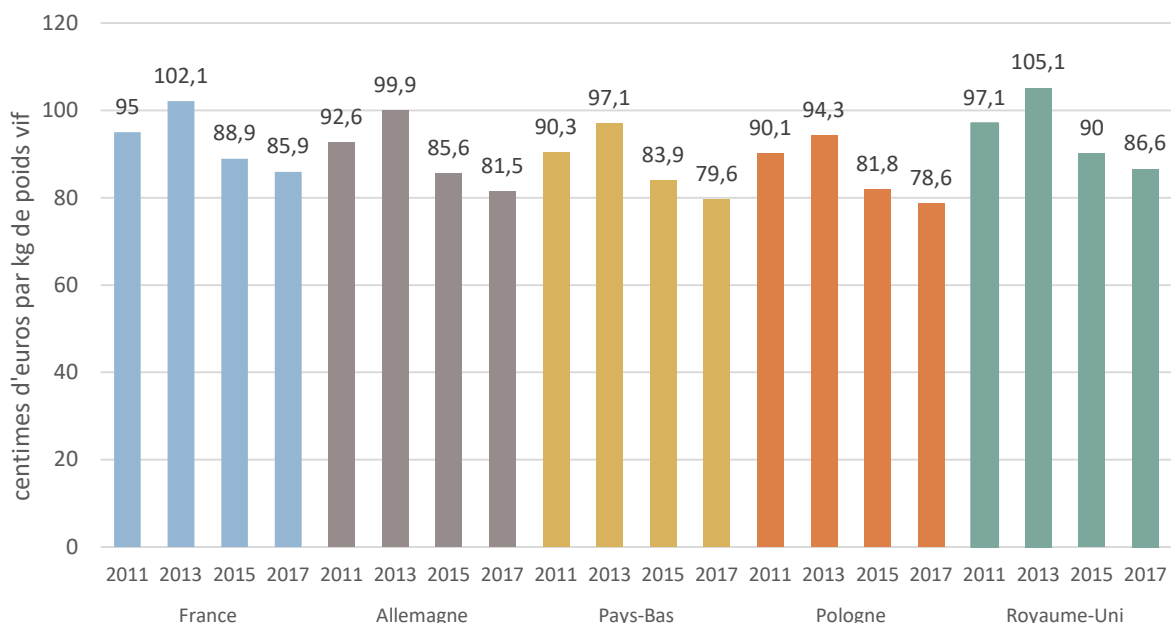
## 5 Les coûts de production

Pour l'étude et l'analyse des coûts de production, nous allons nous baser sur les études de Peter Van Horne sur la compétitivité des filière poulet chair dans le monde, publiées tous les deux ans, dont la dernière version date de 2018, sans actualisation connue à ce jour. Les observations ne prennent pas en compte l'effet de l'inflation et la grande déstabilisation des marchés des matières premières due à la reprise post-covid et à la guerre qui s'est déclenchée en Ukraine en février 2022.

Les différents coûts de production considérés par Peter Van Horne seront considérés comme la base de travail de cette étude et le raisonnement s'appuie ici sur le segment standard de la production de poulet chair. Les coûts de production sont découpés en plusieurs segments tels que les coûts d'élevage des poussins d'un jour, les coûts liés à l'alimentation des poulets, les coûts variables (les coûts de chauffage, d'électricité, de litière, de santé animale et de capture), les coûts liés au travail, les bâtiments et les coûts généraux (coûts d'assurance, de comptabilité, de conseil, de téléphone et de transport au niveau de l'exploitation). Les coûts liés à l'alimentation doivent être analysés en comparaison des pays à cause des effets « coûts des matières premières ». En effet, le coût des aliments pour les animaux évolue directement en fonction du cours des marchés des matières premières.

Depuis 2011, le Royaume-Uni présente les coûts de production les plus élevés des pays européens étudiés. La France présente les coûts de production les plus importants en UE, suivie de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Pologne. Entre 2011 et 2017 (van Horne, rapports entre 2011 et 2018), le prix d'offre du poulet de chair des producteurs de l'UE avait légèrement diminué, de -9,6 % en France, -12 % en Allemagne, -11,8 % aux Pays-Bas, -12,8 % en Pologne et -10,8 % au Royaume-Uni.

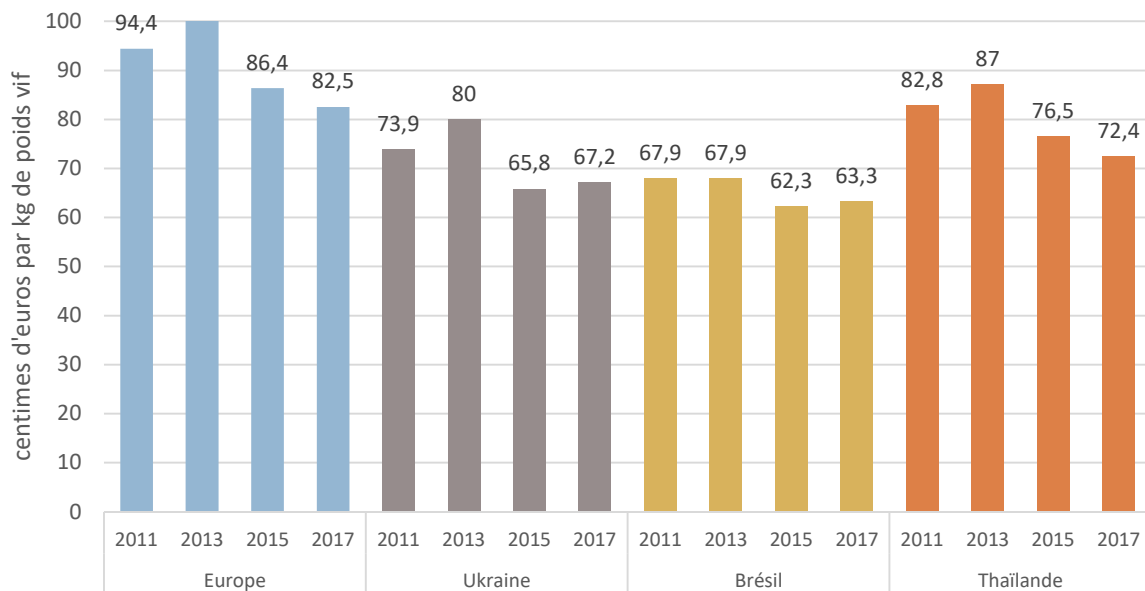
Les Pays-Bas présentent des coûts de production plus faibles que les autres pays d'Europe de l'Ouest, même si la filière néerlandaise est faiblement intégrée. Cela peut s'expliquer par des investissements importants au niveau des abattoirs et des outils de production, avec des équipements modernes et des meilleures performances techniques.



**Figure 19 – Evolution des coûts de production européens entre 2011 et 2017**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)

Si l'on compare les autres pays européens à la France (Coûts de production France – Coûts de production autre pays), on observe que la Pologne est le pays avec le plus d'écart, avec 7,3 centimes d'euros par kg de poids vifs en moins que la France en 2017. Entre 2011 et 2017, l'écart de la France par rapport à l'Allemagne, les Pays-Bas et la Pologne a augmenté, rendant la France de moins en moins compétitive par rapport à ces pays. De même, les coûts de production du Royaume-Uni se sont rapprochés de ceux de la France.

Depuis 2011, le pays le plus compétitif parmi les pays étudiés est le Brésil. L'Ukraine et la Thaïlande ont des coûts de production proches mais l'Ukraine reste plus compétitive que la Thaïlande. L'Union européenne présente des coûts de production plus élevés que les autres pays. Entre 2011 et 2017, le prix d'offre du poulet de chair des producteurs des différents pays étudiés a légèrement diminué. En effet, entre 2011 et 2017, les coûts de production du poulet de chair ont diminué de - 12,6 % en moyenne en Europe, -6,8 % au Brésil, - 12,6 % en Thaïlande et - 9,1 % en Ukraine.



**Figure 20 – Evolution des coûts de production pays tiers entre 2011 et 2017**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)

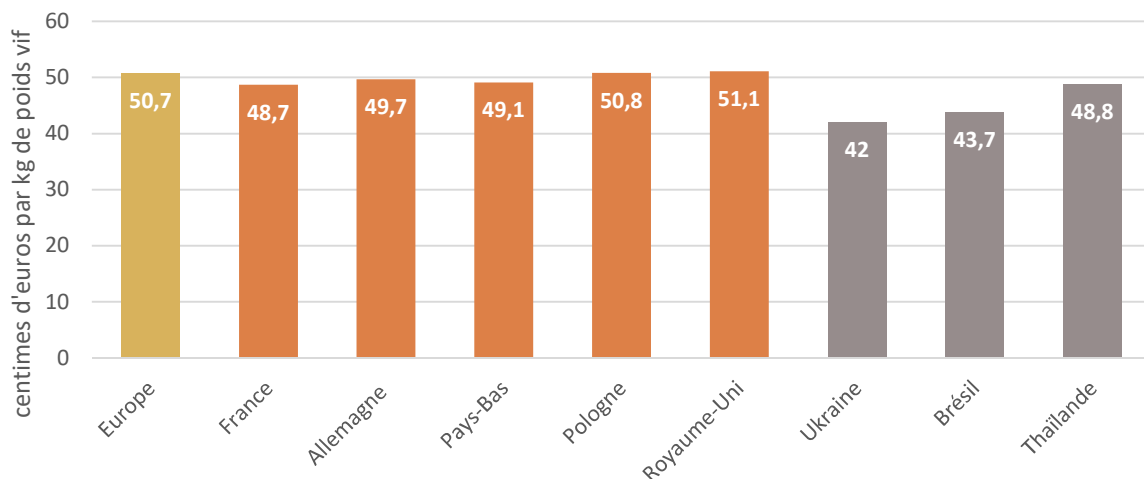
Si l'on compare les pays tiers à la moyenne des pays européens, on observe que le Brésil est le pays avec le plus d'écart, avec 19,2 centimes d'euros par kg de poids vifs en moins que l'Europe en 2017. L'Ukraine et la Thaïlande présentent quant à elles un coût de production respectivement de 15,3 centimes et de 10,1 centimes moins élevé que les pays de l'Union Européenne. Entre 2011 et 2017, l'écart entre les pays européens et le Brésil, la Thaïlande et l'Ukraine a diminué. La diminution des coûts de production européens s'explique principalement par une forte baisse des coûts en bâtiments (- 14 % entre 2011 et 2017), des coûts en aliments (- 17 %) et des coûts généraux (- 20 %). A l'inverse, les coûts liés au bâtiment des élevages brésiliens ont fortement augmenté entre 2011 et 2017 (+ 32 %), de même que les coûts des poussins d'un jour pour l'Ukraine (+ 24 %), ce qui a limité la baisse des coûts de production dans ces pays.

## Un phénomène haussier depuis 2020

Si la baisse des coûts de production a été importante lors de la décennie 2010, les années 2020 connaissent une succession de crises. Le Covid-19 a modifié l'activité économique mondiale (très ralentie en 2020 et en reprise rapide en 2021), la guerre en Ukraine a impacté les marchés de matières premières agricoles, l'influenza aviaire de 2021-2022 a bousculé la disponibilité en poussins, entraînant une augmentation importante des coûts de production de poulet. Nous disposons de données pour la France mais nous n'avons pas de base commune de comparaison. Si la main-d'œuvre n'a pas beaucoup évolué entre 2019 et 2023 en France, les poussins ont augmenté de 28 % entre 2021 et 2022 du fait d'une baisse des disponibilités due à l'IAHP. L'énergie a augmenté de 18 % entre 2021 et 2022 (selon les indices IMPAMPA gaz et électricité). On estime que les coûts de production en France ont bondi de +23 % sur les volailles vivantes en 1 an (entre 2021 et 2022), et de +50 % en 3 ans (entre 2020 et 2022).

### 5.1 L'aliment, composante principale du coût de production

Dans tous les pays, le prix de l'alimentation animale est influencé par les prix du marché mondial des principaux ingrédients de l'alimentation animale, tels que les céréales (blé et maïs) et le soja. Les différences entre les pays viennent également des différences de structure de la chaîne d'approvisionnement (intégrée ou non intégrée), de la stratégie des entreprises d'aliments pour animaux, des distances de transport et de l'accès du pays aux ports maritimes et aux voies navigables pour un approvisionnement efficace des usines de fabrication. Le taux de change peut également avoir un effet sur les prix.



**Figure 21 - Coûts de production en aliment pour poulet dans les différents pays étudiés en 2017 (source : ITAVI d'après P. Van Horne)**

Le prix des aliments pour animaux est significativement inférieur pour le Brésil et l'Ukraine par rapport à l'Europe. Le faible prix des aliments dans ces pays peut s'expliquer en grande partie par la culture et par la disponibilité sur place d'importantes quantités d'ingrédients pour l'alimentation animale (pour le maïs et le soja principalement). Les producteurs européens dépendent en partie des importations sud-américaines, notamment le soja qui entre dans les formules d'alimentation du poulet. Les coûts de stockage et de transport augmentent le prix de l'aliment en Europe.

On observe que les pays qui ont les coûts de production en aliment les plus faibles tels que le Brésil et l'Ukraine ou la France pour l'UE présentent une autosuffisance en productions utilisées pour l'alimentation des poulets de chair. Ainsi, le Brésil est fortement autosuffisant en maïs et en soja. Les éleveurs peuvent donc se procurer des aliments à plus faible distance, diminuant les coûts de transports et les coûts à l'achat. De même, l'Ukraine est autosuffisante en blé, maïs, soja et tournesol, ce qui lui permet d'avoir les coûts en alimentation les plus faibles, avec les élevages avicoles proches des zones céréalières. Dans l'UE, c'est la France qui a des coûts en aliments les plus faibles notamment grâce à une forte autosuffisance en blé, maïs et tournesol.

Le coût de l'aliment représentant entre 60 et 70 % du coût total d'un poulet de chair, une conversion correcte de l'aliment consommé en kilo de poids vif est essentielle pour la rentabilité d'un lot de poulets de chair. L'indice de consommation diffère entre les pays de l'UE. Les exploitations des Pays-Bas et de l'Allemagne ont un fort taux de conversion alimentaire. À l'inverse, la France a un taux de conversion alimentaire inférieur à la moyenne européenne. De même, les indices de consommation du Brésil et de l'Ukraine sont plus élevés. L'indice de consommation dépend du poids vif à l'abattage des poulets, avec des poids vifs moyens plus important dans les pays tiers que les pays européens (entre 2,4 et 2,6 kg). Le poids moyen des poulets de chair élevés en France (1,9 kg) est nettement plus faible que les autres pays car ils sont abattus plus jeunes en moyenne. Le Brésil et l'Ukraine présentent des poids vifs moyens les plus élevés.

	UE-28	FR	DE	NL	PL	UK	UKR	BRA	THA
<b>Prix des aliments pour animaux (€/100 kg)</b>	31,1	29,2	31,5	31,1	31,4	31,5	24,2	24,4	29,6
<b>Indice de consommation</b>	1,63	1,67	1,58	1,58	1,62	1,62	1,74	1,79	1,65
<b>Poids vif (kg)</b>	2,294	1,9	2,35	2,35	2,3	2,25	2,48	2,6	2,4

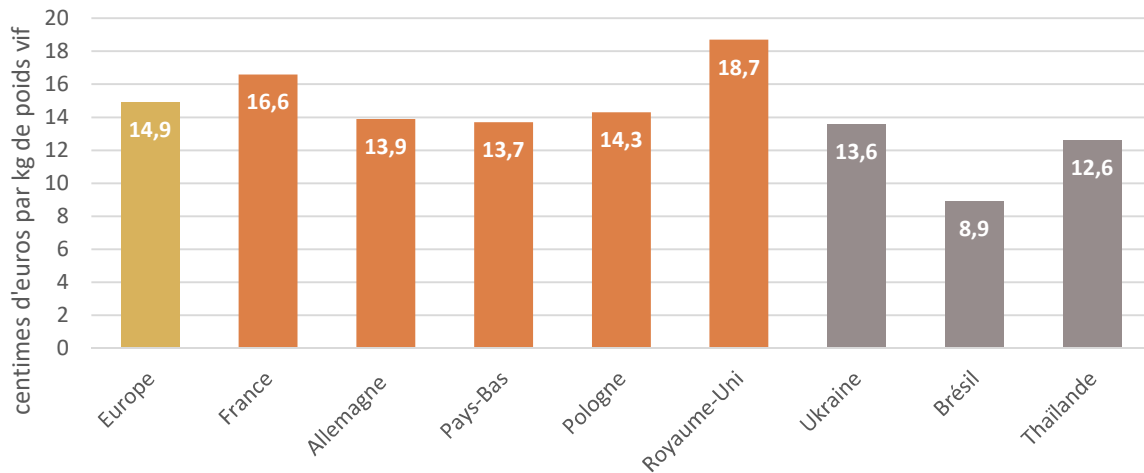
**Tableau 5 - Prix et performances techniques de la production de poulet (données 2017)**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)

## 5.2 Le coût des poussins

Pour la plupart des pays, le prix des poussins en 2017 se situait entre 31 et 33 centimes d'euro par poussin. Le prix est cependant nettement plus élevé au Royaume-Uni et particulièrement inférieur au Brésil. Les coûts des poussins d'un jour par kg de poids vif sont influencés par le prix des aliments et le poids vif final moyen des poulets de chair. Le coût des poussins d'un jour est plus bas pour les pays tiers, particulièrement au Brésil, en raison principalement du faible prix de l'alimentation.

Europe	France	Allemagne	Pays-Bas	Pologne	Royaume-Uni	Ukraine	Brésil	Thaïlande
32,6	30,3	31,5	31	31,5	40,5	32	22,3	28,9

**Tableau 6 - Coût des poussins d'un jour par kg de poids vif dans les différents pays étudiés en 2017**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)

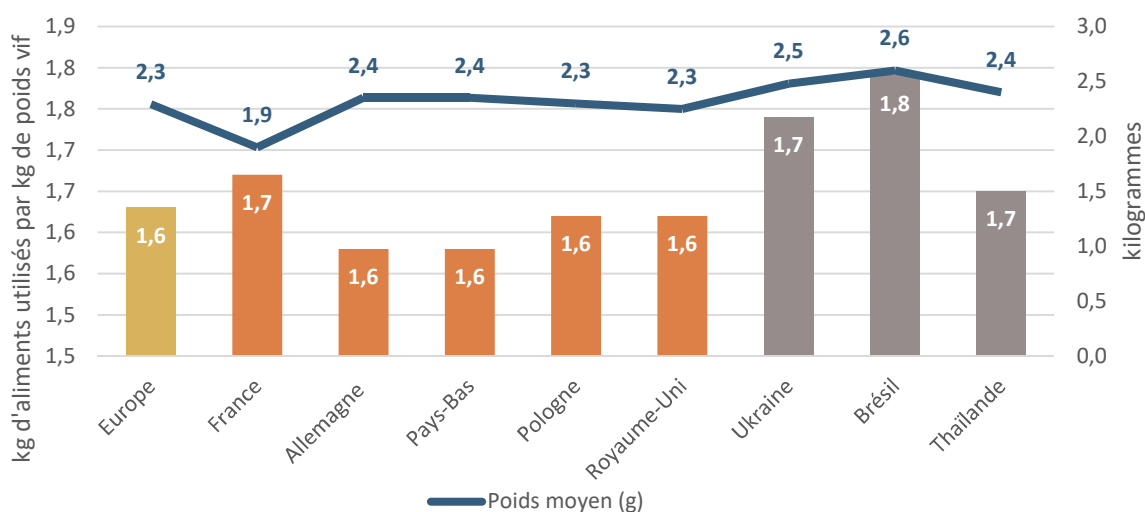


**Figure 22 - Coûts des poussins d'1 jour par kg de poids vif en 2017**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)

En France, les poulets standards sont beaucoup plus petits qu'ailleurs. Donc à prix du poussin équivalent, le coût du poussin dans le poulet fini est plus élevé (figure 22). Le prix des poussins d'un jour dépend aussi de l'intégration des couvoirs dans la filière et des contrats entre les éleveurs et les couvoirs. Le plus souvent, l'éleveur est propriétaire de ses bâtiments et les intrants (aliments et poussins) sont fournis par l'intégrateur (principalement l'abattoir ou l'entreprise de transformation).

### 5.3 La performance des élevages

Le secteur européen de la viande de poulet de chair utilise couramment des poulets de chair de génotype à croissance rapide qui atteignent le poids vif cible de 2 à 2,5 kg en 5 à 6 semaines environ. Dans la plupart des pays, le poids vif se situe entre 2,2 et 2,4 kg. Les poids vifs moyens observés au Brésil et en Ukraine, plus élevés que la moyenne européenne peuvent expliquer un indice de consommation plus élevé (le taux de conversion alimentaire étant en général plus faible chez les poulets plus âgés et plus gros). La France fait exception avec un poids moyen inférieur aux autres, à 1,9 kg.



**Figure 23 - Indice de consommation et Poids moyen des poulets chair (données 2017)**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)

La différence des coûts de production peut aussi s'expliquer par des différences structurelles au niveau des ateliers de production. Le paysage avicole français se compose d'un nombre important d'élevages de taille modeste à l'inverse des pays européens où la tendance est plutôt à des élevages en plus petit nombre mais de plus grande capacité, générant des économies d'échelle.

Les autres coûts variables concernent les coûts de chauffage, d'électricité, de litière, de santé animale et de capture des animaux. Ces coûts varient légèrement d'un pays à l'autre, principalement en raison des différences de coûts de chauffage (prix du carburant) et de coûts de main d'œuvre. Les différences de coûts de logement (poulailler et inventaire) entre les pays sont liées aux différences d'investissement pour un poulailler, à la densité de peuplement et au taux d'intérêt. Les frais généraux sont liés aux coûts d'assurance, de comptabilité, de conseil, de téléphone et de transport au niveau de l'exploitation.

## 5.4 Les coûts d'abattage

Les principales composantes des coûts d'abattage sont la main-d'œuvre (35 %), les bâtiments et équipements (25 %). Les autres coûts (40 %) sont, par exemple, le transport des poulets de chair, l'énergie, l'eau, l'inspection et l'emballage. Ces coûts varient d'un pays à l'autre. Cependant, les études de P. Van Horne s'intéressaient seulement aux abattoirs modernes avec comme hypothèse que tous les abattoirs de l'UE utilisent des équipements similaires. On suppose donc que, dans cette étude, les différences de coûts d'abattage entre les pays sont principalement dues aux différences de salaires et de gammes de produits.

Les performances techniques des élevages et des abattoirs néerlandais sont parmi les meilleures d'Europe, grâce à des investissements permanents dans les outils de production. P. Van Horne a également observé que les coûts d'inspection sont moins élevés dans les pays tiers que dans les pays de l'UE, la réglementation européenne étant plus stricte.

Les coûts d'abattages sont beaucoup plus importants en Europe que dans les pays tiers, particulièrement en France et aux Pays-Bas où les coûts sont les plus élevés. Ceci est dû aux coûts du travail plus élevé en France et aux coûts variables importants en France et aux Pays-Bas. À l'inverse, le Brésil présente des coûts variables très faibles par rapport aux autres pays. Pour les coûts à l'aval (abattage/découpe), l'écart entre la France et les autres pays européens plus compétitifs est en partie dû à l'hyper standardisation des produits et des process des autres pays, d'outils plus récents et spécialisés. Les autres raisons sont liées à l'organisation, les gammes, la taille des outils, leur taux de saturation, l'équarrissage.

	UE	FR	DE	NL	PL	UK	UKR	BRA	THA
<b>Coûts d'abattage</b>	28	31	28	33	22	27	18	17	17
<b>Coûts du travail (total)</b>	3,1	5,2	3,7	3,6	1,5	3,4	0,4	2	1,1
<b>Coûts variables (total)</b>	7,5	8,6	7,6	7,6	6,7	7,1	5,2	3,4	5,1
<b>Coûts des bâtiments (total)</b>	5,5	5,9	5,8	4,8	4,7	5,4	5,6	4,9	4,3

**Tableau 7 - Coûts d'abattage (en centimes d'euros par kg de poids carcasse) et coûts du travail, variables et des bâtiments (en centimes d'euros par kg de poids vifs) en 2017**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)

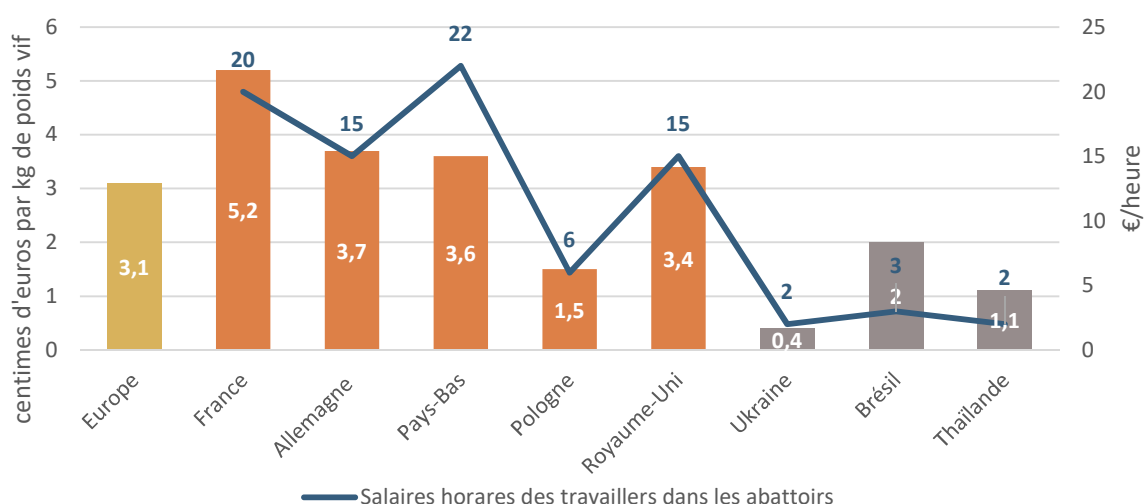
La compétitivité d'une filière peut aussi être mesurée par les investissements qui ont été faits par les différents acteurs de la filière. Par exemple, la filière allemande a bénéficié de nombreux investissements (publics et privés) tant au niveau des élevages que des outils industriels d'amont (notamment les couvoirs) ou d'aval (abattage et transformation). A l'inverse, en France, le manque de standardisation des process et d'investissement dans les outils à tous les stades de la filière a pu empêcher l'amélioration de la compétitivité française. En 2017, le Ministère de l'Agriculture français estimait qu'il faudrait prévoir des investissements à hauteur de 2,7 milliards d'euros pour augmenter la compétitivité de la filière volaille, dont 300 millions d'euros pour améliorer la compétitivité des abattoirs et maintenir un tissu industriel d'abattage pluriel.

En conclusion, les coûts d'abattage sont en moyenne plus importants en Europe que dans les pays tiers étudiés et participent donc à la différence de compétitivité entre les différents pays. Ces coûts sont plus importants principalement à cause du coût de la main d'œuvre et des réglementations européennes au niveau des inspections et des gammes de produit.

## 5.5 Le coût de la main-d'œuvre

Le calcul du coût de la main-d'œuvre est basé sur un paiement régulier (équivalent temps plein) pour un travail similaire dans le pays en question. Dans les pays de l'Est et du Sud, les coûts de la main-d'œuvre sont généralement inférieurs à ceux du Nord-Ouest de l'Europe, principalement en raison du niveau de vie moyen inférieur dans ces pays et à des charges patronales moins importantes dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud. Les coûts de main-d'œuvre plus faibles en Thaïlande, au Brésil et en Ukraine s'expliquent par des salaires plus bas avec des primes de sécurité sociale moins élevées. La part des contributions à la sécurité sociale (% PIB) dans les pays tiers est plus faible avec 1 % en Thaïlande et 8,5 % en Brésil. En comparaison, la contribution à la sécurité sociale dans le PIB est de 14,9 % en France, 14,7 % en Allemagne, 13,5 % aux Pays-Bas, 6,4 % au Royaume-Uni et 13,3 % en Pologne entraînant des distorsions au sein de l'UE.

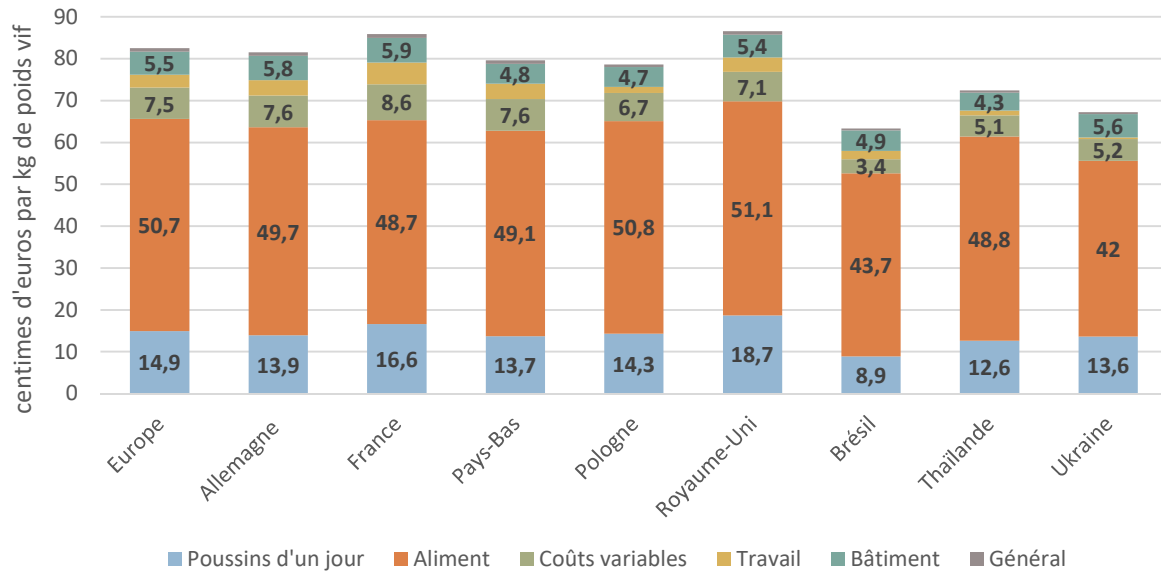
Selon les données compilées par Peter Van Horne, la France a le coût de main-d'œuvre le plus élevé des pays étudiés.



**Figure 24 - Coût de la main d'œuvre dans la production d'un kg de poids vif de poulet chair et salaires horaires des travailleurs dans les abattoirs (taxes sociales comprises) en 2017 (source : ITAVI d'après P. Van Horne)**

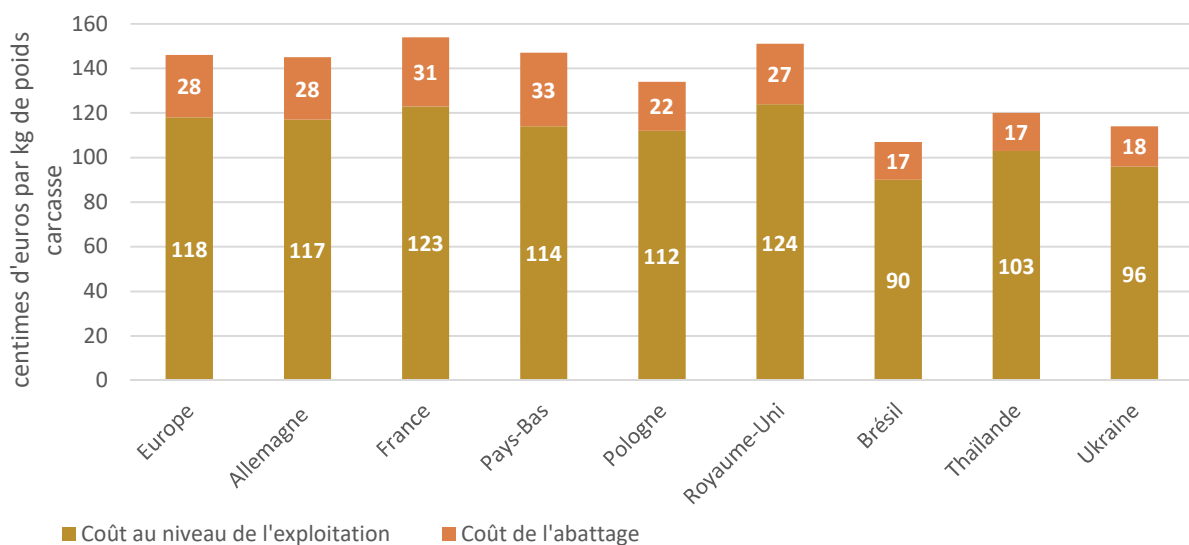
## 5.6 Le coût de production total

Les coûts de production totaux sont plus élevés dans les pays européens que dans les pays tiers. Le Brésil est le pays présentant les coûts de production et les coûts d'abattage les plus faibles et le Royaume-Uni les coûts les plus élevés (figure 25).



**Figure 25 - Coût de production d'un poulet chair dans les pays étudiés en 2017**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)

On observe que les différences de coûts de production sont principalement au niveau de l'aliment et des poussins d'un jour. Les coûts d'abattage sont beaucoup plus élevés dans les pays européens que les pays tiers (figure 26).



**Figure 26 – Part de la production primaire et de l'abattage dans les coûts de production (en 2017)**  
(source : ITAVI d'après P. Van Horne)



## 6 La compétitivité hors-prix

La « compétitivité hors prix » repose sur la différenciation des produits, sur la base de spécificités porteuses de valeurs pour le client (qualité organoleptique, lien à l'origine, respect de l'environnement, etc.). Elle permet de distinguer l'offre d'une entreprise de celle de ses concurrents. La compétitivité d'une filière peut s'améliorer par le développement de produits de qualité supérieure, qui peuvent aider à capter plus de parts de marché ou des parts de marché différentes à plus forte valeur ajoutée.

Cette stratégie de différenciation peut être portée par un acteur unique, ou être collective, comme c'est le cas des systèmes de certification partagée reposant sur des Signes d'Identification de l'Origine et de la Qualité (SIQO). Les SIQO peuvent être valorisés sur le marché national et certains marchés de niche à l'export. La France est consommatrice et exportatrice de volailles de qualité (sous SIQO type poulet Label rouge) à destination de ses pays limitrophes. Le marché français est fortement demandeur de pièces à haute valeur ajoutée, principalement du filet, dont la demande croissante est en partie alimentée par les importations. Le Label Rouge, développé en France, est le principal label de qualité pour la filière volaille. Il repose sur des contraintes techniques, en termes de nutrition et d'âge des animaux ainsi que sur des tests organoleptiques. Les labels permettent de segmenter, donc de protéger des importations, mais ne permettent pas d'accéder aux marchés de masse à l'export ou de maintenir les parts de marché sur le marché national (car ils ont un prix d'achat plus élevé). Les SIQO peuvent être un atout qualitatif vers les pays européens qui reconnaissent ces labels, comme en Allemagne pour le Label Rouge. Pour autant, cette stratégie de différenciation si elle peut jouer sur le marché intérieur ne permet pas d'augmenter les volumes exportés car ces labels ne sont pas toujours lisibles pour les consommateurs étrangers.

Parmi eux, le consommateur néerlandais est de plus en plus exigeant vis-à-vis de la qualité des produits alimentaires, notamment sur le plan environnemental et sur le plan du bien-être animal. De nombreux labels garantissant de meilleures conditions de vie des animaux ont vu le jour aux Pays-Bas, comme le label Beter Leven (« Meilleure Vie»). Beter Leven contient 3 niveaux (marqués par le nombre d'étoiles selon les exigences du cahier des charges). Le premier niveau est devenu la norme en GMS depuis 2023. Le « poulet de demain » (Chicken of Tomorrow) domine le segment frais de la viande de volaille dans les supermarchés. Dans ce concept, les poulets de chair à croissance lente sont gardés dans un poulailler ordinaire, à une densité de peuplement légèrement inférieure. Cependant, si les consommateurs néerlandais ont des attentes fortes en bien-être animal et s'ils sont sensibles au prix, ils ne présentent pas d'intérêt quant à l'origine des produits.

L'IAHP a durement impacté la production et les filières volailles, notamment en Europe lors de la vague 2021-2022. Le virus semble désormais endémique dans cette zone, impactant la production et l'organisation des filières, avec des effets encore difficiles à quantifier à ce jour. La présence du virus modifie les liens commerciaux entre les pays, avec des fermetures de frontières pour des périodes longues de plusieurs mois, le temps que les pays touchés soient à nouveau déclarés indemnes. Les marchés peuvent alors se réorganiser en fonction de la géographie des contaminations. La Thaïlande en a fait les frais au début des années 2010, perdant des parts de marché au profit du Brésil. Le Brésil est resté indemne dans ses élevages et a pu fournir la demande mondiale. D'une part, il a pu exporter vers les pays touchés de l'UE, donc moins productifs pour approvisionner la demande européenne qui s'est maintenue à des niveaux élevés. Il a également pu être favorisé par l'absence de ses concurrents européens sur les marchés tiers, en renforçant sa présence auprès des clients habituels de l'UE (en Afrique, en Asie et dans le PMO).

## 7 Conclusion

Les données récoltées ont permis de dresser un panorama synthétique de la structure et de l'organisation des filières, permettant ainsi d'éclairer les éléments de compétitivité. L'étude a permis de mettre en lumière les facteurs sous-jacents de la compétitivité de la filière et son caractère multidimensionnel :

- La consommation et la production de poulet de chair est en plein essor en Europe et dans le monde, avec une demande toujours plus importante des consommateurs.
- La concentration géographique des filières et leur intégration verticale est un facteur majeur de la compétitivité avec des économies d'échelle et une limitation des coûts de transport plus importantes.

La perte de compétitivité de la France s'observe à travers une dégradation du solde commercial avec un recul sur les marchés avicoles internationaux mais aussi sur le marché intérieur, avec des volumes importés de plus en plus importants. La composante « prix » de la filière française s'est dégradée par rapport aux autres pays européens. Les coûts de production français ont en effet moins diminué que dans les autres pays européens, entraînant l'augmentation des écarts de coûts. Les coûts de production moyens européens se sont rapprochés des coûts des pays tiers, ce qui permet aux pays européens de rester compétitifs à l'international. Cette baisse du coût de production européen s'explique par le fait que le marché intérieur européen valorise très bien la viande de poulet par les parties plus nobles avec des coproduits qui peuvent ensuite être exportés à prix faible.

Les crises qui se sont succédées depuis 2020, en premier lieu celles qui impactent les coûts des matières premières (agricoles et énergie), ont modifié les dynamiques baissières des coûts de production vues entre 2011 et 2017. Cependant la compétitivité prix du Brésil, de la Thaïlande et de l'Ukraine s'est maintenue, y compris comparativement à la Pologne qui est la locomotive européenne. Le Royaume-Uni, qui pâtissait déjà de coûts de production plus élevés en 2017, doit aussi s'adapter aux conséquences du Brexit qui a impacté les relations commerciales avec ses partenaires historiques de l'UE.

# 1. FRANCE

## CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### Description générale de la situation macroéconomique du pays

La France, de par sa disposition à l'Ouest de l'Europe, dispose d'importantes façades maritimes sur l'Atlantique et la Méditerranée. Son territoire ultramarin (figure 1) s'étend dans les océans Indien, Atlantique et Pacifique ainsi qu'en Amérique du Sud, faisant de la France la première zone économique exclusive au monde. La ville principale est Paris, capitale et ville la plus peuplée du pays.

En 2022, le PIB du pays est de 2 639 milliards d'euros. En 2022, l'activité achève son rebond initié en 2021 : le produit intérieur brut (PIB) en euros constants augmente de 2,5 %, après +6,4 % en 2021 et -7,5 % en 2020. L'année 2022 a par ailleurs été marquée par une forte hausse des prix, en grande partie issue d'une hausse des prix de l'énergie.

Figure 1 : Carte de la France



Source : <https://www.cartes-2-france.com/>

En 2021, la France comptait 67 635 124 habitants dont 19 % de ruraux. Cette valeur est inférieure à la moyenne européenne (22,3 %). Le PIB par habitant est de 36 897€ soit un niveau supérieur à la moyenne européenne (1,04 fois plus élevé).

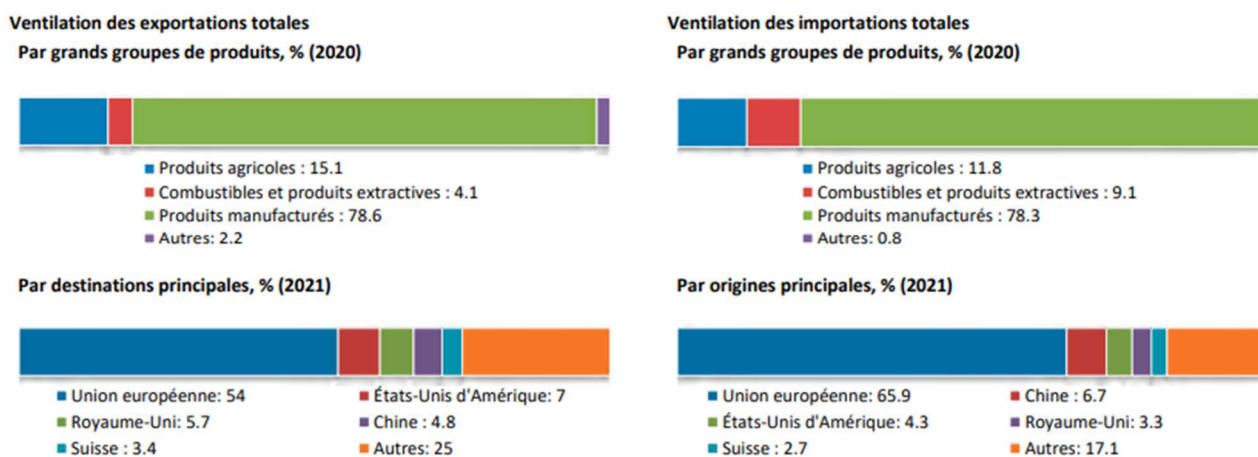
En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent nettement en 2022. L'inflation annuelle s'élève ainsi à + 5,2 %, après + 1,6 % en 2021 et + 0,5 % en 2020.

Le taux de chômage est de 8 % fin 2020. Le taux de chômage a augmenté après la crise des *subprimes* passant de 7,2 % en 2008 à 10,5 % en 2013 puis a diminué jusqu'à début 2020 pour atteindre 7,3 %.

## Importance du commerce international

La France est un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et est membre de multiples organisations internationales telles que l'OTAN, l'OMC, l'OCDE, le Conseil d'Europe, le G8, le G20 et l'Organisation internationale de la francophonie. Le pays abrite le siège du Parlement européen à Strasbourg. La France est en 2019 le sixième exportateur mondial et le sixième importateur de marchandises.

Figure 2 : Composition des importations et des exportations en France en 2020 et 2021



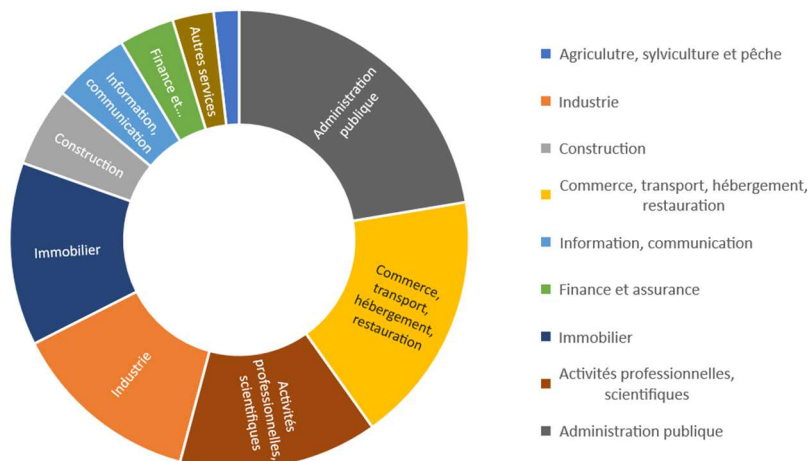
Source : OCDE

Les exportations de biens et de services représentent 886 milliards de dollars du pays et les importations représentent 972 milliards de dollars. La France est donc déficitaire nette en valeur. Ses principaux partenaires à l'exportations sont les pays de l'Union européenne, les Etats-Unis et le Royaume-Uni (figure 2). Les principaux produits exportés sont les produits manufacturés (véhicules aériens, médicaments et voitures) et les produits agricoles. Au niveau des importations, les principaux pays partenaires sont l'Union européenne, la Chine et les États-Unis. Les principaux produits importés sont les produits manufacturés (parties de véhicules automobiles et turboréacteurs) et les combustibles (huiles brutes de pétrole).

## Principaux secteurs économiques

En 2020, la France est la 6<sup>e</sup> puissance économique mondiale, selon la banque mondiale et le FMI, et la 2<sup>e</sup> puissance économique en Europe derrière l'Allemagne mais devant le Royaume-Uni. Les principaux secteurs économiques du pays sont le secteur tertiaire (79,7 % du PIB) et le secteur secondaire (17,1 %) (figure 3). L'agriculture ne représente que 1,6 % du PIB français.

Figure 3 : Structure économique du pays : part de la valeur ajoutée réelle (en %, 2018)



Source : OCDE

## CONTEXTE AGRICOLE DU PAYS

### Importance du marché agricole

#### Importance de l'agriculture dans le pays

En France, la SAU représente environ 29 millions d'hectares, soit 60 % du territoire national. Elle se répartit en terres arables pour 62 %, en surfaces toujours en herbe pour 34 % et en cultures pérennes pour 4 %. La France est le premier producteur agricole de toute l'Union européenne avec 16 % des terres agricoles de l'UE. La production agricole française s'élevait à 67 milliards en 2014 (18 % de la production européenne). L'agriculture représente 1,6 % du PIB national et l'agriculture et l'industrie agroalimentaire représente 3,4 % du PIB en 2019. L'agriculture et l'industrie agroalimentaire emploie 5,2 % de la population active française. Le nombre d'exploitants agricoles (chefs d'exploitation, conjoints, salariés permanents, etc) est de 824 00 en 2016, avec un âge moyen de 51 ans.

L'agroalimentaire est un secteur important pour le commerce extérieur français représentant 10 à 12 % des exportations totales. Les domaines phares sont le vins et les boissons ainsi que les céréales et les produits laitiers.

Les exportations agricoles françaises atteignent 87 milliards de dollars en 2021 et les importations représentent 85 milliards de dollars. Ainsi, contrairement à la balance commerciale totale, la France est exportatrice nette en valeur pour le commerce de produits agricoles. Les principaux produits exportés sont le vin, le blé et le fromage (figure 4). Au niveau des importations, les principaux produits sont le café, les produits de boulangerie, pâtisserie, biscuiterie et les aliments contenant du cacao (figure 4). Les principaux partenaires commerciaux de la France sont l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et le Royaume-Uni.

Figure 4: Principaux produits agricoles exportés (à gauche) et importés (à droite) en 2021 en France

Principaux produits exportés (Millions de \$EU)		Valeur 2021	Principaux produits importés (Millions de \$EU)		Valeur 2021
HS2204	Vins de raisins frais	13 082	HS0901	Café	3 083
HS2208	Alcool, titre alcoométrique volumique de <80%	6 077	HS1905	Produits de la boulangerie, pâtisserie, biscuiterie	2 652
HS1001	Froment (blé) et méteil	4 536	HS1806	Chocolat et autres aliments contenant du cacao	2 533
HS0406	Fromages et caillebotte	3 782	HS0406	Fromages et caillebotte	2 371
HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	3 356	HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	1 756

Source : OMC

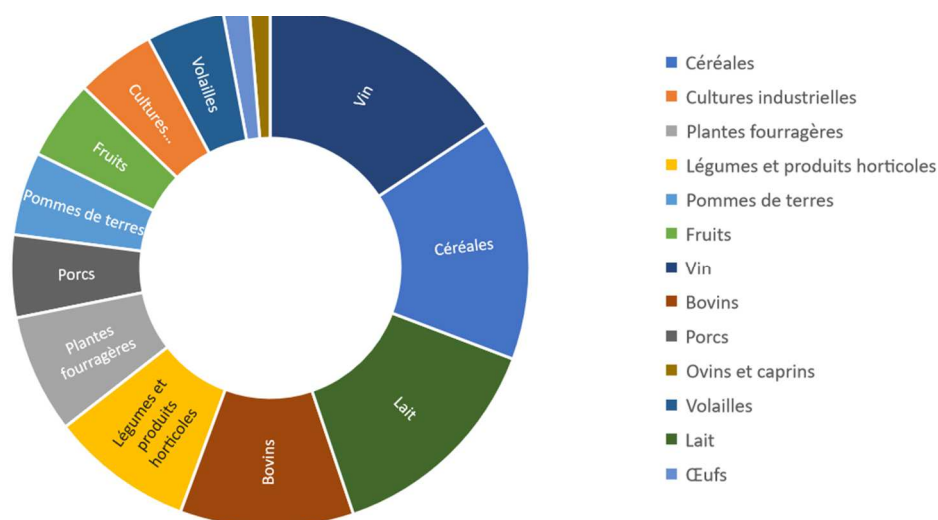
#### Structure de l'agriculture en France

L'agriculture française est en phase de restructuration : le nombre d'exploitations agricoles baisse et l'activité agricole se concentre dans des exploitations agricoles de plus en plus grandes. De 1988 à 2016, le nombre d'exploitations est passé de 1 million à 437 000 (dont 300 000 exploitations moyennes et grandes tailles).

La superficie moyenne des exploitations agricoles est de 61 hectares (Agreste 2017). Elle est de 87 hectares pour les grandes cultures type blé, mais de dix hectares pour l'horticulture ou le maraîchage. Elle est de 17 hectares pour la viticulture.

La production végétale représente 2/3 de la production agricole. Les principales productions en tonnage sont les céréales (blé, maïs) et le sucre, le vin, les produits laitiers, les fruits et légumes, les animaux et produits carnés. La France est premier producteur européen de blé et d'épeautre, de maïs grain, d'oléagineux, de vin et de viande bovine. En valeur, les principales productions françaises sont le vin, les céréales, le lait et la viande bovine (figure 5).

Figure 5 : Répartition de la production des différents secteurs agricoles français en 2019 (% de la production en valeur)



Source : ec.europa

La France est le plus grand pays européen bénéficiaire des aides de la PAC avec des fonds annuels de 9,1 milliards d'euros (PAC 2015-2020), avec 1 milliard d'euros orienté vers l'aide à l'élevage. Environ 85 % de ce budget est consacré au premier pilier et aux mesures de marchés (7,7 milliards d'euros par an), 15 % est consacré au second pilier (1,4 milliards d'euros par an).

## Importance du marché avicole

### La production avicole française

En 2020, la France a produit 1,73 millions de tonnes équivalent carcasse (tec) de volaille, ce qui représente 11 % de la production européenne. En valeur, cette production s'élève en 2019 à 3,3 milliards d'euros.

Le nombre d'abattages s'élève à 1,64 millions tec en 2020, nombre inférieur à la production, dû aux exportations de volailles vivantes vers les abattoirs de pays frontaliers, comme la Belgique.

La majorité de la production française est du poulet de chair (68 % en 2019 mais plus de 75 % en 2022 après l'épisode Influenza Aviaire Hautement Pathogène (IAHP) de 2021-2022). La viande de dinde représente 16 % (contre 18 % en 2021), la viande de canard 7 % (contre 11 % en 2021) et la viande de pintade 2 %.

### Le commerce de volaille en France

En 2020, les exportations de viande de volaille représentent 467 000 TEC et 869 millions d'euros dont 76 % de poulet de chair, 16 % de dinde et 7 % de canard. 56 % de ces exportations sont à destination des pays européens, principalement le Royaume-Uni, la Belgique, l'Allemagne et l'Espagne.

Les importations s'élèvent à 632 000 TEC et 1 314 millions d'euros en 2020 dont 90 % de poulet de chair, 8 % de dinde et 2 % de canard. Les importations proviennent à 97 % de l'Union européenne, principalement de la Belgique, la Pologne, les Pays-Bas et l'Allemagne.

Ainsi, la balance commerciale du poulet de chair est négative en France. Jusqu'à 2016, la balance commerciale était positive avec des exportations plus importantes que les importations (figure 6). En 2016, cette tendance s'est inversée, malgré une production constante depuis 10 ans. Cette augmentation des importations est en partie due à l'augmentation de la consommation en France.

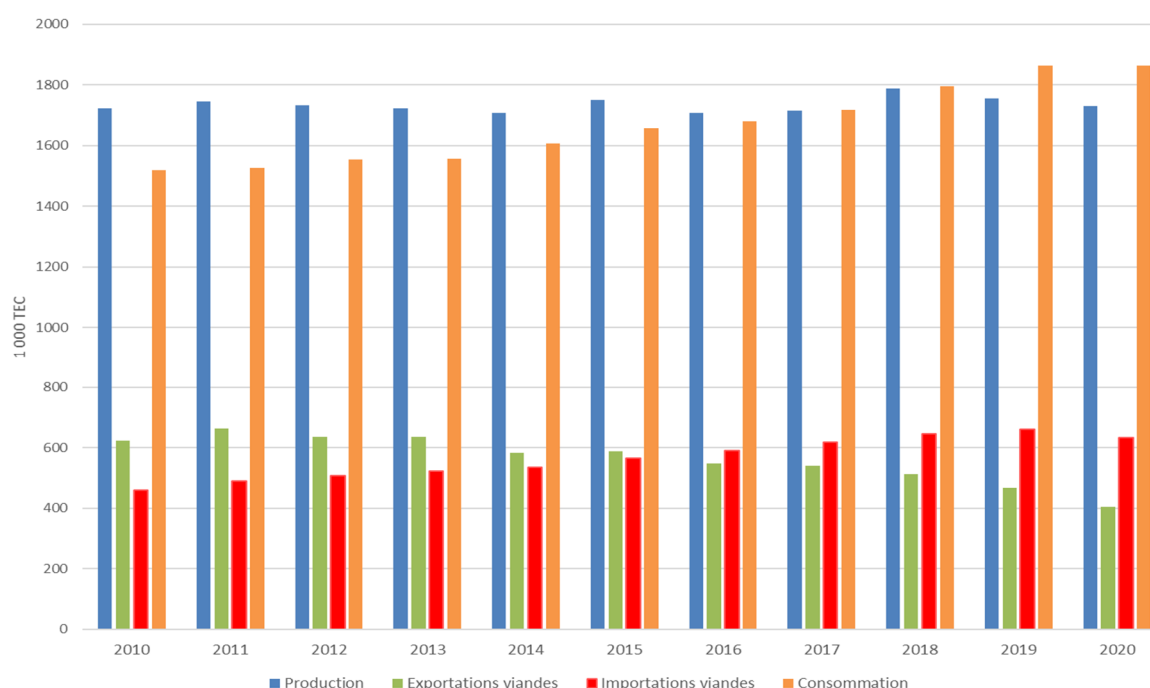
### La consommation de volaille

La viande de volaille est la deuxième viande la plus consommée en France après la viande porcine.

En 2019, la consommation globale de viande se contracte globalement de 0,8 % par rapport à 2018 et de 1 % par habitant. La consommation de volaille est la seule qui continue à croître (+ 2 %), grâce principalement à la viande de poulet, tandis que la consommation de viande de boucherie recule de 2,2 % (bovin porcin, ovin et équin). En 2019, la viande de volaille représente 33% de la consommation de viande totale (24 % pour le poulet chair). Le poulet est principalement consommé sous forme de découpes (majoritairement des filets)

Depuis 2010, la consommation de viande de volaille a augmenté de 22,6 % et a doublé depuis 2000. Le secteur de la Restauration Hors Domicile (RHD) tire la consommation alors que la consommation à domicile reste stable voire est en baisse (sauf pour les découpes de poulet). Avant 2018, la France était autosuffisante en viande de volaille mais en 2019 et 2020, le taux d'autosuffisance était de seulement 93 % (figure 6).

**Figure 6 : Comparaison de la production, des importations et des exportations de viande et de la consommation avicole française (entre 2010 et 2020)**



Source : ITAVI

## STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE POULET CHAIR

### Présentation générale de la filières poulet chair du pays et répartition géographique

#### La production de poulet de chair en France

Le moteur de la croissance de la volaille ces dernières années a été le marché du poulet.

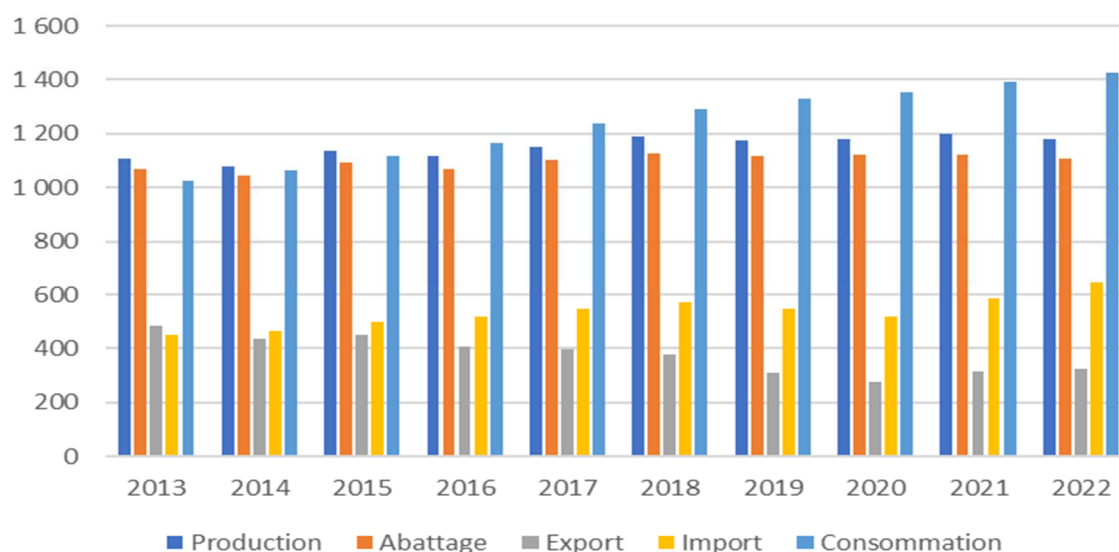
La production de poulet chair en France en 2021 est supérieure à 1,1 million de tec et 819 millions de têtes. Comme pour la filière avicole générale, le nombre d'abattage est inférieur à la production. Ainsi, une partie de la production est exportée sous forme de poulets de chair vivants vers des abattoirs belges. De même, la filière poulet de chair en France ne s'auto-provisionne pas (avec un taux de 83 % en 2021) : la consommation est supérieure à la production et aux abattages (tableau 1 et figure 7). De plus, depuis 2013, le solde commercial est négatif. Ainsi, la consommation française de poulet de chair repose de plus en plus sur ses importations. Même si l'année 2020 marque une inflexion sur les importations, elles ont repris à un rythme important en 2021 et surtout 2022 (avec une production en baisse due à l'IAHP). Les exportations ont fortement baissé depuis 2013, avec la fin des restitutions à l'exportation, impactant la filière grand export. Les principaux partenaires commerciaux de la France pour l'exportation et l'importation sont l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Pologne.

Tableau 1 : Production de poulet de chair en France de 2015 à 2022

1 000 tec	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022 vs 2015
Production	1 135	1 116	1 153	1 188	1 176	1 180	1 199	1 182	4%
Abattage	1 093	1 070	1 101	1 125	1 116	1 123	1 120	1 105	1%
Export	450	408	395	380	310	275	314	326	-28%
Import	496	518	547	572	545	517	587	647	30%
Consommation	1 119	1 166	1 237	1 290	1 332	1 356	1 394	1 427	28%
Auto-suffisance	98%	92%	89%	87%	84%	83%	80%	77%	-21%

Source : ITAVI

Figure 7 : Évolution de la production, des exportations et des importations de viande et de la consommation de poulet de chair en France entre 2013 et 2022



Source : ITAVI



La production de poulet de chair en France est principalement faite sous forme de poulet standard (67 % de la production en 2021) mais aussi en Label Rouge (15 %), 11 % sous autres signes de qualité (ECC, certifiés, agriculture biologique, AOP, IGP, etc.) et 7 % des volumes concernaient des poulets grand export destinés à l'exportation vers les pays du Proche et Moyen-Orient essentiellement.

### Répartition géographique de la production

L'élevage français de poulet chair est très concentré dans l'ouest de la France : 53 % des capacités d'élevage sont localisés dans les régions Pays de la Loire et Bretagne.

Les principales régions productrices sont la Bretagne (286 millions de têtes en 2018), les Pays de la Loire (167 millions de têtes) et la région Auvergne Rhône-Alpes (67 millions de têtes). Cette répartition est liée aux régions productrices d'aliments : les principaux producteurs d'aliments composés pour poulet sont situés en Bretagne (1 million de tonnes en 2019), dans les Pays de la Loire (944 mille tonnes) et en Aquitaine (222 mille tonnes). De même, les abattoirs sont situés près des élevages avec un nombre d'abattages important en Bretagne (34 % des poulets abattus en 2021), aux Pays de la Loire (24 %) et en Nouvelle Aquitaine (9 %).

### Présentation des exploitations types

La capacité moyenne des ateliers poulets de chair de 1 000 places et plus, était de 16 700 têtes en 2013. En 2017, 28 200 exploitations produisaient du poulet dont 16 570 avec une capacité inférieure à 100 poulets et 670 avec une capacité supérieure à 50 000 têtes. La surface moyenne des exploitations de poulets en 2018 est de 2 420 m<sup>2</sup>.

Deux types d'élevages coexistent en France, les exploitations orientées Label Rouge et les autres. Les premières disposent de moins de 1 600 m<sup>2</sup> de bâtiments (avec une moyenne de 770 m<sup>2</sup>). Les autres exploitations disposent de plus de 1 600 m<sup>2</sup> de bâtiments avec une moyenne de 3 100 m<sup>2</sup>. 19 % des poulets de chair produits ont un accès au plein air (en 2021).

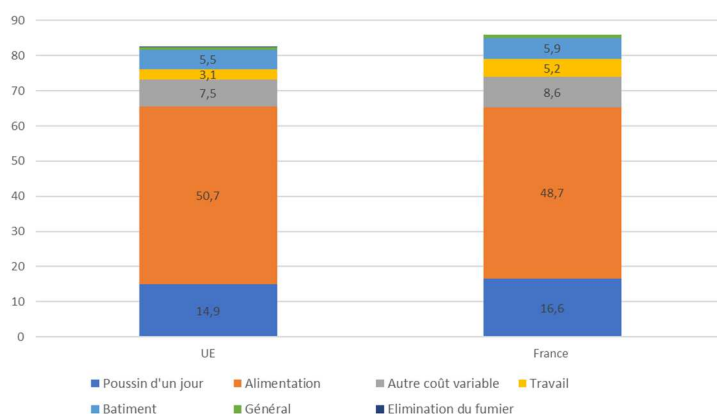
## Les coûts de production

Le coût de production du poulet de chair en France était de 0,858 €/kg de poids vif en 2017 (dernière année disponible pour les comparaisons internationales). Ainsi, il est supérieur à la moyenne européenne (0,83 €/kg de poids vifs pour la même année) dû à des coûts en élevage de poussin, des coûts variables, un coût du travail et un coût des bâtiments plus élevés (figure 8).

A l'inverse, les coûts liés à l'alimentation des animaux sont en moyenne plus faibles en France qu'en Europe, du fait d'une plus grande autonomie en matière première (taux d'import plus faible), notamment au niveau protéique.

En 2021, le coût de production du poulet en France est de 1,031 €/kg vif.

Figure 8 : Coûts de production du poulet de chair dans l'UE et en France (2017)



Source: Wageningen Economic Research, 2019, Competitiveness of the EU poultry meat sector

## Organisation de la filière et structuration des différents maillons

### Organisation de la filière

La filière française est fortement intégrée, organisée autour de quelques grands groupes maîtrisant l'aval avec une forte intégration des éleveurs grâce à des contrats, mais également les maillons en amont (génétique, accoupage, alimentation animale, élevage) à travers les grands groupes coopératifs ou non-coopératifs. Les industriels déterminent les volumes de production en organisant le nombre de mises en place dans les élevages via les organisations de producteurs (OP).

Il existe 4 grands types de contrats en France, en fonction de l'entité propriétaire des animaux élevés (éleveur ou OP) et de la participation au capital des éleveurs dans l'OP (coopératif / non-coopératif) (année de référence 2010):

- **Contrats coopératifs de type « approvisionnement-collecte-vente »** (45 % des surfaces de bâtiments) : l'éleveur est propriétaire des animaux et possède des parts sociales dans l'OP,
- **Contrats de type « intégration »** (35 % des surfaces de bâtiments) : l'entreprise commerciale fournit aux éleveurs - qui ne sont pas propriétaires des animaux - les intrants et reprend les produits finis ;
- **Contrats coopératifs de type « exploitations en commun »** (11 % des surfaces de bâtiments) : la coopérative fournit à l'éleveur les intrants (aliment, poussin, suivi technique) et rémunère l'éleveur pour son travail,
- **Contrats de type « production hors intégration »** (9 % des surfaces de bâtiments) : l'éleveur est propriétaire des moyens de production (aliment, animaux et bâtiments) et est lié par contrat à un industriel qui s'engage à acheter la production. Modèle pratiqué principalement dans le nord de la France par les OP travaillant avec des abattoirs belges ou allemands.

### Organisation des maillons de la filière

#### ✦ Les fabricants d'aliments

La France est le principal producteur européen d'aliments pour les volailles avec une production de 3,3 millions de tonnes en 2019. La production d'aliment pour volaille diminue en France entre 2018 et 2019 de - 0,8 %.

#### ✦ Les couvoirs

En 2020, il y a 60 couvoirs présents en France dont 48 avec une capacité supérieure à 500 000 œufs à couver pour une production de 12,5 millions de poussins d'un jour (en gallus chair).

#### ✦ Les abattoirs et les ateliers de découpe

76 abattoirs sont présents en France avec une activité significative en volaille (plus de 2,5 millions de têtes par an). 87 % de ces abattoirs réalisent quasi-exclusivement une activité d'abattages de volailles et 13 % ont une activité tournée majoritairement vers la volaille. Les abattoirs emploient environ 25 000 salariés en France.

# 2. ALLEMAGNE

## CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### Description générale de la situation macroéconomique du pays

L'Allemagne est située en Europe centrale. Ce pays est très décentralisé, structuré en Länder. Les deux villes principales sont Berlin (siège du gouvernement) et Francfort-sur-le-Main, capitale financière du pays mais également européenne avec la présence de la Banque centrale européenne (BCE). Entre 1949 et 1990, le pays est scindé en deux états : la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République Démocratique Allemande (RDA) sous l'emprise de l'Union soviétique. C'est à la suite de la chute du mur de Berlin en 1989 que le pays est réunifié l'année suivante.

En 2021, le PIB du pays est de 4 225 milliards de dollars, avec une croissance de + 2,6 %. L'Allemagne possède 83 166 711 habitants en 2020, dont 23 % sont ruraux. Cette valeur est proche de la moyenne européenne (22,3 %). Le PIB par habitant est de 47 938 \$. Le taux de chômage est en décroissance, en passant de 11 % en 2005 à 4,3 % en 2020 (inférieur à la moyenne européenne à 7,5 %). Le taux d'inflation en 2022 s'est élevé à 6,9 % (contre 5,2 % en France).

Figure 1 : Carte de l'Allemagne



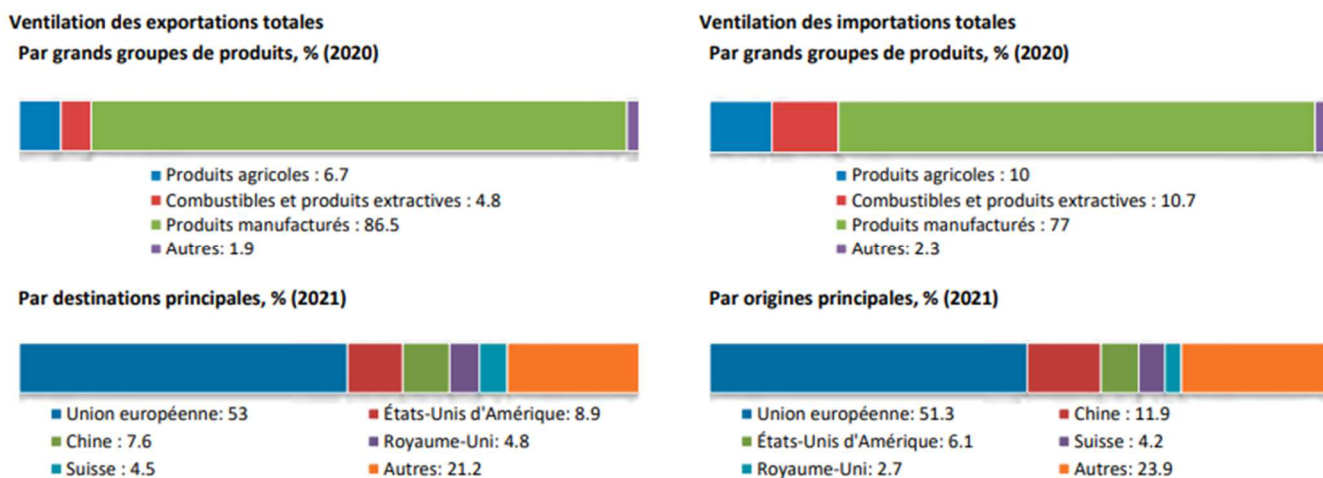
Source : Universalis

### Importance du commerce international

Membre fondateur de l'Union européenne et membre du G7, du G20, de la zone euro, de l'espace Schengen et de l'OTAN, le pays abrite le siège de la Banque centrale européenne, du Tribunal international du droit de la mer et de

l'Office européen des brevets. L'Allemagne est en 2021 le troisième exportateur mondial derrière la Chine et les États-Unis. L'Allemagne est la première puissance économique de l'Union européenne.

**Figure 2 : Composition des importations et des exportations en Allemagne en 2020**

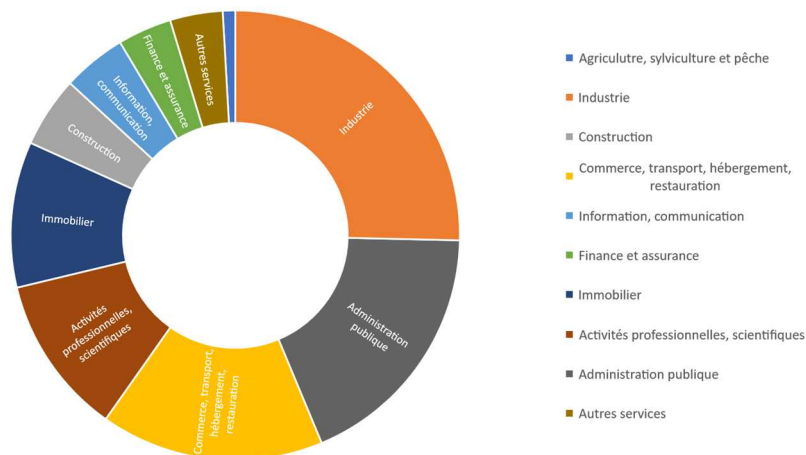


Les exportations de biens et de services s’élèvent à 1 631 milliards de dollars et les importations représentent 1 420 milliards de dollars : l’Allemagne est exportatrice nette en valeur. Ainsi, le commerce est un secteur très important de l’économie allemande. Ses principaux partenaires à l’exportation et à l’importation sont les pays de l’Union européenne ; les États-Unis sont 2<sup>ème</sup> pour les exportations et la Chine 2<sup>ème</sup> pour les importations (figure 2). Les principaux produits exportés sont les produits manufacturés (issus de l’industrie automobile et médicaments principalement), les machines-outils et les produits agricoles. Les principales marchandises importées sont également les produits manufacturés (parties de véhicules automobiles) et les combustibles (huiles brutes de pétrole) nécessaires à l’industrie allemande.

## Principaux secteurs économiques

Les principaux secteurs économiques du pays sont le secteur des services (62,4 % du PIB) et de l’industrie (26,8 %) (figure 3). L’agriculture ne représente que 0,8 % du PIB allemand.

**Figure 3 : Structure économique du pays : part de la valeur ajoutée réelle (en %, 2018)**



Source : OCDE

## CONTEXTE AGRICOLE DU PAYS

### Importance du marché agricole

#### Importance de l'agriculture dans le pays

La surface agricole utile de l'Allemagne est d'environ 17 millions d'hectares, soit plus de la moitié de la surface du territoire ; 11,9 millions d'hectares sont des surfaces arables (70 % de la SAU). L'Allemagne est le 3<sup>ème</sup> pays européen en termes de production agricole (derrière la France et l'Italie). On dénombre 275 400 exploitations agricoles dans le pays en 2016. L'industrie agroalimentaire (IAA) allemande rassemble près de 5 900 entreprises et emploie 580 000 personnes. L'industrie de la viande domine largement, avec environ un quart du chiffre d'affaires total des IAA.

Les exportations agricoles allemandes atteignent 95 milliards de dollars en 2021 et les importations représentent 116 milliards de dollars. Ainsi, contrairement à la balance commerciale totale, l'Allemagne est déficitaire en valeur pour le commerce de produits agricoles. Les principaux produits exportés sont transformés : les chocolats, les fromages, les préparations alimentaires, les produits de la boulangerie ou biscuiterie sont dans les premières lignes douanières (figure 4). L'Allemagne importe en 2021 d'abord des fromages, mais aussi du café, des vins, du colza et des produits de boulangerie. Les Pays-Bas, l'Italie et la France sont les premiers partenaires de l'Allemagne, à l'import comme à l'export, de produits agro-alimentaires.

Figure 4 : Principaux produits agricoles exportés (à gauche) et importés (à droite) en 2021 en Allemagne

Principaux produits exportés (Millions de \$EU)		Valeur 2021	Principaux produits importés (Millions de \$EU)		Valeur 2021
HS1806	Chocolat et autres aliments contenant du cacao	5 534	HS0406	Fromages et caillebotte	5 091
HS0406	Fromages et caillebotte	5 393	HS0901	Café	3 823
HS2106	Autres préparations alimentaires	4 665	HS2204	Vins de raisins frais	3 310
HS1905	Produits de la boulangerie, pâtisserie, biscuiterie	4 589	HS1205	Graines de navette ou de colza	3 280
HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	4 301	HS1905	Produits de la boulangerie, pâtisserie, biscuiterie	3 010

Source : OMC

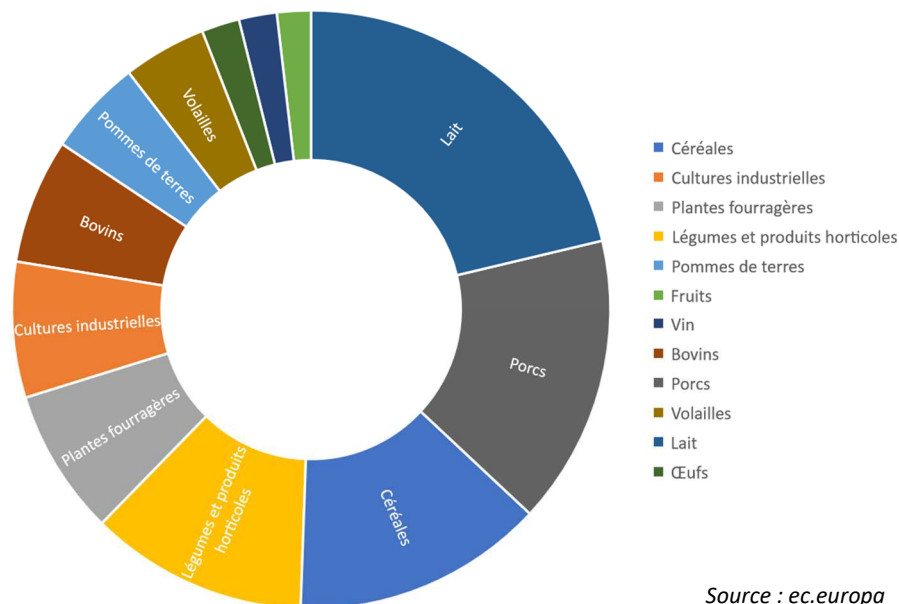
#### Structure de l'agriculture en Allemagne

L'agriculture allemande présente une grande diversité régionale et bénéficie de politiques différenciées par Land. Le Sud (essentiellement Bavière, Bade-Wurtemberg) compte de nombreuses petites exploitations familiales, fortement soutenues par les Länder, notamment au travers du second pilier de la PAC. À l'Est, les six états fédéraux sont caractérisés par de très grandes exploitations tournées vers les grandes cultures ou le maraîchage, le plus souvent issues des grandes coopératives de l'ancienne RDA. Le Nord-Ouest (Basse-Saxe, Schleswig-Holstein et Rhénanie du Nord-Westphalie) constitue une région d'élevage intensif (productions porcine, laitière et avicole), qui développe des synergies avec le Danemark et les Pays-Bas voisins (notamment via l'export de volailles vivantes vers les abattoirs néerlandais). La Rhénanie-Palatinat est connue pour ses exploitations viticoles.

La taille moyenne des exploitations est de 60 hectares. Cependant, le contraste entre les structures de l'Est et de l'Ouest est très marqué : dans les Länder de l'ex-RDA, les exploitations sont héritées des anciennes grandes structures du modèle communiste et ont une taille moyenne de 250 hectares. A l'inverse, à l'Ouest, la taille moyenne des exploitations est de 50 hectares.

En valeur, les productions majoritaires du pays sont le lait, la viande de porc et les céréales (blé, épeautre et orge principalement) (figure 5).

Figure 5 : Répartition de la production des différents secteurs agricoles allemands en 2019 (% de la production en valeur)



## Importance du marché avicole

En 2020, l'Allemagne a produit 1,7 million de tonnes équivalent carcasse (TEC) de volaille, ce qui représente 10 % de la production totale européenne. Le nombre d'abattages de volaille dans le pays est de 1,6 millions de TEC. Ainsi, le pays produit plus que les capacités des abattoirs allemands. Le pays exporte une part de la production nationale sous forme de poulets vivants vers les abattoirs des Pays-Bas.

En 2020, la consommation de volaille par habitant est de 22,5 kg par an dont 18,7 kg de poulet de chair, 4,8 kg de dinde et 0,5 kg de canard. Cette consommation croît chaque année d'environ 2,2 %. La volaille est devenue en 2022 la viande la plus consommée en Allemagne dépassant le porc.

Les principaux produits consommés sont les produits de découpes et les produits très élaborés. Les consommateurs allemands sont de plus en plus conscients des enjeux environnementaux, climatiques et de bien-être animal (BEA) liés à l'élevage. Ces nouvelles attentes des consommateurs poussent à l'augmentation de la production de poulet certifié. Selon les experts<sup>1</sup> interrogés, l'attente est très forte sur l'aspect BEA, plus forte que la provenance des produits (origine Allemagne) et est portée par des mouvements civiques puissants. Les experts interrogés soulignent que cette sensibilité au bien-être animal n'est pas qu'une tendance moderne. C'est une attente ancienne qui s'ancre loin dans la société allemande d'après-guerre, qui a exprimé un besoin de plus d'humanisme.

Les échanges et les concertations sont nombreux dans la société dans un souci de construction d'un consensus entre acteurs de la filière.

<sup>1</sup>La mention expert fait référence à des experts professionnels des filières avicoles pouvant être des opérateurs économiques, représentants interprofessionnels ou scientifiques et/ou des experts Business France interrogés par l'Itavi entre septembre 2022 et juin 2023

## STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE POULET DE CHAIR

### Présentation générale de la filière poulet de chair du pays et répartition géographique

#### La production de poulet de chair en Allemagne

La filière poulet a été le moteur de la croissance des productions de volaille. Elle compte, en 2016, 3 330 exploitations et un total d'environ 94 millions de poulets de chair.

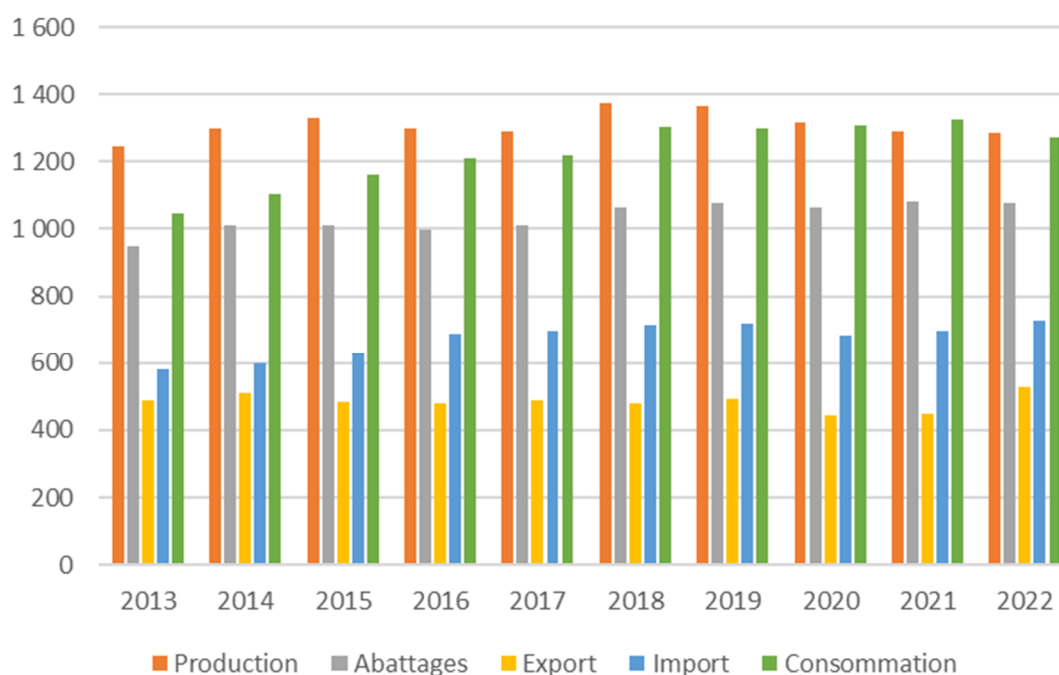
La filière poulet de chair en Allemagne ne s'auto-provisionne pas (avec un taux de 85 % en 2022), la consommation est supérieure à la production et aux abattages (tableau 1 et figure 6). Le solde commercial est négatif avec des importations qui proviennent principalement des Pays-Bas. Selon le groupe de produits, les destinations d'exportation les plus importantes sont en 2022 les Pays-Bas, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. En 2022, 87 % des importations proviennent de l'Union européenne, et principalement des Pays-Bas (40 %), de la Pologne (25 %), de la France, de la Belgique et de l'Autriche (environ 5 % chacun).

**Tableau 1 : Production de poulet chair en Allemagne de 2015 à 2022**

1 000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022 vs 2015
Production	1 329	1 301	1 288	1 373	1 366	1 316	1 291	1 284	-3%
Abattages	1 013	999	1 010	1 063	1 076	1 066	1 080	1 076	6%
Export	485	478	486	478	495	443	450	530	9%
Import	631	689	698	716	719	684	696	726	15%
Consommation	1 160	1 210	1 221	1 301	1 301	1 307	1 326	1 273	10%
Auto-suffisance	87%	83%	83%	82%	83%	82%	81%	85%	-3%

Source : ITAVI

**Figure 6 : Évolution de la production, des abattages, du commerce et de la consommation de poulet de chair entre 2013 et 2022**



Source : ITAVI

## Répartition géographique de la production

La production de poulet de chair est concentrée à l'Ouest du pays (80 % des élevages de poulet de chair) notamment en Basse-Saxe, qui regroupe 61 millions d'animaux. Les élevages se sont concentrés depuis la réunification, avec des effectifs moyens en croissance, du fait de la disparition des petits élevages. Cette dynamique est principalement visible à l'Est, avec des élevages qui y sont en moyenne trois fois supérieurs aux ateliers de l'Ouest.

En 2016, le nombre moyen de poulets de chair par exploitation était de 28 000 en Allemagne, de 18 000 dans les anciens Länder, à l'Ouest, et de 65 000 dans les nouveaux Länder, à l'Est. Parmi les anciens États fédéraux, la Basse-Saxe avait le troupeau moyen le plus élevé, avec 59 000 poulets de chair.

Les experts interrogés estiment que la forte implantation des exploitations avicoles à l'Ouest du pays peut s'expliquer par une proximité des grands ports maritimes ayant un accès à la mer du Nord, et par la proximité géographique avec les Pays-Bas (permettant les transferts d'animaux vivants vers les abattoirs hollandais). Les régions de l'Ouest ont d'autres atouts, avec une concentration importante d'entreprises, un bassin de consommation important, des savoir-faire et une intégration des entreprises avicoles permettant une prise de décision efficace.

## Présentation des exploitations types

Les experts interrogés expliquent que l'intensification des élevages a pris un certain essor au début des années 2000. Le nombre d'élevages avec des poulets de chair a diminué de 72 % de 1999 à 2016, bien que le nombre total de poulets de chair a augmenté durant cette même période. En 2016, il existe 3 330 exploitations agricoles qui élèvent des poulets de chair en Allemagne, dont 42 % avec une capacité inférieure à 100 poulets et 20 % avec une capacité supérieure à 50 000 poulets (représentant 79 % des volumes produits). Le nombre de troupeaux moyens de 10 000 à 50 000 animaux a également légèrement augmenté depuis 2010 même si leur part dans la production totale a diminué.

La proportion des grands troupeaux comptant plus de 50 000 animaux a considérablement augmenté. Les nouveaux grands élevages de poulet ont une taille moyenne de 80 000 places (allant jusqu'à 400 000 places) et une superficie de bâtiment de 4 000 m<sup>2</sup>. Les experts soulignent que ces élevages sont toujours spécialisés en poulet : « il n'existe pas de polyvalence des bâtiments ou des éleveurs, donnant à ces élevages orientés vers la production de poulet un avantage compétitif notable ».

## Les coûts de production

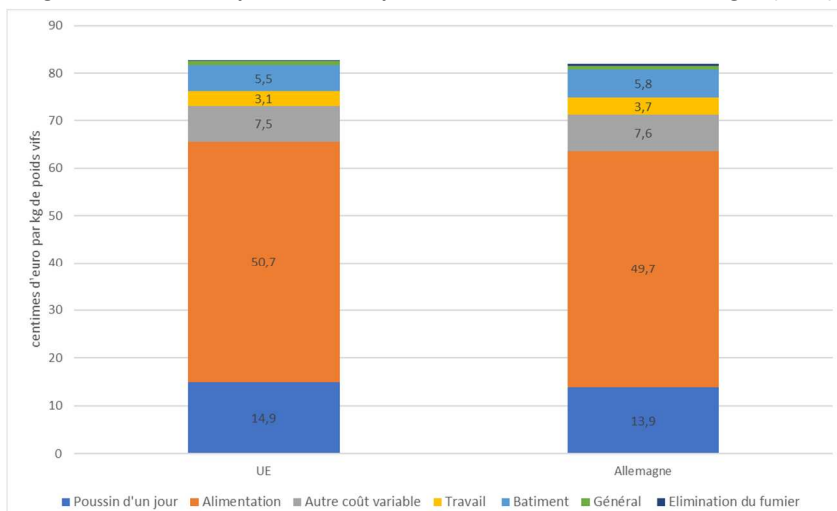
Le coût de production de poulet de chair en Allemagne est de 0,82 €/kg de poids vifs en 2017 (date de la dernière analyse comparée des coûts de production).

Ainsi, il est légèrement inférieur à la moyenne européenne (0,83 €/kg de poids vifs) grâce à des coûts en alimentation et des coûts des poussins d'un jour inférieurs à la moyenne de l'UE (figure 7).

Ces coûts de production plus faibles sont dus à un coût du travail plus avantageux et une main d'œuvre saisonnière venant souvent des pays de l'Est.



Figure 7 : Coûts de la production de poulet chair dans l'UE et en Allemagne (2017)



Source: Wageningen Economic Research, 2019, Competitiveness of the EU poultry meat sector

## Organisation de la filière et structuration des différents maillons

### Organisation de la filière

Dans chaque Land, il existe une organisation interprofessionnelle réunissant l'ensemble des acteurs de la filière et des chambres d'agriculture. L'organisation la plus importante est le *NGW* en Basse-Saxe qui regroupe tous les acteurs des couvoirs, les fabricants d'aliments, les abattoirs, les éleveurs, etc. Les 13 organisations sont regroupées au niveau national au sein du *ZDG*.

La filière allemande est l'une des plus intégrée verticalement d'Europe, avec un maillon abattoir qui possède généralement ses propres outils d'accoupage et de fabrication des aliments. Cette filière intégrée se structure autour de grands groupes tels que *PHW - Wiesenhof* (en Basse-Saxe), le leader allemand.

Tableau 2 – Les 3 principales entreprises allemandes de la filière poulet

Groupe	Abattages annuels (en millions d'animaux)
PHW Group - Wiesenhof	350
Rothkötter-Unternehmensgruppe	190
Sprehe Gruppe	150

Source: WATT Poultry, 2021

### Organisation des maillons de la filière

#### ✦ Les fabricants d'aliments

Les principaux fabricants d'aliments en Allemagne sont *MEGA (PLW-Wiesenhof)*, *Heidemark*, *Rothkötter*, *Bröring* et *GSagri*. Ils sont intégrés verticalement aux grands groupes qui possèdent ainsi leurs propres usines d'aliment, à l'exception de *Plukon* qui se fournit auprès de *Bröring*.

## ✦ Les couvoirs

Les sept principaux couvoirs allemands *Gallus* sont intégrés verticalement (par l'aval ou la sélection) avec une capacité moyenne d'environ 1,2 million de poussins/semaine, ce qui place l'Allemagne au 3<sup>e</sup> rang européen derrière le Royaume-Uni et la France. Les principaux couvoirs allemands sont *Alfra Landwirtschaftliche Productions GmbH (Sprehe)*, *Bruterei Süd (Wiesenhof)*, *BWE Bruterei Weser Ems GmbH & CoKG (Wiesenhof)* et *Cobb Germany Avimex (Cobb)*.

## ✦ Les abattoirs et les ateliers de découpe

Les maillons abattage et ateliers de découpe de volailles sont détenus majoritairement par de grands groupes qui intègrent le plus souvent également les maillons accoupage (et élevages de reproducteurs) et aliment. Les experts interrogés expliquent que « les abattoirs sont de grande taille et ont des infrastructures automatisées, qui bénéficient des dernières technologies et permettent de réaliser des économies d'échelle et des gains de productivité significatifs ». Les outils allemands les plus récents disposent de capacités de 350 000 poulets/jour (1,8 à 2 millions poulets/semaine).

Le groupe *Wiesenhof (PHW-Gruppe)* est le leader de la filière avicole allemande. Le groupe affiche un chiffre d'affaires de 3,315 milliards d'€ en 2022 et une part du marché allemand de 30 %. Le groupe emploie plus de 10 000 personnes. En 2017, le groupe atteint une production de 1,5 million d'animaux par semaine. *Wiesenhof* est composé de plus de 40 sociétés dont 6 couvoirs, 5 usines d'aliment, 13 usines de transformation (dont 9 abattoirs).

## Faits marquants

Les éléments moteurs du progrès en BEA, pour lequel la société allemande est historiquement très attentive, sont les discounters Lidl et Aldi. Les experts rappellent que la part du discount dans le commerce de la viande est supérieure à 50 % : « le marché de la volaille de chair reste un marché prix mais avec des exigences de qualité ce qui ne laisse pas beaucoup de marges, et pourrait engendrer des comportements paradoxaux notamment si l'inflation perdure (environ 7 % en 2022) ».

Le parti écologiste « Grüne » participe à la coalition majoritaire depuis les élections de 2021, et compte plusieurs ministres au gouvernement. Depuis janvier 2022, le Ministre allemand de l'Agriculture Cem Özdemir est membre du parti « Grüne ». Les experts soulignent que « le Ministre est végétarien, mais d'un courant *réaliste* plutôt qu'*idéaliste* ». Le Ministre aurait déclaré lors de son entrée en fonction : « *Ceux qui veulent manger de la viande sont les bienvenus. Ceux qui produisent de la viande peuvent le faire mais dans le respect du bien-être animal, de la protection du climat et sans porter atteinte à notre environnement* ». Les experts estiment que « le monde avicole lui a fait un accueil plutôt favorable car il souhaite donc prendre en compte d'autres aspects que le seul BEA », même si « cela signifie investir dans de nouvelles infrastructures, réduisant les marges (à cause des coûts générés) ». Malgré sa compétitivité, la concurrence d'autres pays s'accroît en Allemagne, notamment avec la filière polonaise de plus en plus présente sur le marché allemand. Les experts rappellent que les acteurs allemands eux-mêmes se délocalisent et investissent en Pologne.

Concernant l'origine, il n'y a pas encore de labellisation pour indiquer l'origine des viandes, qui n'est pas un critère essentiel pour les consommateurs allemands, ouvrant la voie à de la viande importée plus compétitive. Les experts observent que « la volaille française reste encore présente chez certains acteurs de la distribution traditionnelle (i.e. non discount), à travers les SIQO et de l'image de qualité très forte dont bénéficient toutes les volailles françaises, les rendant comme incontournables pour les consommateurs allemands hors-discount ».

Les experts ont rappelé que l'Allemagne a traversé un scandale sur les œufs coquille bio en 2017, contaminés au Filpronil. « Les citoyens ont découvert l'existence d'élevages jusqu'à 100 000 poules, certes légaux mais ils se sont demandés si ces tailles étaient dans l'esprit du bio ». La société allemande est ainsi très attentive aux conditions d'élevage. Les experts rappellent que l'Allemagne (avec la France) est en pointe sur l'interdiction du broyage de poussins mâles (interdit en Allemagne depuis janvier 2022, interdit en France depuis janvier 2023).

# 3. PAYS-BAS

## CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### Description générale de la situation macroéconomique du pays

Les Pays-Bas sont un pays d'Europe de l'Ouest et ont pour capitale Amsterdam. Sa localisation est un atout pour le commerce, avec le port de Rotterdam qui est le plus grand d'Europe et le huitième au monde en termes de trafic total (figure 1).

Figure 1 : Carte des Pays-Bas



Source : Ministère des affaires étrangères

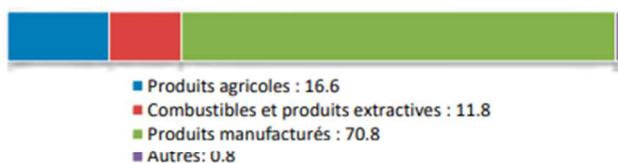
Les Pays-Bas comptent 17,3 millions d'habitants en 2020 dont seulement 8 % sont ruraux. Cette valeur est très faible par rapport à la moyenne européenne (22,3 %), ainsi le pays est très urbanisé. Le taux de chômage est de 5,5 % en 2020, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne européenne de 7,5 % en 2020. Le PIB du pays est de 1 018 milliards de dollars en 2021, le PIB par habitant est de 54 483 \$ en 2021, fortement supérieur à la moyenne européenne (28 250 €/hab).

### Importance du commerce international

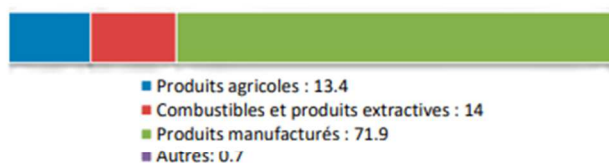
Les Pays-Bas ont fait partie dans un premier temps de l'Union économique Benelux avec la Belgique et le Luxembourg. En 1944, cette union a pour vocation de permettre la libre-circulation de personnes, des biens et des services. Par la suite, le pays devient l'un des membres fondateurs de l'ONU (adhère en 1945), de l'OTAN (adhère en 1949), de l'UE (adhère en 1957 avec la CEE), de l'OCDE et de l'OMC.

Figure 2 : Composition des importations et des exportations aux Pays Bas en 2020

Ventilation des exportations totales  
Par grands groupes de produits, % (2020)



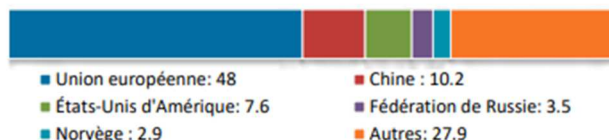
Ventilation des importations totales  
Par grands groupes de produits, % (2020)



Par destinations principales, % (2021)



Par origines principales, % (2021)



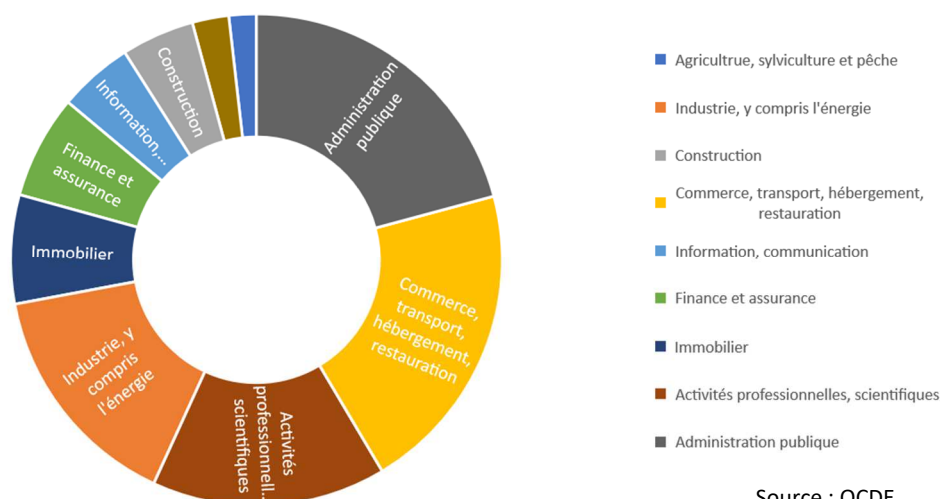
Source : OMC

Les Pays-Bas sont ouverts au commerce international, se classant 4<sup>ème</sup> pays au rang des exportations et 5<sup>ème</sup> pays pour les importations. Ses principaux partenaires commerciaux à l'exportation étaient en 2021 : l'Union européenne (principalement l'Allemagne, la Belgique et la France), les États-Unis et la Chine (figure 2). Les principaux produits exportés sont les combustibles et les produits des industries extractives (huiles de pétrole qui sont également très importés), les produits manufacturés (appareils d'émission pour la radiotéléphonie, machines et médicaments), et les produits agricoles qui comptent pour 16,6 % (à hauteur de 118 milliards de dollars). Les principaux pays d'origine des importations étaient, en 2021, l'Union Européenne (principalement l'Allemagne et la Belgique), la Chine et les États-Unis (figure 2). Les principaux produits importés étaient les combustibles, les produits manufacturés (machines et circuits intégrés électroniques), et les produits agricoles (à hauteur de 79 milliards de dollars).

## Principaux secteurs économiques

Les principaux secteurs économiques du pays sont les services (69,8 % du PIB), l'industrie (17,8 %) et l'agriculture (1,7 %). En 2018, les principaux secteurs selon leur part dans la valeur ajoutée réelle sont présentés dans la figure 3.

Figure 3 : Structure économique du pays : part de la valeur ajoutée réelle (en %, 2018)



Source : OCDE

## CONTEXTE AGRICOLE DU PAYS

### Importance du marché agricole

#### Importance de l'agriculture dans le pays

La SAU du pays est de 768 milliers d'hectares, soit 18,5 % de la surface totale du pays. Les espaces ruraux souffrent d'une forte pression du développement urbain en lien avec la densité de population élevée (502 personnes/km<sup>2</sup> en 2015 contre 118 personnes/km<sup>2</sup> en France métropolitaine). En 2019, l'agriculture représente 1,6 % du PIB du pays.

Les Pays-Bas sont le 2<sup>e</sup> exportateur agricole et agroalimentaire du monde derrière les États-Unis. Près de 80 % des exportations agricoles sont destinées aux autres états membres de l'Union européenne. Les exportations agricoles s'élèvent à 118 milliards de dollars en 2021. Les principales filières d'exportations agroalimentaires sont les produits de l'horticulture, les produits laitiers et les préparations alimentaires (figure 4). Les importations quant à elles représentent 80 milliards de dollars. Les principaux produits importés sont les aliments destinés à l'alimentation animale, la viande bovine et l'huile de palme (figure 5). Le pays reste donc largement excédentaire pour les échanges agroalimentaires (+ 38 Md de dollars).

*Figure 4 : Principaux produits agricoles exportés (à gauche) et importés (à droite) en 2021 aux Pays-Bas*

Principaux produits exportés (Millions de \$EU)		Valeur 2021	Principaux produits importés (Millions de \$EU)		Valeur 2021
HS0602	Autres plantes vivantes	6 179	HS2106	Autres préparations alimentaires	2 294
HS0603	Fleurs et boutons de fleurs, coupés	5 766	HS1201	Fèves de soja, même concassées	2 195
HS0406	Fromages et caillebotte	4 582	HS1511	Huile de palme et ses fractions	2 102
HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	4 223	HS1801	Cacao en fèves et brisures de fèves	1 935
HS2106	Autres préparations alimentaires	4 070	HS1518	Graisses et huiles animales ou végétales	1 920

Source : OMC

#### Structure de l'agriculture aux Pays-Bas

En raison des contraintes territoriales fortes, l'agriculture néerlandaise est très intensive et hautement mécanisée. Le secteur emploie à peine 4 % de la population active. Les Pays-Bas comptent 63 931 exploitations agricoles, dont près de 63 % possèdent moins de 30 ha. Le nombre d'exploitations est en baisse, en effet, depuis 2000, un tiers des exploitations a disparu. La taille moyenne des exploitations est de 28 hectares. L'activité principale de l'agriculture néerlandaise reste l'élevage qui occupe près de la moitié des exploitations. En nombre d'exploitations, l'horticulture et le maraîchage occupent le deuxième rang.

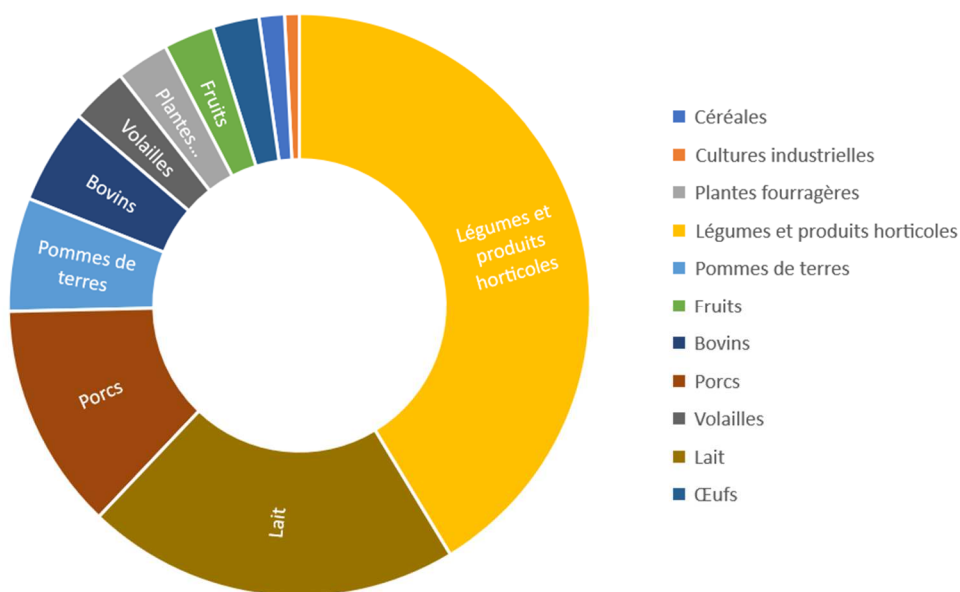
Les filières les plus représentées dans le secteur de l'élevage sont la filière bovins lait, souvent en pâture, dans le nord du pays, la filière porcine hors-sol dans le sud (la région Brabant-du-Nord) sur des terres sableuses et le sud-est, ainsi que la filière avicole. Le secteur bovin lait néerlandais est important avec 9 % de la production européenne. Les cultures arables se retrouvent principalement au nord du pays (Groningen, Drenthe, Flevoland) et au sud (Zélande). Les productions majoritaires sont la betterave sucrière, la pomme de terre, le blé, l'orge et le triticale.

En matière de structure des filières, le pays possède une organisation économique forte des producteurs avec un poids important des coopératives agricoles. Certaines coopératives agricoles sont en quasi-monopole comme la coopérative Friesland Campina dans le secteur laitier.

La production d'aliments destinés aux animaux est importante dans le pays, concentrant 101 producteurs dans le pays qui produisent 12,2 millions de tonnes d'aliments. Cette production est destinée à 26 % pour l'alimentation des poulets et 41 % pour l'alimentation des porcs.

En valeur, les productions majoritaires du pays sont les légumes et les produits horticoles (35 % de la production), le lait et la viande de porc (figure 5).

Figure 5 : Répartition de la production des différents secteurs agricoles néerlandais en 2019



Source : ec.europa

## Importance du marché avicole

### La production avicole néerlandaise

La viande de poulet représente 95 % des volumes de volailles abattues. La production de viande de volaille s'élève à 655 000 TEC en 2020 dont 607 000 TEC de viande de poulet, 37 000 TEC de dinde et 11 000 TEC de canard. Les abattages dans le pays représentent 1 million de TEC en 2020. La production avicole néerlandaise repose sur 900 élevages de poules pondeuses, 630 élevages de poulets de chair, 200 fermes d'œufs d'incubation.

### Le commerce de volaille aux Pays-Bas

La filière néerlandaise est très ouverte aux échanges. En effet, les Pays-Bas sont structurellement importateurs nets de poulets vifs, notamment en provenance de l'Allemagne. Les exportations de viande de volailles représentent 1,8 million de tec en 2020, dont 97,3 % de viande de poulet. De plus, 71,4 % de ces exportations sont à destination de l'Union européenne. Ainsi, les exportations de volailles sont supérieures à la production nationale. Cela met en évidence le rôle de plateforme d'importation et de redistribution des Pays-Bas. Rotterdam est ainsi le principal point d'entrée de la volaille des pays tiers (Brésil, Thaïlande et depuis 2022 l'Ukraine) qui est ensuite, en grande partie, réexpédiée au sein de l'UE, sous forme brute ou transformée. Les exportations en fonction des pays sont complémentaires au niveau de l'équilibre des matières : par exemple, le Royaume-Uni importe principalement des filets et la Roumanie et la Bulgarie importent d'autres découpes (ailes et cuisses)/

Les importations de viande de volaille s'élevaient à 776 000 TEC en 2020, dont 94,8 % de viande de poulet. De plus, 56 % de ces importations proviennent de l'Union européenne. Ainsi, les Pays-Bas exportent principalement sur le marché européen mais importent une part importante des pays tiers pour le compte de leurs partenaires de l'UE.

## La consommation de volaille

La volaille est le deuxième type de viande le plus populaire aux Pays-Bas, après le porc. La consommation de volaille par habitant est de 22,3 kg/an (valeur légèrement inférieure à la valeur moyenne européenne de 23,4 kg/hab/an) dont 18,5 kg de viande de poulet et 1 kg de viande de dinde. Le poulet consommé est majoritairement du poulet standard et sous forme de filet. La consommation importante de filet entraîne un déséquilibre de matière dans la filière.

Le consommateur néerlandais est de plus en plus exigeant vis-à-vis de la qualité des produits alimentaires, notamment sur le plan environnemental et sur le plan du bien-être animal. De nombreux labels garantissant de meilleures conditions de vie des animaux ont vu le jour aux Pays-Bas, comme le label Beter Leven (« Meilleure Vie»). Beter Leven contient 3 niveaux (marqués par le nombre d'étoiles selon les exigences du cahier des charges). Le premier niveau est devenu la norme en GMS depuis 2023. Le « poulet de demain » (Chicken of Tomorrow) domine le segment frais de la viande de volaille dans les supermarchés. Dans ce concept, les poulets de chair à croissance lente sont gardés dans un poulailler standard, à une densité de peuplement légèrement inférieure. Inversement, selon les experts<sup>2</sup>, si les consommateurs néerlandais ont des attentes fortes en matière de bien-être animal et s'ils sont sensibles au prix, ils ne présentent pas d'intérêt quant à l'origine des produits.

---

<sup>2</sup> La mention expert fait référence à des experts professionnels des filières avicoles pouvant être des opérateurs économiques, représentants interprofessionnels ou scientifiques et/ou des experts Business France interrogés par l'Itavi entre septembre 2022 et juin 2023



## STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE POULET DE CHAIR

### Présentation générale de la filière poulet de chair du pays et répartition géographique

#### La production de poulet de chair aux Pays-Bas

Les éléments quantitatifs de la production de poulet de chair entre 2015 et 2022 sont décrits dans le tableau 1.

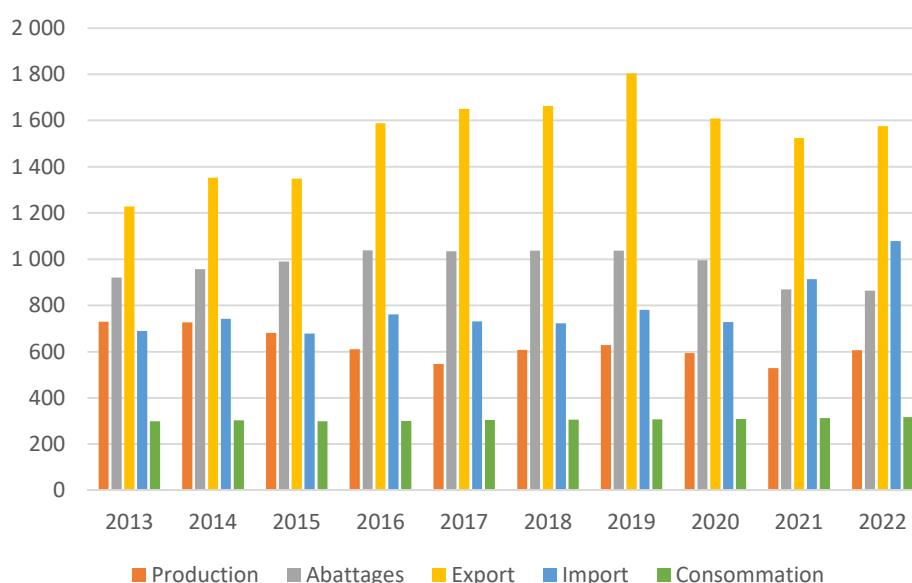
**Tableau 1 : Production de poulet de chair aux Pays-Bas de 2010 à 2020**

1 000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022 vs 2015
Production	681	611	547	608	629	594	528	606	-11%
Abattages	990	1 039	1 034	1 038	1 036	996	869	864	-13%
Export	1 349	1 588	1 650	1 663	1 804	1 609	1 525	1 575	17%
Import	6 778	762	731	723	781	728	913	1 078	-84%
Consommation	299	301	304	305	308	309	313	317	6%
Auto-suffisance	331%	345%	340%	340%	337%	323%	278%	273%	-18%

Source : ITAVI

La production de poulet de chair s'élève à 606 000 téc en 2022 et le nombre d'abattage à 864 000 téc. Les abattages sont plus élevés que la production, du fait de l'import de poulets vifs depuis les pays voisins (Allemagne et Belgique essentiellement). Ainsi, les Pays-Bas importent environ 400 000 tonnes de poulets vivants pour les abattre dans les abattoirs du pays. La production de poulet a diminué de 11 % entre 2015 et 2022, de même que les abattages. La production de volailles reste cependant largement supérieure à la consommation nationale (tableau 1 et figure 6), avec des taux d'autosuffisance très élevés. Ce qui n'empêche pas les recours aux importations (plus élevées que la production elle-même, depuis 2016) pour alimenter des exportations massives.

**Figure 6 : Comparaison de la production, des abattages, du commerce et de la consommation en poulet de chair (en ktéc)**



Source : ITAVI

## Répartition géographique de la production

Les exploitations de poulets de chair sont concentrées dans l'Est du pays. Le bassin de production historique de poulet de chair est la région du Brabant Septentrional, qui rassemble 28 % des élevages et 38 % des capacités de production. Cette région est proche de la Belgique et du bassin de consommation de Cologne en Allemagne. Mais à la suite d'une opposition citoyenne importante contre l'installation de nouvelles structures avicoles dans cette région, les nouvelles exploitations sont installées dans les régions au Nord-Est du pays, anciennement céréalières.

## Présentation des exploitations types

En 2019, il y avait un peu moins de 630 entreprises aux Pays-Bas avec des poulets de chair. Au total, ces exploitations ont élevé près de 48 millions d'animaux. Cela revient à environ 76 400 poulets de chair par entreprise.

La production de poulet est à 73 % réalisée dans des exploitations avicoles spécialisées, et seulement 25 % des producteurs néerlandais disposent de plus de 50ha de SAU.

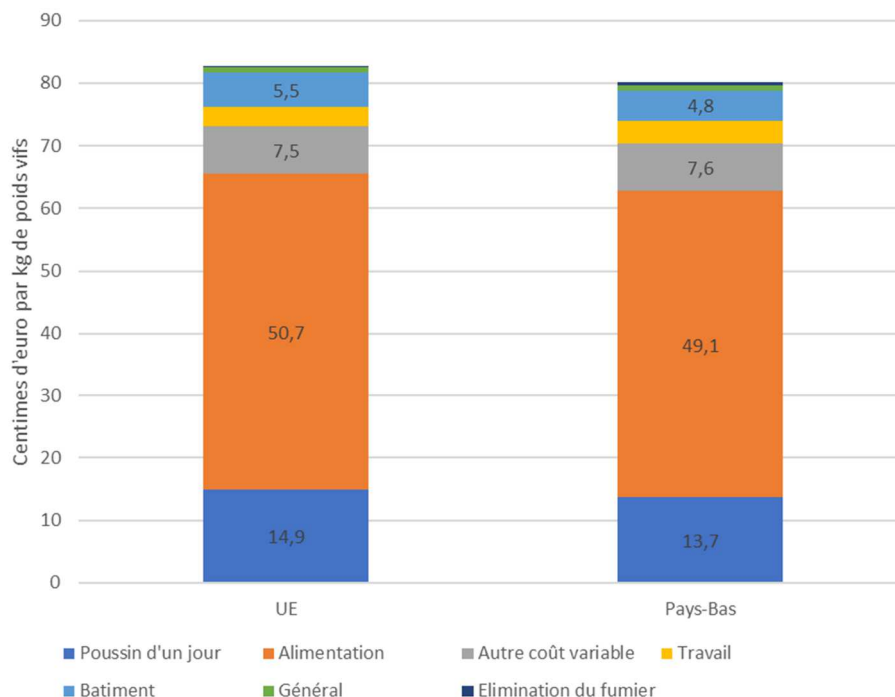
Il existe différents systèmes de production de poulets de chair :

- Le système de production de poulets de chair conventionnel : il utilise les exigences légales minimales fixées par l'Union européenne avec quelques règles supplémentaires fixées par le gouvernement néerlandais. Les poulets de chair ont une croissance rapide et sont logés à une densité de 42 kg / m<sup>2</sup>, sur la base d'un logement en intérieur. Ce système représente environ 65 à 70 % de la production totale de poulets de chair aux Pays-Bas.
- Le Dutch Retail Broiler (DRB) : il est défini par l'accord dit « Chicken of Tomorrow » entre le secteur néerlandais de la volaille et les détaillants néerlandais. Le système utilise une race à croissance plus lente avec une croissance quotidienne maximale de 50 g, une densité maximale de 38 kg / m<sup>2</sup> et fournit un enrichissement environnemental basé sur un logement en intérieur.
- Le système Beter Leven (1 à 3 étoiles) : ce système a été développé par la Société néerlandaise pour la protection des animaux. Une race à croissance plus lente (âge d'abattage d'au moins 56 jours) doit être utilisée et une densité d'élevage de maximum 25 kg / m<sup>2</sup> doit être appliquée. Les exigences supplémentaires sont un espace extérieur couvert et l'enrichissement de l'environnement (balles de paille et de céréales pour gratter / picorer). Plus il y a d'étoiles, plus les exigences sont élevées. Le système à 3 étoiles correspond aux critères de bien-être animal du cahier des charges de l'Agriculture Biologique. Le niveau 1 est le standard minimum en GMS depuis 2023.
- Le système de production biologique de poulets de chair suit le cahier des charges défini au niveau européen, avec des exigences très strictes en matière de logement et de gestion, ainsi que de bien-être. Une race à croissance lente pour un âge d'abattage d'au moins 70 jours (contre 82 jours pour le label AB en France) est utilisée à une densité d'élevage maximale de 21 kg / m<sup>2</sup> avec un accès à un parcours. Les poulets de chair doivent être nourris avec des aliments biologiques.

## Les coûts de production

Les performances techniques des élevages et des abattoirs néerlandais sont parmi les meilleures d'Europe, grâce à des investissements permanents dans les outils de production. Le coût de production d'un poulet de chair aux Pays-Bas est de 0,8 €/kg de poids vifs. Ainsi, il est légèrement inférieur à la moyenne européenne grâce à des coûts en alimentation, en bâtiment et des coûts d'élevage des poussins inférieurs à la moyenne de l'UE (figure 7).

**Figure 7 : Coûts de la production de poulet de chair dans l'UE et aux Pays-Bas (2017)**



Source: Wageningen Economic Research, 2019, *Competitiveness of the EU poultry meat sector*

En décomposant les prix en fonction des différents systèmes de production évoqués précédemment, on observe que les différentes composantes des coûts de productions sont hétérogènes. Par exemple, les coûts d'alimentation varient beaucoup selon le système de production. Ils sont la composante de coût la plus importante pour l'éleveur de poulets de chair : environ 60 % des coûts totaux, dans le système conventionnel. Le prix de l'aliment est légèrement inférieur pour le DRB et Beter Leven par rapport aux systèmes conventionnels, car les poulets à croissance lente reçoivent des aliments avec une teneur en protéines inférieure à celle des poulets de chair conventionnels. Cependant, les poulets de chair à croissance lente ont besoin de plus de jours de croissance pour atteindre le même poids d'abattage que les poulets de chair conventionnels. Ainsi, selon les données de 2018, le coût total de l'alimentation par kg de poids vif est nettement plus élevé pour DRB (estimé à 57 centimes d'euros) et Beter Leven (62,2 centimes d'euros), contre 49 centimes d'euros pour le système conventionnel. Les aliments biologiques pour poulets de chair sont beaucoup plus chers, avec un coût d'alimentation de 172,3 centimes d'euros, soit plus de trois fois les coûts en conventionnel. Pour le coût total, le système conventionnel a un coût de production nettement plus faible (80 centimes d'euros par kg de vif) par rapport au système DRB (1 €, + 20 %), au système BLS (119 centimes d'€, + 44 %) et au système bio (242 centimes d'€, + 193 %).

## Organisation de la filière et structuration des différents maillons

### Organisation de la filière

Le conseil des Produits de la volaille et de l'œuf (PPE au Pays-Bas) est une structure qui réunit l'ensemble des acteurs de la filière et qui travaille sur des sujets variés, des aspects techniques à la communication à destination du public. De plus, le PPE centralise les bases de données de la filière et a le pouvoir d'instaurer des règles qui s'appliquent à toute la filière.

Les éleveurs de volailles sont représentés dans l'Organisation Néerlandaise des éleveurs de volaille (NOP), qui intervient auprès du gouvernement.

### Organisation des maillons de la filière

Les Pays-Bas sont le leader mondial des incubateurs, des machines de classement des œufs, des solutions d'abattage et des logements intégrés (environ 75 % des parts du marché mondial). De plus, la filière avicole néerlandaise n'est pas intégrée, avec des maillons qui sont structurellement et juridiquement indépendants les uns des autres.

#### ✦ Les couvoirs

Au fil des années, les couvoirs se sont fortement concentrés et en 2021 il restait 17 couvoirs destinés à la production de poulets de chair dans le pays, dont 4 de taille importante. Les couvoirs ont des contrats avec les fermes de multiplication et ils sont indépendants des entreprises situées en aval. Ainsi, 5,6 millions de volailles reproductrices chair sont mises en place chaque année dans le pays.

Le leader néerlandais de l'accoupage est *Probroed & Sloot*. Il possède 3 couvoirs très modernes, d'une capacité totale de 4 millions de poussins par semaine. Ce groupe est indépendant et opère aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique.

#### ✦ Les fabricants d'aliments

Les fabricants d'aliments destinés à l'alimentation des poulets se sont aussi progressivement concentrés dans le pays. Ils sont indépendants des entreprises d'abattages en vendant leurs aliments directement aux éleveurs. À long terme, il peut y avoir des partenariats et des flux de trésorerie entre les abattoirs, les fabricants d'aliments et les éleveurs. En 2012, la production d'aliment « volailles » (y compris reproduction, poulettes et pondeuses) s'élevait à 51,3 MT pour l'UE-27 dont 3,9 MT pour les Pays-Bas. Les trois principaux fabricants d'aliments aux Pays-Bas sont *ForFarmers Hendrix* (8,8 millions de tonnes d'aliments produits par an), *De Heus* et *AgriFirm Feed* (3,2 millions de tonnes d'aliments composés produits par an).

#### ✦ Les abattoirs et les ateliers de découpe

Il existe 15 abattoirs de poulet standard dans le pays d'une capacité supérieure à 10 000 tonnes par an dont 7 ont une capacité supérieure à 50 000 tonnes par an. Les principaux groupes d'abattoirs sont *Plukon Food Group* et *2 Sisters Storteboom*). Aucun des sites des principaux abattoirs n'est présent dans la région du Brabant septentrional, qui concentre pourtant un tiers de la production. Les abattoirs néerlandais sont caractérisés par des investissements constants pour moderniser les outils. Ainsi, l'agrandissement des abattoirs a été plus rapide que l'augmentation de la production, ce qui a stimulé les importations de volailles vivantes dans le pays.

## Faits marquants

Les experts soulignent que la consommation de « poulets de demain » et de poulet bio augmente dans le pays, avec une demande de bien-être animal de plus en plus importante sous l'impulsion d'ONG très actives. La population s'oppose souvent à la mise en place d'ateliers avicoles de très grande taille. Les experts professionnels interrogés sont alors « inquiets des surcoûts générés par la mise en application de nouveaux cahiers des charges et de la difficulté de les répercuter sur le prix payé par le consommateur dans une période d'inflation importante ». En ce sens, la décision prise de définir le niveau 1 de Beter Leven comme nouveau standard de commercialisation en GMS en 2023 suppose des coûts d'investissement élevés pour transformer les bâtiments standards en BL 1 étoile. Les coûts liés aux « contraintes » d'élevages contenues dans le cahier des charges entraînent une hausse des coûts de production et donc des prix de vente des poulets néerlandais dans les rayons. Si la période de forte inflation se maintient, les consommateurs peuvent se rabattre sur des produits moins chers et importés de pays plus compétitifs.

La filière est peu intégrée par rapport à d'autres pays voisins, pourtant les performances économiques sont parmi les plus élevées en Europe. Selon les experts, « la grande coopération entre acteurs permet de répondre aux attentes des marchés : les distributeurs ont une bonne connaissance des attentes des consommateurs, qu'ils traduisent à leurs partenaires en amont de la filière ». La place de plaque-tournante des Pays-Bas comme point d'entrée des produits importés dans l'UE depuis le port de Rotterdam rend difficile le traçage des flux, y compris pour les experts hollandais. Néanmoins, ils estiment « qu'environ 50% de ce qui est produit reste dans le marché intérieur, les découpes de filet importées vont dans le reste de l'UE, les cuisses vont plutôt vers les marchés de l'Est. Les échanges avec le Royaume-Uni ont peu changé depuis le Brexit, mais ils pourraient beaucoup diminuer si des restrictions sont mises en place ».

Concernant l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (IAHP), si les acteurs hollandais sont inquiets du fait que le virus soit devenu endémique, les experts interrogés notent que « si la vague de 2021-2022 a impacté le secteur productif, elle n'a pas fondamentalement pénalisé le commerce extérieur ». Les impacts sont davantage vers les élevages néerlandais, qui ont dû faire face aux coûts de gestion de la pandémie (abattages sanitaires et vides imposés) « malgré la mise en place d'un fond de garantie qui s'est révélé insuffisant ». La contribution à ce fond « assurantiel » va donc augmenter, en plus des surcoûts liés au renforcement de la biosécurité, ce qui peut à terme réduire la compétitivité de la filière.

# 4. POLOGNE

## CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### Description générale de la situation macroéconomique du pays

La Pologne est située en Europe Centrale et a pour capitale Varsovie. Le pays possède des frontières avec de nombreux pays (figure 1). Sa population est de 37,9 millions d'habitants en 2020. La Pologne est restée très rurale avec 40 % de sa population en 2019 en zone rurale. Cette valeur est constante depuis les années 2000 et, est nettement supérieure à la moyenne de l'Union européenne qui est de 22,5 %. Le taux de chômage en Pologne est de 3,8 % en 2020, inférieur à la moyenne de l'UE qui s'établit à 7,5 % en septembre 2020 (eurostat). Cette valeur a beaucoup baissé depuis le début des années 2000 et l'entrée dans l'UE (19,9 % de chômage en 2002, par exemple).



Source : [www.universalis.fr](http://www.universalis.fr)

Son PIB est de 581 milliards de dollars en 2020 avec un PIB par habitant de 15 300 dollars. L'économie polonaise est l'une des plus dynamiques d'Europe, en étant le seul pays de l'UE à ne pas avoir connu de récession lors de la crise de 2008.

Le pays présente une évolution de PIB stable (entre 0 et 3 %) entre 2008 et 2019, mais a pourtant connu une décroissance de PIB de -3,6 % en 2020. De plus, le PIB par habitant est croissant depuis la fin du bloc de l'Est. En effet, en 1990, le PIB par habitant était de 1 900 \$, il a donc été multiplié par 8 en 30 ans. L'entrée dans l'Union européenne a accéléré cette croissance du PIB national et par habitant. De plus, le taux d'inflation est constant depuis la fin de l'URSS et la sortie du pays du bloc Est. Le taux d'inflation a été de 3,3 % en 2020.

La Pologne fait partie des 8 pays de l'Union européenne n'ayant pas intégré la zone euro. La devise polonaise est le zloty polonais (PLN) et son symbole est zł. En 1995, le nouveau zloty (PLN) a remplacé l'ancien zloty (PLZ, créé en 1950) à la suite de l'hyperinflation du début des années 1990 au cours de 1 PLN = 10 000 PLZ. Le taux de change du PLN par rapport à l'euro est autour de 4,30 PLN. Cette valeur est restée relativement constante depuis l'entrée de la Pologne dans l'Union Européenne (figure 2), même si le PLN semble en recul depuis 2020 en oscillant désormais autour de 4,60 PLN pour 1 euro.

Figure 2 : Évolution du taux de change Euro/Zloty entre 2012 et 2022

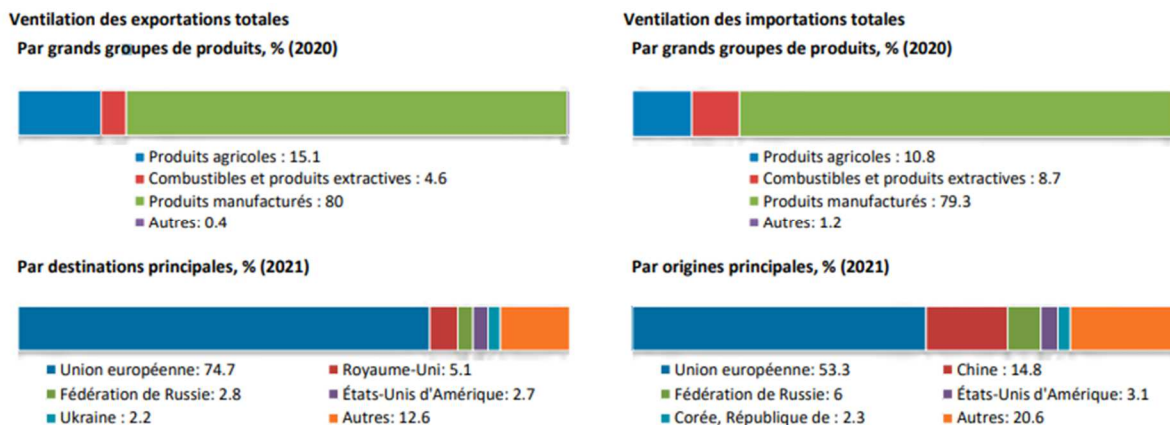


Source : Boursorama

## Importance du commerce international

La Pologne a fait partie du bloc de l'Est jusqu'en 1989 puis dès lors a connu des élections libres. Elle adhère aux instances internationales en son nom propre dans les années 1990 (entrée à l'OMC en 1995). La Pologne devient membre de l'Union européenne en 2004. Ainsi, grâce à son entrée dans l'UE, dans l'espace Schengen, et grâce à sa situation géographique avantageuse (Europe centrale et accès à la mer Baltique), le commerce international est favorisé.

Figure 3 : Composition des importations et des exportations en Pologne en 2020



Source : OMC

La Pologne est ouverte au commerce international, avec des importations de biens et de services qui représentent 57 % de son PIB en 2021 et des exportations qui représentent 63 % du PIB. Ses principaux partenaires commerciaux à l'exportation étaient en 2021 : l'Union européenne, le Royaume-Uni et la Russie (figure 3). Les principaux produits exportés sont les produits manufacturés (pièces détachées pour l'industrie automobile et voitures de tourisme), les produits agricoles et les combustibles et produits extractives (source : OMC).

En 2019, les partenaires économiques pour les importations étaient l'Allemagne, la Chine et la Russie. Les principaux pays d'origine des importations étaient l'Union européenne, la Chine et la Russie.

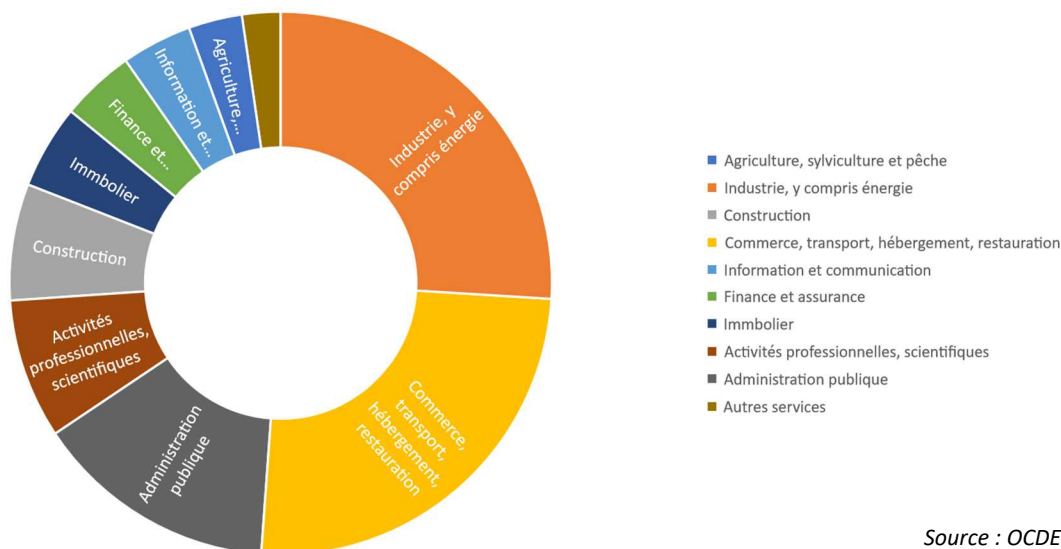
Les principaux produits importés sont les produits manufacturés (voitures, pièces détachées automobiles et médicaments), les combustibles et produits extractives (les huiles brutes de pétrole) et les produits agricoles (source : OMC).

La Pologne est exportatrice nette, sa balance commerciale est positive en 2021 (+ 30 milliards de dollars). Le pays se place 22<sup>ème</sup> dans le rang du commerce mondial en exportation de marchandises et à la 19<sup>ème</sup> place mondiale pour les importations.

## Principaux secteurs économiques

Les principaux secteurs du pays sont le secteur industriel, le secteur tertiaire et l'agriculture. En 2018, les principaux secteurs selon leur part dans la valeur ajoutée réelle sont présentés dans la figure 4.

Figure 4 : Structure économique : part de la valeur ajoutée réelle (en %) (2017)



Source : OCDE

Le pays est relativement riche en ressources naturelles, les principaux minerais produits sont le charbon, le soufre, le cuivre, le plomb et le zinc.



## CONTEXTE AGRICOLE DU PAYS

### Importance du marché agricole

#### Importance de l'agriculture dans le pays

La surface agricole utile, d'une étendue de 14,7 millions d'hectares en 2020, est composée à 74 % de terres arables (soit 10,8 Mha). En outre, plus de 60 % de la surface de la Pologne est occupée par l'agriculture.

Les produits agricoles représentent 15,1 % des exportations totales. En 2020, les principaux produits exportés en valeur sont les cigares et cigarillos (matières premières importées mais transformés en Pologne) et les viandes et abats comestibles de volailles (figure 5).

Pour les importations, les produits agricoles représentent 10,8 % des importations en valeur. Les principaux produits importés sont les préparations utilisées pour l'alimentation des animaux et la viande porcine fraîche, réfrigérée ou congelée (figure 5).

*Figure 5 : Principaux produits agricoles exportés (à gauche) et importés (à droite) en 2021 en Pologne*

Principaux produits exportés (Millions de \$EU)		Valeur 2021	Principaux produits importés (Millions de \$EU)		Valeur 2021
HS2402	Cigares (compris ceux à bouts coupés), cigarillos	4 098	HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	1 597
HS0207	Viandes et abats comestibles de volailles	3 207	HS0203	Viande porcine, fraîche, réfrigérée ou congelée	1 492
HS1806	Chocolat et autres aliments contenant du cacao	2 345	HS2304	Résidus solides de l'extraction de l'huile de soja	1 339
HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	1 893	HS1806	Chocolat et autres aliments contenant du cacao	1 093
HS1905	Produits de la boulangerie, pâtisserie, biscuiterie	1 752	HS2106	Autres préparations alimentaires	880

Source : OMC

La production végétale représente 46,6 % de la valeur des productions nationales contre 51,3 % pour les productions animales. Ainsi, en valeur, les productions principales sont le lait (16 %), les céréales (15,3 %), les légumes et produits horticoles (12,6 %), la viande de volaille (11,8 %) et la viande de porc (11 %). En UE, le pays est le 1<sup>er</sup> producteur de volaille, 3<sup>e</sup> producteur de porcs, 5<sup>e</sup> producteur de lait et 6<sup>e</sup> producteur de viande bovine (mais 2<sup>e</sup> exportateur puisque 90 % de la production est exportée).

En volume, la production totale végétale s'élève à 60 882 124 tonnes dont 31 924 964 tonnes de céréales. La production de céréales est en croissance tous les ans. En effet, en 2010 la production de céréales était de 56 275 305 tonnes (+ 9,2 % entre 2010 et 2019). Les surfaces en céréales (blé tendre, triticale, seigle, orge) représentent 7,8 Mha en 2018, soit 44,4 % des surfaces cultivées.

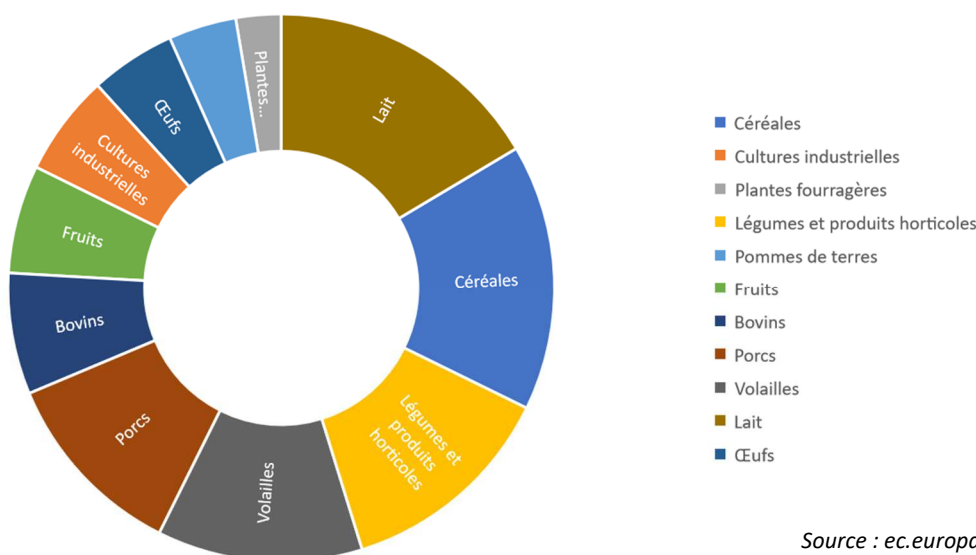
#### Structure de l'agriculture en Pologne

L'agriculture emploie 8,9 % de la population active du pays (1,57 million de personnes) et contribue à 2,4 % du PIB. De plus, l'industrie agroalimentaire emploie 542 100 personnes dans le pays. La Pologne compte 1,41 million d'exploitations agricoles en 2017, d'une taille moyenne d'environ 10,95 ha. En moyenne, les exploitations polonaises figurent parmi les plus petites de l'Union européenne. Ces exploitations sont principalement des petites exploitations de polyculture-élevage. Environ 214 000 exploitations (soit 15 %) dépassent 15 ha. Les plus grandes structures (2 400 exploitations de plus de 300 ha) sont concentrées à l'Ouest et dans le Nord du pays contrairement aux plus petites exploitations qui se situent principalement au Sud-Est.

Les productions animales sont diversifiées avec des cheptels de vaches laitières et de porcs essentiellement dans les exploitations traditionnelles, tandis que la production avicole poursuit son développement dans des structures très modernes et spécialisées.

La Pologne est très dépendante de l'industrie phytosanitaire. En effet, les ventes de pesticides ont triplé depuis son adhésion à l'UE et ont augmenté de 12,5 % entre 2011 et 2016. En valeur, les productions majoritaires du pays sont le lait, les céréales (blé, épeautre, avoine et maïs grain principalement), les légumes et produits horticoles et les volailles (figure 6).

**Figure 6 : Répartition de la production des différents secteurs agricoles polonais en 2019 (% de la production en valeur)**



Source : ec.europa

## Importance du marché avicole

### La production avicole polonaise

Le secteur avicole représente 123,7 millions de poulets de chair en 2020, 53 millions de poules pondeuses, 15,3 millions de dindes/oies/canards. Le secteur avicole représente en production 3,5 millions de tonnes de viande en poids vif et 11,8 milliards d'œufs.

En 2020, la production de viande de poulet polonaise est de 2,713 millions de TEC (tonne équivalent carcasse), soit une augmentation de 1,5 % par rapport à 2019. La Pologne est le premier producteur européen de volaille chair et le 8<sup>ème</sup> mondial.

### Le commerce de volaille en Pologne

Les exportations de viande de poulet de 2022 ont atteint 1,34 millions de tonnes, une augmentation de 25 % par rapport à 2019.

En 2022, près de 64 % des exportations polonaises de viande de poulet étaient destinées aux marchés voisins de l'UE (61% en 2021), en particulier à l'Allemagne, à la France et aux Pays-Bas. Les exportations de viande de volaille concernent principalement des découpes de poulet.

En 2014, la Pologne a exporté 23 millions de poulets vifs dans l'Union européenne (6 % des exportations de poulets adultes au sein de l'UE).

En 2022, les principaux marchés d'exportation de viandes de volaille non européens de la Pologne étaient le Royaume-Uni, l'Ukraine, le Congo, le Ghana, le Liberia et le Vietnam. Les importations de viande de volaille proviennent d'Ukraine (+ 57 % entre 2021 et 2022), d'Allemagne et du Royaume-Uni, principalement sous forme de découpes de poulet.

Après une épidémie d'IAHP (*Influenza Aviaire Hautement Pathogène*) en décembre 2019, plusieurs pays ont interdit la viandes de volaille et les coproduits polonais, notamment l'Afrique du Sud, la Chine, la Corée du Sud, Singapour, le Japon, Taïwan, les Émirats arabes unis et les Philippines. Les interdictions liées à l'IAHP par d'importants marchés d'exportation ont affecté négativement les exportations polonaises en 2020.

L'industrie avicole polonaise est fortement intégrée et orientée vers l'exportation, principalement vers le marché européen.

## La consommation de volaille

La viande de volaille constitue 36 % de la viande consommée en Pologne, contre 51 % pour le porc et seulement 5 % pour le bœuf. La consommation de viande de volaille en 2020 a atteint 29,3 kilogrammes par habitant.

La viande de poulet est la viande principalement consommée avec 22,5 kg/hab/an en 2020 (+ 3,2 % par rapport à 2013), puis la viande de dinde avec 4,2 kg/hab/an (+ 75 %).

La viande de volaille reste la protéine animale la moins chère sur le marché polonais, ce qui stimule la demande. Les demandes principales en viandes de volailles de la population sont les produits transformés tels que les découpes et les préparations.

## STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE POULET DE CHAIR

### Présentation générale de la filière poulet de chair du pays et répartition géographique

#### La production de poulet de chair en Pologne

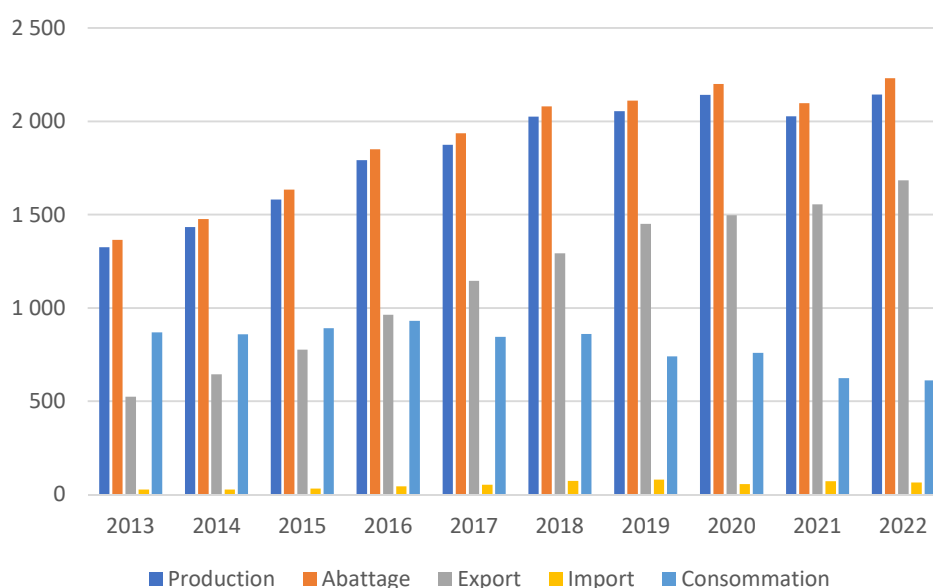
La production de poulet de chair s'élève en 2022 à des niveaux proches de ceux de 2020, à 2,2 millions de tec (tonnes Equivalent Carcasse) et les abattages à 2,3 millions de tec (tableau 1). Ainsi, la production de poulet de chair a augmenté entre 2013 et 2020-2022, avec une augmentation moyenne par an de 7,6 %. La consommation nationale est restée assez stable entre 2013 et 2020 (+ 2,8 %), mais avec un repli ces deux dernières années. En effet, la production a reflué du fait de l'IAHP en 2021 mais les exports ont poursuivi leur progression, limitant les disponibilités sur le marché intérieur. La Pologne a renforcé significativement sa position sur le marché communautaire à travers ses expéditions de viandes et préparations à base de poulet de chair. Selon les experts<sup>3</sup>, la population polonaise s'interroge parfois sur la qualité des produits de volailles qui restent disponibles sur le marché intérieur, craignant que les meilleures volailles soient exportées pour maintenir les débouchés d'export et qu'il ne lui reste que les produits de moindre qualité.

**Tableau 1 : Production, flux commerciaux et consommation de poulet chair en Pologne de 2013 à 2022**

1 000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022 vs 2015
Production	1 582	1 792	1 875	2 026	2 055	2 142	2 027	2 144	36%
Abattage	1 635	1 850	1 937	2 080	2 111	2 200	2 097	2 232	37%
Export	777	963	1 146	1 293	1 451	1 498	1 555	1 684	117%
Import	32	44	54	74	81	57	72	65	103%
Consommation	891	931	846	861	741	760	625	613	-31%
Auto-suffisance	184%	199%	229%	242%	285%	290%	336%	364%	98%

Source : ITAVI

**Figure 7 : Comparaison de la production et de la consommation de poulet chair en Pologne en 2013 et 2020 (en ktéc)**



Source : ITAVI

<sup>3</sup> La mention expert fait référence à des experts professionnels des filières avicoles pouvant être des opérateurs économiques, représentants interprofessionnels ou scientifiques et/ou des experts Business France interrogés par l'Itavi entre septembre 2022 et juin 2023

Selon les experts interrogés, la Pologne a connu une très forte croissance de sa production de poulets entre 2008 et 2014 (+ 270 millions de têtes) mais parallèlement les importations de vif ont aussi augmenté de 17 millions de têtes, notamment en provenance de Slovaquie. Durant cette période, les investissements dans les capacités de transformation en Pologne ont été plus importants que les investissements dans les élevages.

## Répartition géographique de la production

La production de poulet de chair est répartie sur l'ensemble du territoire. Mais les exploitations les plus intensives et avec des effectifs de plus de 1000 têtes et les exploitations spécialisées sont principalement localisées dans les régions au centre du pays : Wielkopolskie, Mazowieckie et łódzkie. Les autres régions présentent principalement des exploitations de plus petites tailles en polyculture élevage et des exploitations familiales.

## Présentation des exploitations types

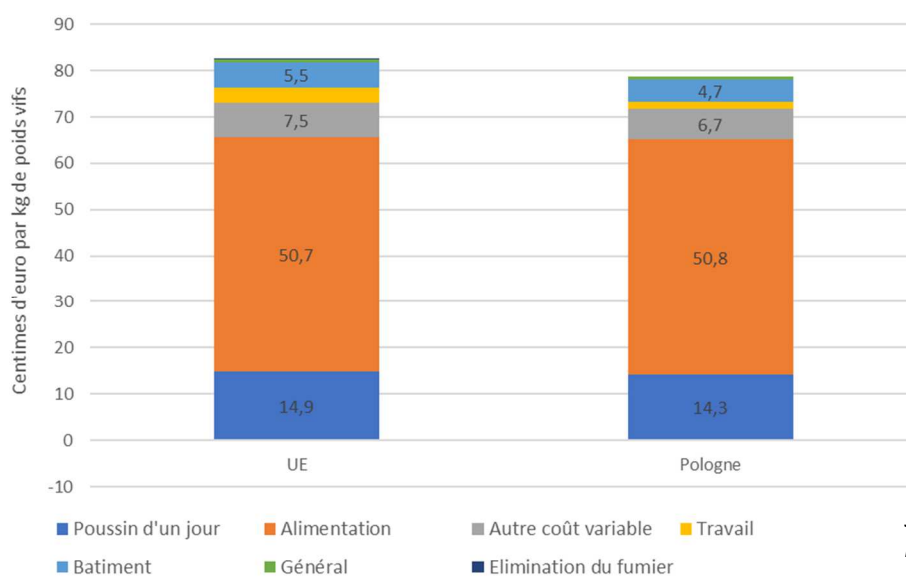
La Pologne est le pays qui possède le plus d'exploitations de poulet de chair dans l'Union européenne, près de 340 000 en 2013. En revanche, la plupart des exploitations sont de petites tailles avec 335 000 ateliers qui ont une capacité moyenne de 15,5 poulets, qui sont alors considérées comme des basses-cours destinées majoritairement à la consommation familiale. Ainsi, il y a dans le pays 1 930 exploitations qui possèdent entre 5000 et 49 999 têtes et 340 exploitations avec plus de 50 000 têtes.

En Pologne, la majorité des exploitations sont en polyculture-élevage, seulement 3 % des exploitations de poulet sont spécialisées.

## Les coûts de production

Les coûts de production en Pologne sont les plus bas de l'UE-27 à 78,6 centimes d'euro par kg de poids vif (figure 8), ce qui est inférieur à la moyenne européenne de 82,5 centimes d'euro. Ces coûts faibles ne viennent pas de l'aliment mais des autres postes de coûts variables, du travail et du bâtiment qui demeurent plus faibles.

Figure 8 : Coûts de la production du poulet de chair dans l'UE et en Pologne (2017)



Source: Wageningen Economic Research, 2019, Competitiveness of the EU poultry meat sector

En Pologne, les industries ont recours quasi-exclusivement au temps plein, avec un coût salarial parmi l'un des plus faible d'Europe. En effet, le revenu moyen par travailleur agricole à temps plein est de 6 000 €/an, plus bas salaire moyen d'Europe après la Slovénie. Les salaires moyens tout au long de la chaîne de production sont eux aussi faibles avec un salaire horaire des travailleurs des abattoirs (taxes sociales comprises) moyen de 6 € (pour comparaison : 20 € en France).

Les experts interrogés expliquent que les industries polonaises et hongroises sont orientées vers des produits transformés et bénéficient d'un avantage en termes de coût de la main d'œuvre. La Pologne présente un désavantage relatif par rapport à la Hongrie (coûts salariaux 12 % supérieurs hors salaires travailleurs agricoles), compensés par une automatisation plus poussée des outils de production.

Si l'on s'intéresse à la productivité apparente du travail dans les entreprises polonaises d'abattage-découpe de volailles, la productivité apparente de la Pologne est de 12,5 kg/€, seconde en Europe (après la Roumanie).

## Organisation de la filière et structuration des différents maillons

### Organisation des maillons de la filière

#### ✦ Sélection et accoupage

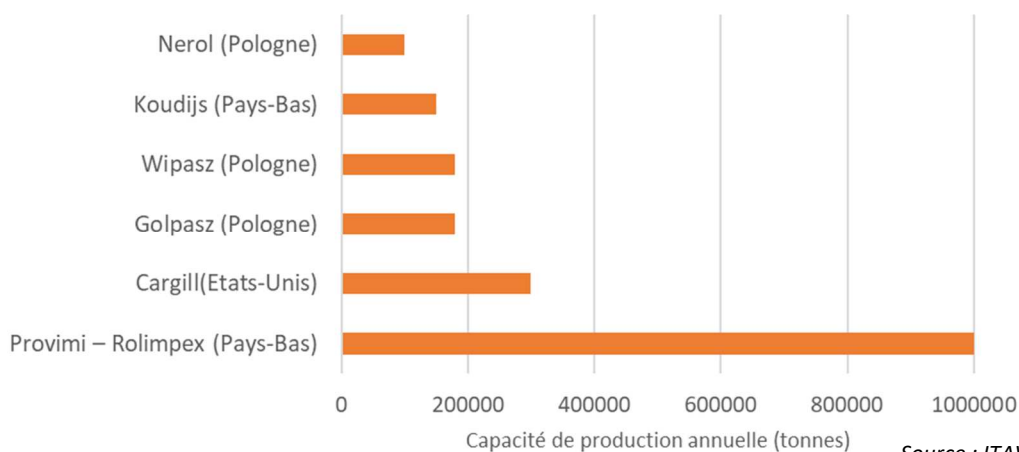
La Pologne est le premier éleveur de poulets reproducteurs avec plus de 7,1 millions de reproductrices chair mises en place en 2011 (soit 14 % des reproductrices chair d'Europe). Le pays est aussi le 3<sup>e</sup> pays européen pour le nombre d'éclosion de poussins de chair par an avec 800 millions de poussins éclos en 2012. En 2014, il y a eu 926,9 millions de poussins qui ont éclos en Pologne.

#### ✦ Alimentation animale

Le maillon alimentation animale s'est rapidement modernisé, grâce notamment aux IDE (Investissements Directs Etrangers). Parmi les 55,5 Mds € de stocks d'IDE entrants dans le secteur manufacturier en Pologne en 2016, 10,9 Mds € étaient ainsi dévolus aux industries agro-alimentaires (6,2 %). La France est le neuvième investisseur étranger en 2017 en Pologne pour ce qui concerne le secteur agricole et agro-alimentaire (produits phytosanitaires, machines agricoles, produits à base de céréales...). Ces investissements ont permis d'améliorer la qualité des aliments de bétail.

Les principaux opérateurs du secteur de l'alimentation animale sont présentés dans la figure 9.

**Figure 9 : Principaux opérateurs du secteur de l'alimentation des élevages poulet chair (2002)**



Source : ITAVI

À côté du modèle d'intégration verticale coexistent deux types d'organisation de chaîne d'approvisionnement dont une intégration partielle où l'intégrateur fournit l'aliment et les poussins à un éleveur indépendant sous contrat pour approvisionner un abattoir. Ces situations peuvent se retrouver notamment en France, en Allemagne, ou encore en Espagne.

## ✦ Abattage et transformation :

Le secteur de l'abattage et de la transformation de viande de poulet est dominé par de grands groupes étrangers. Quatre groupes volaillers contrôlent environ 40 % du marché. Les principales entreprises de transformation présentes en Pologne sont :

- Le groupe LDC français présent en Pologne sous le nom *Drosed*, avec un chiffre d'affaire de 250 M€ pour la production polonaise. Il compte 2 000 employés pour sept sites de production. Le groupe fait de la transformation des volailles (conserves, volaille pour la restauration, élaborés de volaille), de l'abattage et de la découpe. Le groupe possède également une usine d'alimentation « La Gamme » sur le territoire. En 2018, en Pologne, le groupe représente 80 % des débouchés et 20 % de la restauration hors domicile.
- Le groupe allemand *PHW-Gruppe-Wiesenhoff* est présent dans le pays depuis 2011. La Pologne représente 5 % de l'activité du groupe. Le groupe est principalement présent avec son sous-groupe *Dobrimex* qui est situé à la frontière allemande. Cette localisation est stratégique pour l'export vers l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et la France (30 % des ventes).
- L'entreprise britannique *2 Sisters* possède aussi un site industriel en Pologne (avec 2 500 salariés sur les sites néerlandais et polonais).
- Le groupe américain *Smithfield Foods* est présent en Pologne via *Animex*. Le groupe compte 8 sites de production (quatre pour la viande rouge et quatre pour la viande de volaille), dont *Ekodrob*, deuxième opérateur pour l'abattage et la transformation de dinde.

De plus, l'existence d'un grand nombre d'abattoirs sur le territoire freine l'intégration verticale de la filière. Les grands abattoirs modernes sont souvent spécialisés dans l'export vers l'UE ou à l'international. Les prix proposés à la sortie sont moins élevés et les animaux sont plus légers. D'un autre côté, les petites structures approvisionnent principalement le marché local.

Le plus grand producteur de viande de volaille polonais est le groupe *Cedrob*. Le groupe travaille avec 7 500 fermes et emploie 7 000 personnes, avec une production de 1,4 million de tonnes d'aliments. Il commercialise en Pologne et exporte principalement vers l'Union européenne et l'Afrique. Il est spécialisé dans la vente de viande de poulets, des poulettes et des oies frais et surgelés.

## Politiques de Soutien

Étant membre de l'Union Européenne, la Pologne profite de la Politique Agricole Commune (PAC). La Pologne a ainsi utilisé les fonds structurels européens (SAPARD, Programmes Régionaux de Développement Régionaux, etc.) pour moderniser ses élevages et ses outils de transformation, tout en ayant une bonne disponibilité en matières premières destinées à l'alimentation animale et un coût de main-d'œuvre faible lui permettant d'être compétitive par rapport aux autres pays européens sur le maillon abattage-découpe.

En 2019, la Pologne recevait 4,606 milliards d'euros de la PAC. Le pays est le 5<sup>ème</sup> plus grand bénéficiaire de la PAC (après la France, l'Espagne, l'Allemagne et l'Italie), et cela représente 26 % de toutes les aides européennes reçues par la Pologne. Ces aides sont principalement utilisées en paiements directs découplés (73 %).

## Faits marquants

La viande de volaille est la protéine animale la moins chère sur le marché polonais, ce qui stimule la demande, même si son prix a subi des hausses depuis 2021 à la suite de la hausse des coûts des matières premières agricoles d'abord liée à la reprise post Covid 19 puis à la guerre en Ukraine en 2022. Bien que les consommateurs polonais continuent de préférer le porc, avec une consommation annuelle par habitant de 41 kilogrammes, la viande de volaille est perçue comme plus saine et moins chère. En réponse à cette demande, l'industrie polonaise de transformation de la viande produit également des saucisses de volaille et du pâté pour imiter les produits du porc.

Les experts interrogés soulignent que l'ouverture du marché européen aux produits agricoles ukrainiens, sans droits de douane, décidée en mai 2022 pour soutenir le peuple ukrainien et prolongée en 2023, a entraîné un afflux important de poulet ukrainien sur le marché européen, notamment via la Pologne (+ 57 % des importations de poulets ukrainiens entre 2021 et 2022 cf. plus haut). Par effet rebond, les producteurs polonais craignent que cet afflux de viande ukrainienne à faible coût (sans droits de douane) entre en compétition avec les poulets polonais et affecte le marché intérieur polonais tout comme le marché export en prenant des parts de marché à la Pologne auprès de ses principaux partenaires commerciaux au sein de l'UE.

L'IAHP de 2021-2022 a durement impacté la Pologne, les experts soulignent que tous les pays producteurs et exportateurs sont touchés, sauf le Brésil (pour le moment). Les acteurs polonais ont mis en place des mesures de biosécurité et de précaution pour limiter la diffusion du virus qui a également touché un nombre important d'élevages de reproducteurs. D'après les experts interrogés, la Pologne « a activé les mécanismes européens de soutien aux producteurs touchés, en prenant sa propre part comme tout État membre (à hauteur de 50 %) dans le financement des actions sanitaires, mais il n'y a pas de soutien particulier pour compenser le manque à gagner dû aux vides sanitaires imposés ». Les accords commerciaux et les dérogations sont possibles pour maintenir le commerce international malgré l'IAHP, cependant des questions se posent pour la vaccination et sur le fait de voir certains pays partenaires fermer leurs marchés aux pays producteurs dont les volailles sont vaccinées.



# 5. BRÉSIL

## CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### Description générale de la situation macroéconomique du pays

Le Brésil est le plus vaste pays du continent sud-américain. Il s'étend sur 8,5 Mkm<sup>2</sup>, soit 42 % de la zone Amérique Latine et Caraïbes, et près de 17 fois la France.

La forêt amazonienne recouvre un peu moins de la moitié de la surface (environ 42 %), les exploitations agricoles recouvrent 330 Mha soit 38 % (une partie non négligeable d'environ 90 Mha correspond à de la végétation native sur la propriété des exploitants et 240 Mha est de la surface agricole utilisée. Sur ces 240 Mha de SAU, environ 2/3 (160 Mha) sont occupés par des pâturages, 53 Mha par les cultures de céréales, 8 Mha par la canne à sucre, 7 Mha par les forêts plantées, et environ 10 Mha par des cultures permanentes et autres cultures.

Le Brésil est une fédération de 27 zones administratives, 26 États et 1 District Fédéral (au centre, autour de la capitale Brasília).

Figure 1 - Les États fédérés du Brésil



Source : [www.universalis.fr](http://www.universalis.fr)

Le PIB du Brésil s'élève à 1 920 milliards de dollars en 2022, soit 9 453 \$/habitants. Après une décroissance de - 3,3 % du PIB en 2020 (année particulière en raison de la pandémie de Covid-19), la croissance est repartie à la hausse en 2021 et 2022 à + 5 % et + 2.9 % respectivement (selon la Banque Mondiale et les statistiques nationales brésiliennes IBGE).

La population brésilienne totale s'élève à 203,1 millions d'habitants en 2021 dont 12 % est rurale, chiffre bien en deçà de la moyenne du reste de l'Amérique latine à 18 %. Le taux de chômage a reculé en 2022 à 9,3 % comparé à 2021 et 2020 avec des taux respectifs de 13,8 % et 13,2 %. Le taux d'inflation proche des 2 % début 2021 est monté jusqu'à 12 % fin 2022. Les taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale brésilienne ont suivi pour tenter d'enrayer cette inflation et atteindre presque 14 % en 2022.

La monnaie brésilienne est le Réal Brésilien (BRL), dont la parité pour 1 euro s'élevait à environ 3 BRL en 2012. Le BRL a augmenté pour être échangé désormais autour de 5 BRL avec une forte dévaluation autour de 6,5 BRL pendant les années 2021-2022 post-Covid19 (cf. figure 2).

**Figure 2 – Parité euro/réal brésilien entre 2012 et 2022**



Source : Boursorama

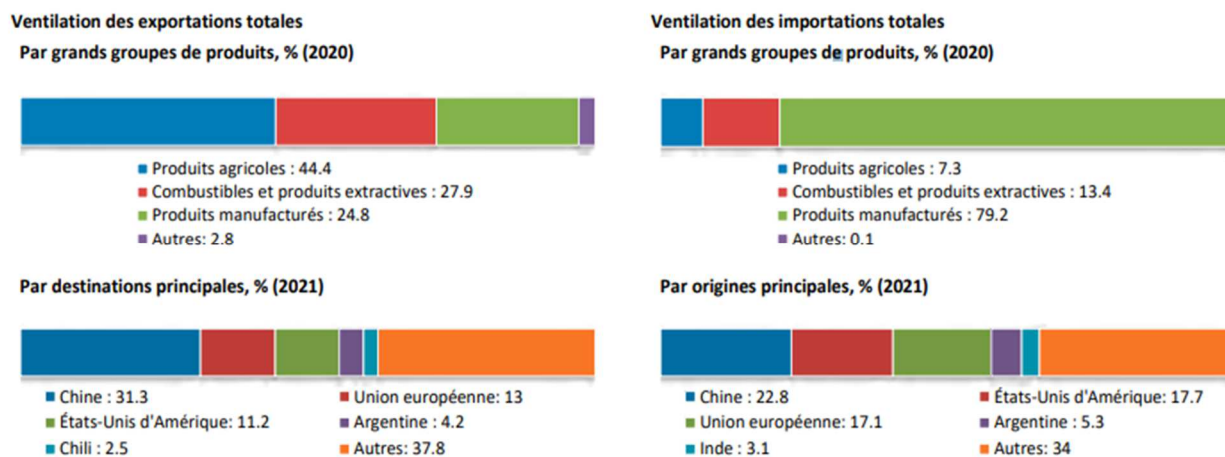
## Importance du commerce international

La forte reprise du commerce mondial en 2021 (après la pandémie de Covid-19) a permis au Brésil de relancer son commerce extérieur à la hausse de + 36 % en 2021 et + 21 % en 2022, établissant ainsi un record historique avec 607 milliards de \$ d'échanges commerciaux.

Les exportations sont surtout composées de produits primaires (agricoles et pétroliers) dont la demande s'est accrue dès 2021 en volume, impactant à la hausse les prix mondiaux.

Le Brésil importe en très grande majorité des produits manufacturés, avec une grande dépendance des échanges avec la Chine au niveau à la fois des exportations mais aussi des importations, puisque la Chine représente 31,3 % de la valeur de ses exportations et 22,8 % de ses importations.

**Figure 3 - Ventilation des flux par catégories et principaux pays partenaires du Brésil**

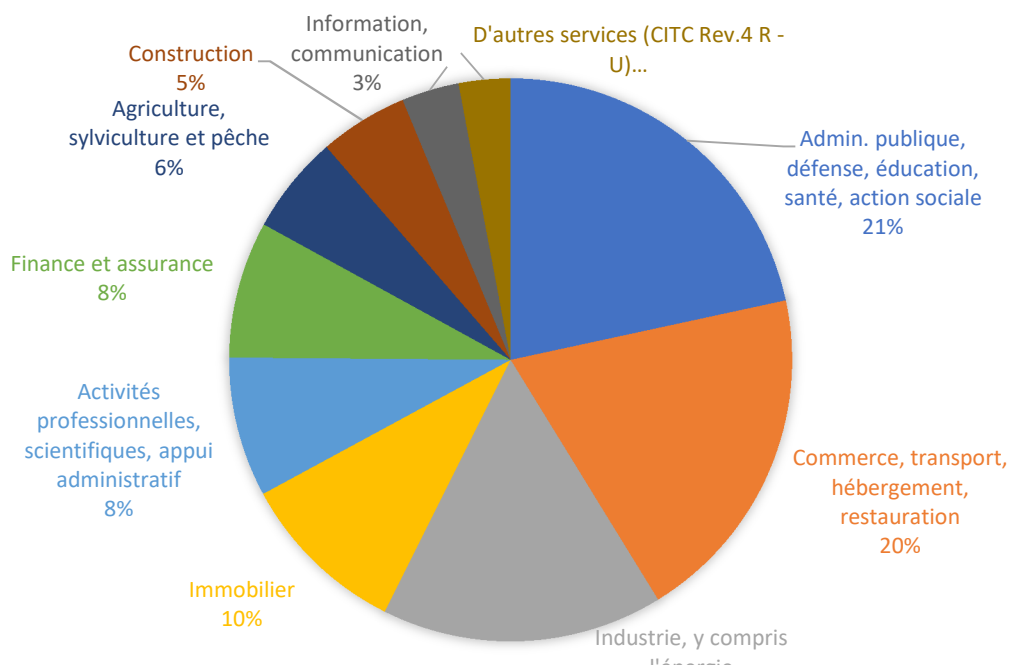


Source : OMC

## Principaux secteurs économiques

Les principaux secteurs économiques du pays sont le secteur tertiaire (environ 70 % du PIB) et le secteur secondaire (environ 21 %) (figure 4). L'agriculture ne représente qu'environ 6 % du PIB brésilien.

**Figure 4 - Structure économique du Brésil : part des secteurs d'activité dans la valeur ajoutée (en 2016)**



Source : OCDE

# CONTEXTE AGRICOLE DU PAYS

## Importance de l'agriculture dans le pays

L'agriculture brésilienne est très fortement duale, partagée entre l'agro-négoce (modèle issu du passé colonial de grandes propriétés concentrées sur les cultures d'exportation) et l'agriculture familiale. Selon les données du Ministère de l'Agriculture (2015) l'agro-négoce représente environ 800 000 exploitations, dont 165 000 (3,2 % des exploitations du pays) font plus de 500 ha et exploitent les 2/3 des terres arables brésiennes. On compte parmi elles 39 000 exploitations de plus de 2 000 ha qui exploitent 42,5 % des terres du pays. Ce sont elles qui dégagent les plus hauts revenus. Les petits et moyens producteurs représentent la masse restante avec 4,3 millions d'exploitations familiales, dont 3 millions font moins de 25 ha chacune et n'exploitent que 5,1 % de la surface agricole du pays. Sur ces 4,3 millions de producteurs, environ 450 000 sont bien insérés sur les marchés, 1,3 million dégagent un revenu suffisant pour s'insérer de manière durable dans le système économique, et 2,6 millions sont des agriculteurs pauvres, dont environ 1,5 million de très pauvres.

Le potentiel agronomique, les réserves de productivité, la disponibilité des surfaces, et les perspectives de croissance de la demande mondiale dans les prochaines années, font de l'augmentation de la production pour exporter l'objectif majeur de la politique agricole brésilienne depuis de nombreuses années. Même si les enjeux du changement climatique et l'attention portée sur la déforestation peuvent entraver cette volonté d'accroître la production agricole à visée d'export.

Les exportations totales s'élèvent à 281 milliards de dollars en 2021, les produits agricoles pesant pour 44,4 % (en 2020), on peut estimer que la valeur des exportations agricoles est autour de 125 milliards de dollars. La production principalement exportée est, de loin, le soja pour 39 milliards en 2021 (pour plus de 30 % en valeur des exportations). Viennent ensuite le sucre, les huiles de soja, puis les viandes (bovins et volailles chacun à des niveaux proches). Les importations en produits agricoles sont plus réduites, elles représentent 7,3 % des importations totales, avec en premier lieu le blé tendre (froment), puis le maïs, le malt, les vins et l'huile d'olive

**Figure 5 - Principaux produits agricoles exportés et importés**

Principaux produits exportés (Millions de \$EU)		Valeur 2021	Principaux produits importés (Millions de \$EU)		Valeur 2021
HS1201	Fèves de soja, même concassées	38 639	HS1001	Froment (blé) et méteil	1 851
HS1701	Sucres de canne ou de betterave	9 186	HS1005	Maïs	803
HS2304	Résidus solides de l'extraction de l'huile de soja	7 343	HS1107	Malt, même torréfié	773
HS0202	Viandes des animaux, l'espèce bovine, congelées	6 971	HS2204	Vins de raisins frais	498
HS0207	Viandes et abats comestibles de volailles	6 954	HS1509	Huile d'olive et ses fractions	452

Source : OMC

## Structure de l'agriculture au Brésil

On distingue 5 régions climatiques : le *Nord*, qui couvre la forêt amazonienne ; le *Nord-Est* zone semi-aride pauvre, qui fut sur la partie côtière le point de départ de la culture du sucre puis du coton, mais qui est désormais peu productive ; le *Centre-Ouest*, plateau central du Cerrado, où se sont rapidement développés depuis les années 70, l'élevage bovin et la culture du soja, mais aussi du maïs, du coton ou de l'eucalyptus ; le *Sud-Est*, bassin historique de production, prospère et diversifié, autour de São Paulo avec les productions de café, l'élevage et la canne à sucre ; et le *Sud*, fortement spécialisé dans la production de céréales, et les élevages de volailles (Parana, Santa Catalina et Rio Grande da Sul) et de porc.

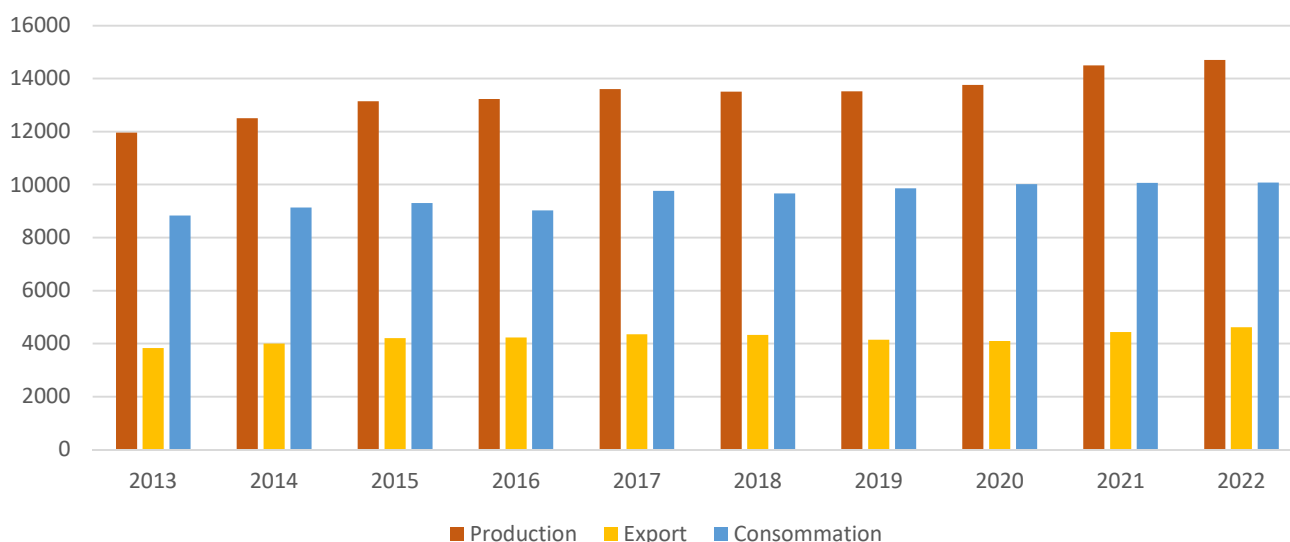
# STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE POULET CHAIR

## Filière poulet dominante

Le Brésil est le deuxième plus grand producteur de viande de poulet au monde avec 14,7 Mtéc en 2022, après les États-Unis, et le plus grand exportateur de viande de poulet au monde avec 4,6 Mtéc, soit plus de 30 % de sa production. Le Brésil importe des quantités négligeables (au maximum 5 000 tonnes par an).

Le poulet domine largement les autres productions en viande de volailles, à 99 %, la production de dinde pesant pour 1 % des volumes, à 162 000 tonnes en 2022 (dont 59 000 ont été exportées, soit 36 % de la production, en grande partie dans les pays voisins d'Amérique du Sud). Le canard et les autres espèces sont presque absentes, avec seulement 4 800 tonnes produites (dont 2 900 tonnes sont exportées essentiellement dans les pays limitrophes).

**Figure 6 - Évolution de la consommation et des exportations par rapport à la production brésilienne, en kTéc**



Source : ITAVI

Les disparités climatiques entre les différents États entraînent une forme de spécialisation dans les différentes productions. Comme évoqué ci-dessus, la principale zone productive pour l'aviculture se situe au Sud. Le premier État producteur de volailles est le Parana avec 35,5 % des abattages en 2020 (source MAPA), en constante progression (27,9 % en 2009, 31,3 % en 2014, 34,2 % en 2017). Il est nettement devant les deux autres états voisins plus au sud, les États de Santa Catarina et Rio Grande do Sul avec respectivement 14,9 % et 14,0 % des abattages nationaux, soit 64,4 % à eux trois. Parana pèse pour 40,2 % dans les exports brésiliens de poulet, Santa Catalina pour 23,4 % et Rio Grande do Sul pour 16,5 %, soit 80,1 % à eux trois. Par conséquent, la grande majorité des exploitations avicoles exportatrices sont concentrées dans ces 3 états du sud.

Si le Parana est le leader brésilien en production de volailles, il est le 2<sup>e</sup> état en porc, lait et œufs, et seulement 10<sup>ème</sup> (sur 27) en bovins. Il est aussi un État fortement productif en céréales : 1<sup>er</sup> sur l'orge, 2<sup>ème</sup> sur le maïs et le soja (source MAPA et Business France).

Pour l'ABPA (Association Brésilienne de Protéine Animale), cette spécialisation de la production au sud du Brésil « loin de l'Amazonie, sans relation avec le Nord du Brésil », confère à la production de poulet une image positive en termes d'impact sur l'environnement et permet de maintenir, dans l'opinion, l'image d'une production la plus durable.

La filière brésilienne est presque entièrement intégrée (90 à 95 % selon l'ABPA) et organisée autour de quelques grands groupes qui intègrent l'amont et l'aval permettant une harmonisation de la production en matière de traçabilité, assurant également efficacement l'approvisionnement en poussins, aliment et vaccins.

**Figure 7 - Principales entreprises brésiliennes de la filière poulet**

Groupe	Abattage annuel (en millions d'animaux)
JBS	4 436
Seara	2 044
BRF	1 670
Lar	308,8
Aurora Alimentos	288,5
Copacol	201
C Vale	154
Rio Branco Alimentos	100
Coopavel	49,3

Source : WATT Poultry, 2021

## Importance du commerce extérieur

Un tiers de la production brésilienne est exportée. Les exportations totales brésiliennes sont en constante augmentation depuis 2019, avec un léger tassement en 2020 au moment de la pandémie de Covid-19. Elles ont augmenté de 8 % entre 2021 et 2020, et de 4 % entre 2022 et 2021 (+11 % entre 2019 et 2022). Cette progression renforce la place du Brésil comme leader du commerce mondial de poulet de chair. Les principaux clients du Brésil sont la Chine (même si les volumes se réduisent après une forte augmentation en 2020 et 2021), le Japon (dépassé par les Émirats Arabes Unis en 2022 qui n'étaient qu'en 4<sup>e</sup> position en 2019), l'Arabie Saoudite (en diminution), l'Afrique du Sud et les Philippines. L'UE-27 n'est qu'en 7<sup>ème</sup> position et représente 4 à 5 % des volumes exportés.

**Figure 8 - Évolution des exportations brésiliennes par principales destinations, en téc**

Brésil	2019	2020	2021	2022
<b>Total général</b>	<b>4 151 340</b>	<b>4 100 919</b>	<b>4 439 514</b>	<b>4 621 279</b>
dont Chine	590 463	672 661	639 245	539 682
Émirats arabes unis	345 395	302 962	389 291	443 518
Japon	426 849	408 263	446 347	418 147
Arabie saoudite	472 934	467 516	353 570	340 127
Afrique du Sud	273 553	261 667	296 478	283 644
Philippines	63 360	59 799	168 001	245 247
<b>UE-27</b>	<b>168 906</b>	<b>165 426</b>	<b>186 248</b>	<b>229 854</b>

Source : Douanes

L'ABPA rappelle que le Brésil réussit à optimiser les équilibres matières entre ses différents circuits d'export. Les découpes représentent la grande majorité (72 %) des exportations brésiliennes, quasiment pour moitié vers l'Asie (48,5 % en 2022), le reste vers les autres continents pour 15 % chacun (sauf l'Europe à environ 5 %).

Les flux vers l'UE-27 sont en majorité plutôt sous forme de volaille saumurée (54 % des volumes en 2022), de découpes de poulet congelées (31 %) et de préparations (14 %). La viande saumurée, qui représente 3,7 % des exports, est à 73 % destinée à l'UE-27 et à 25 % vers d'autres pays européens (essentiellement le Royaume-Uni) soit ensemble 98 % des volumes. Les préparations, même si elles ne représentent que 2,5 % des exportations brésiliennes, sont à environ 70 % écoulées vers l'Europe (UE-27 et autres pays Européens). Très peu de carcasses sont expédiées vers l'UE-27, alors que 80 % des carcasses congelées exportées par le Brésil sont à destination des pays du Moyen-Orient (Émirats Arabes Unis, Arabie Saoudite, Yémen, Koweït, Qatar, Oman), de l'Égypte et de la Libye.

Le Brésil continue en 2022 de maintenir son statut de pays indemne d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) dans ses installations commerciales. L'ABPA est consciente que « l'absence de cas d'IAHP est un avantage décisif dans le commerce international de poulet. Le MAPA (Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage brésilien) a augmenté le nombre de tests pour assurer la surveillance, à hauteur de 40 000 prélèvements réalisés pendant 6 mois en 2022 ».

## La consommation de volaille

Les deux tiers de la production nationale brésilienne sont à destination du marché intérieur. La viande de volaille est la plus consommée au Brésil, à 45,2 kg/an/hab en 2022. Les autres viandes se situent nettement en dessous. La viande bovine est de plus en plus perçue comme un « produit de luxe » par les consommateurs, selon les experts<sup>4</sup> brésiliens interrogés. Elle est en décroissance constante sur les 20 dernières années, pour atteindre 24,2 kg/an/hab en 2021. La viande de porc est en progression pour atteindre 18,0 kg/an/hab en 2022 (contre 15 kg/an/hab en 2015).

La viande de volaille est donc la principale source protéique carnée pour une population en grande majorité à faible revenu. Par conséquent, les experts interrogés confirment le peu d'intérêt de la société brésilienne sur les questions d'impact environnemental et de respect du bien-être animal quand la principale préoccupation pour les pouvoirs publics reste la sécurité alimentaire et pour les ménages nourrir leur famille. Le prochain sujet de discussion selon l'ABPA pourrait être la fin de l'élevage en cage, mais ce n'est pas encore à l'ordre du jour.

## Faits principaux

Même si le Brésil est le principal exportateur de poulet dans le monde, sa production reste pour les deux tiers à destination du marché intérieur. D'après les experts, la concentration des élevages au sud « sous d'excellentes conditions climatiques favorables à la production avicole et du reste des maillons de la filière est un avantage important. Selon les experts, le fait d'être éloigné de plus de 2000 km de l'Amazonie, qui est au Nord-Ouest « préserve l'image positive de la production de poulet auprès de l'opinion ».

---

<sup>4</sup>La mention expert fait référence à des experts professionnels des filières avicoles pouvant être des opérateurs économiques, représentants interprofessionnels ou scientifiques experts des filières avicoles et/ou des experts Business France interrogés par l'Itavi entre septembre 2022 et juin 2023

La facilité d'accès aux ressources naturelles et aux matières premières, avec des structures intégrées et productives de très grande capacité héritées de l'histoire coloniale, expliquent la bonne position et la compétitivité du Brésil dans le commerce international de poulet.

Les experts ajoutent que l'IAHP (Influenza Aviaire Hautement Pathogène) qui a touché les autres pays concurrents ces dernières années mais a épargné le Brésil lui a permis de renforcer sa position. Cependant, même si le discours des experts brésiliens interrogés est optimiste, la survenue du virus dans les élevages serait selon eux « une catastrophe » à la fois pour la sécurité alimentaire des populations et pour l'économie du Brésil en général, l'agriculture étant le principal secteur exportateur (et la volaille représentant 6,8 milliards de dollars en 2021). Ainsi, le niveau de surveillance est très élevé pour intervenir au plus vite en cas de détection du virus.

L'ABPA souligne l'effet de l'inflation sur les coûts de production à travers l'explosion du prix des matières premières, amplifiée par les spéculations sur les marchés, qui ont fortement augmenté dans le pays (sans toutefois avancer de chiffre précis actualisé). Cependant, les experts restent optimistes dans la compétitivité globale du poulet brésilien par « la complémentarité des demandes et la capacité prouvée des exportateurs brésiliens à pouvoir répondre favorablement aux 143 pays clients, en mettant à leur disposition ce dont ils ont besoin : des carcasses entières vers le Moyen-Orient, et des produits suivant les recommandations EFSA pour le consommateur européen ». L'ABPA ajoute que le Brésil « aide le consommateur européen en lui proposant des bons produits à faible coût ».

L'ABPA exprime un discours optimiste et offensif sur la capacité du Brésil à relever tous les défis : « si l'Europe décide de mettre en place une législation plus exigeante, le Brésil sera en mesure de répondre, grâce à notre expertise, nous nous conformerons à toutes les exigences. Nous n'avons pas peur, tandis que les Européens ne peuvent pas s'adapter aussi vite car c'est souvent trop cher pour eux ! ». Les experts ajoutent que « le Brésil doit se conformer aux réglementations de plus de 100 pays dans le monde. Ces lois sont considérées comme des mesures protectionnistes, et nous sommes confrontés à ce problème tout le temps, mais le Brésil travaille dessus, même si nous n'aimons pas cela ».



# 6. ROYAUME-UNI

## CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### Description générale de la situation macroéconomique du pays

Le Royaume-Uni est situé en Europe de l'Ouest (figure 1). Sa population est de 67,3 millions d'habitants et la capitale est Londres, seconde place financière au monde après New York.

Figure 1 : Carte du Royaume-Uni



Source : Universalis

Depuis la sécession de l'Irlande du Sud en 1922, le Royaume-Uni est composé de quatre nations constitutives : l'Angleterre, l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord. Berceau de la révolution industrielle, le pays fut la première puissance mondiale durant la majeure partie du XIXe siècle. Aujourd'hui le pays est la cinquième puissance mondiale par son PIB nominal (2 640 milliards de dollars).

Le PIB par habitant est de 39 230 \$ en 2020, supérieur à la moyenne européenne (28 250 \$), valeur qui a augmenté de 39 % depuis les années 2000. La population rurale représente 16% de la population totale. Le taux de chômage était, quant à lui, de 5,4 % en 2020. Cette valeur a beaucoup fluctué ces dernières années, passant de 10,4 % en 1993 à 4,5 % en 2005, suivi d'une nouvelle augmentation après la crise de 2008, pour atteindre 8,1 % en 2011. Le taux d'inflation a été de 0,8 % en 2020.

La monnaie du Royaume-Uni est la livre sterling (£). Le taux de change fluctue autour d'une moyenne à 0,867 £ pour 1 euro depuis 2016 et le vote en faveur du Brexit, alors que la livre sterling était plus forte en 2014-2015.

Figure 2 : Parité euro/livre sterling entre 2012 et 2022



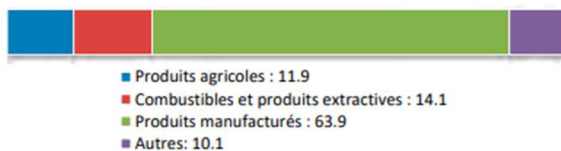
Source : Boursorama

## Importance du commerce international

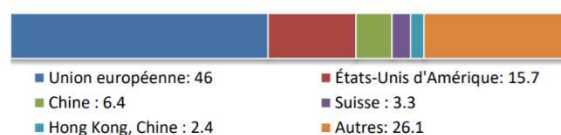
Le Royaume-Uni est membre du Commonwealth, du Conseil de l'Europe, du G7, du G20, de l'OTAN, de l'OCDE, de l'OMC, et membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies depuis 1946. Le pays a adhéré en 1973 à la CEE, devenue Union européenne, puis en est sorti le 1er février 2020 à la suite du Brexit voté lors du référendum du 23 juin 2016. Le Royaume-Uni est 2<sup>ème</sup> mondial au niveau des exportations de services commerciaux (derrière les États-Unis) mais 14<sup>ème</sup> pour les exportations de marchandises.

Figure 2 : Composition des importations et des exportations de marchandises au Royaume-Uni en 2020 et différentes destinations en 2019 et 2021

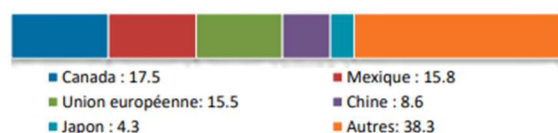
### Ventilation des exportations totales Par grands groupes de produits, % (2020)



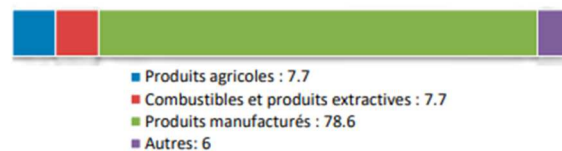
### Par destinations principales, % (2019)



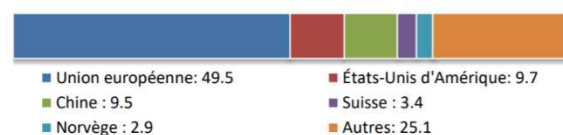
### Par destinations principales, % (2021)



### Ventilation des importations totales Par grands groupes de produits, % (2020)



### Par origines principales, % (2019)



### Par origines principales, % (2021)



Source : OCM

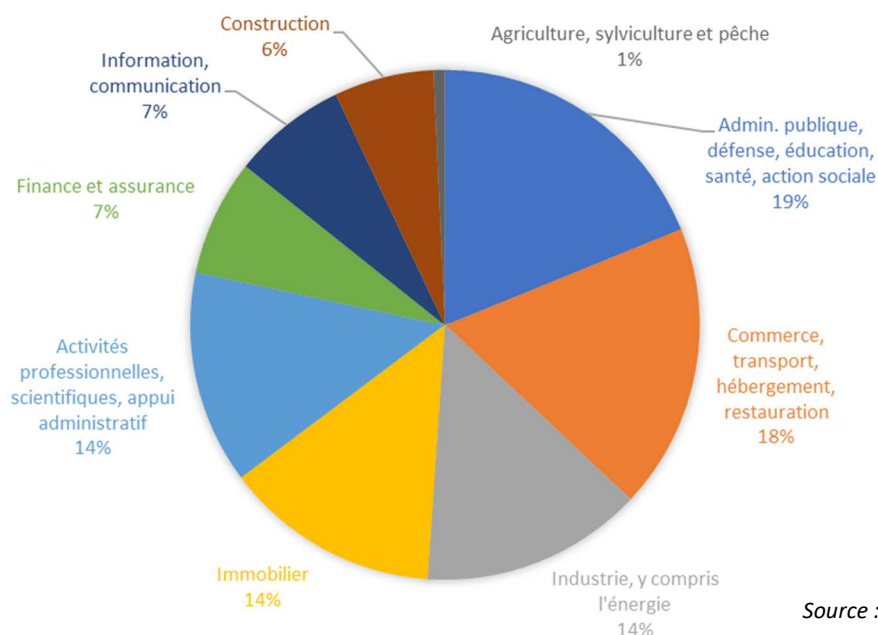
Les exportations de biens et de services représentent 2 526 milliards de dollars en 2021 et les importations représentent 3 460 milliards de dollars. Le Royaume-Uni est donc déficitaire en valeur. Ses principaux partenaires à l'exportation et à l'importation, avant le Brexit, étaient les pays de l'Union européenne (pour 46 % et 49,5 % respectivement), les États-Unis et la Chine (figure 3). En 2021, après le Brexit, les équilibres commerciaux ont changé, le premier partenaire est désormais la Chine, l'UE passant au deuxième rang et reculant nettement en part des échanges à 15,5 % des imports et 17,1 % des exports. Les principaux produits exportés sont les combustibles (huiles brutes de pétrole, gaz) pour une valeur conjointe d'environ 220 milliards de dollars viennent ensuite les voitures de tourisme et les circuits électroniques à 55 et 53 milliards respectivement. Au niveau des importations de marchandises, les principaux produits sont les voitures de tourisme, les combustibles (huiles de pétrole à hauteur de 138 milliards) mais également les machines automatiques, les appareils de radiotéléphonie et les médicaments.

Les services exportés se concentrent surtout sur les services aux entreprises (218 milliards de dollars en 2021) et les services financiers (175 milliards de dollars).

## Principaux secteurs économiques

Les principaux secteurs économiques du pays sont le secteur des services (71,3 % du PIB) et de l'industrie (17,4 %) (figure 4). L'agriculture ne représente que 0,6 % du PIB britannique (moins de 1 %).

**Figure 4 : Structure économique du pays : part de la valeur ajoutée réelle (en %, 2018)**



Source : OCDE

## CONTEXTE AGRICOLE DU PAYS

### Importance du marché agricole

#### Importance de l'agriculture dans le pays

La surface agricole du Royaume-Uni est de 17,5 millions d'hectares en 2019 (soit 71 % de la surface totale du pays), dont 6,2 Mha de surfaces arables. La production agricole annuelle représente 27,3 milliards de livres. La contribution de l'agriculture à l'économie nationale est inférieure à 1 % et sa part dans l'emploi atteint 1,45 % de la population active en 2019. La répartition de la production agricole en valeur est hétérogène selon les régions, avec l'Angleterre qui est le plus grand contributeur (75 % de la production en valeur), puis l'Ecosse (14 %), l'Irlande du Nord (5,5 %) et le Pays de Galles (4,9 %). Le secteur de l'agroalimentaire du pays a réalisé un CA total de 120 milliards de livres, ce qui représente 6,3 % du PIB national.

Le nombre d'exploitations agricoles est de 219 000 en 2019, soit 3,3 % de plus qu'en 2014, avec une superficie moyenne de 80,7 hectares. De plus, la superficie totale des exploitations a augmenté de 2,3 % et la superficie moyenne de toutes les exploitations a diminué de 1,0 % entre 2014 et 2019.

Les exportations agricoles britanniques atteignent 28 milliards de dollars en 2021 et les importations représentent 64 milliards de dollars. Le Royaume-Uni est le 5<sup>e</sup> importateur et le 10<sup>e</sup> exportateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires. Le pays est importateur net, son déficit commercial en produits agricoles et agroalimentaires s'élève à 36 Milliards de \$ en 2021 (contre 32 milliards de \$ en 2019). Comme pour sa balance commerciale totale, le Royaume-Uni est déficitaire en valeur pour le commerce de produits agricoles.

Les principaux produits exportés sont les boissons alcoolisées (le whisky principalement, pour plus de 25 % en volumes), les céréales et produits dérivés, les viandes, le poisson et les produits laitiers et les œufs (figure 5).

Figure 5 : Principaux produits agricoles exportés (à gauche) et importés (à droite) en 2021 au Royaume-Uni

Principaux produits exportés (Millions de \$EU)		Valeur 2021	Principaux produits importés (Millions de \$EU)		Valeur 2021
HS2208	Alcool, titre alcoométrique volumique de <80%	7 673	HS2204	Vins de raisins frais	4 828
HS2106	Autres préparations alimentaires	1 668	HS1905	Produits de la boulangerie, pâtisserie, biscuiterie	2 885
HS1905	Produits de la boulangerie, pâtisserie, biscuiterie	1 172	HS1806	Chocolat et autres aliments contenant du cacao	2 375
HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	1 160	HS1602	Autres préparations et conserves de viande	2 141
HS1806	Chocolat et autres aliments contenant du cacao	1 024	HS0406	Fromages et caillebotte	2 014

Source : OMC

Au niveau des importations, les principaux produits sont le vin, les produits de boulangerie, le chocolat, les préparations avec de la viande, et les fromages (figure 5). Pour les importations, les produits agricoles proviennent principalement des pays européens (vin et produits de boulangerie) et ceux du Commonwealth (pour le chocolat).

#### Structure de l'agriculture au Royaume-Uni

Le secteur agricole britannique est hautement mécanisé et concentré. Les exploitations de plus de 100 ha représentent une exploitation sur cinq et exploitent près des trois quarts de la SAU du pays. Leur taille moyenne est de 305 ha. L'espace agricole britannique est majoritairement orienté vers les productions animales (principalement le lait et les viandes bovine et ovine). Géographiquement, l'Est du pays est dominé par les cultures alors que l'Ouest est davantage tourné vers l'élevage.

Le secteur des productions animales a été marqué par de nombreuses grandes crises sanitaires lors des deux décennies passées (encéphalite spongiforme bovine et fièvre aphteuse). En raison de ces nombreuses crises, le cheptel bovin viande diminue. En revanche, le cheptel laitier, et donc la production laitière, augmente. Depuis 2010, les cheptels ovins et volailles montrent également une amélioration.

Les productions végétales sont pour l'essentiel des céréales (38 % en valeur), en particulier le blé et l'orge, la betterave à sucre, les légumes (13 %), les fleurs (12,6 %), le colza (7 %) et les pommes de terre (7 %). La production de vin, avec une superficie de 2 000 ha est en progression.

## Importance du marché avicole

### La production avicole britannique

La production de volaille représente 1,84 million de TEC en 2020, soit une diminution de 2,9 % par rapport à 2019. Cette diminution n'est pas représentative de l'évolution de la production britannique qui connaît un taux d'accroissement annuel moyen de +1,65 %. De plus, le nombre d'abattage est égal à la production : toute la production de volaille du pays est abattue dans des structures britanniques.

### Le commerce de volaille au Royaume-Uni

En 2020, les exportations de viande de volailles représentaient 434 000 TEC dont 94 % de poulet de chair et 4 % de viande de dinde. Les importations s'élèvent à 768 000 TEC dont 94 % de poulet de chair, 4 % de viande de dinde et 1% de viande de canard.

Si à la suite du Brexit les importations ont diminué depuis l'UE elles se sont de nouveau intensifiées en 2022, principalement depuis la Pologne et les Pays-Bas. Après un recul à 66 %, les importations proviennent à 71 % de l'Union européenne (contre 82 % en 2022). Parmi les pays tiers, la Thaïlande et le Brésil dominent mais on voit émerger des nouveaux flux d'Ukraine et de Chine (tableau 1).

**Tableau 1 – Principales origines des importations de poulet au Royaume-Uni de 2019 à 2022**

1000 tec	2019	2020	2021	2022
<b>Total général</b>	<b>756 566</b>	<b>742 356</b>	<b>705 025</b>	<b>926 191</b>
<b>Pays Tiers</b>	<b>134 905</b>	<b>217 303</b>	<b>236 504</b>	<b>265 102</b>
dont Thaïlande	61 424	119 420	110 623	134 703
Brésil	58 739	86 060	114 325	101 535
Ukraine	318	371	2 971	12 715
Chine	2 770	4 945	5 516	12 567
<b>UE-27</b>	<b>621 661</b>	<b>525 053</b>	<b>468 521</b>	<b>661 089</b>
dont Pologne	157 683	166 096	167 451	252 199
Pays-Bas	250 238	196 245	145 727	239 118
Allemagne	44 738	42 393	36 848	43 167
France	30 646	18 226	17 830	14 828

Source : Douanes

Si les importations se sont stabilisées (avec un pic en 2022 pour répondre à une consommation intérieure importante que la production n'a pas pu fournir du fait de l'épisode IAHP 2021-2022), les exportations ont quant à elles baissé entre 2020 et 2022. D'une part, les flux vers l'UE ont fortement diminué à la suite du Brexit (- 23 % entre 2020 et 2021 et -26 % entre 2021 et 2022), avec des baisses qui ont touché l'ensemble des pays partenaires : Pays-Bas (- 42 % entre 2020 et 2022), Irlande (- 11 %), France (- 37 %), Allemagne (- 11 %), Belgique (- 57 %) et Espagne (- 53 %). Les exportations vers les pays tiers ont considérablement changé, s'orientant davantage vers l'Afrique, au détriment des partenaires historiques en Asie et Océanie qui ont fermé leurs marchés suite à l'IAHP.

Tableau 2 – Principales destinations des exportations de poulet du Royaume-Uni de 2019 à 2022

1000 tec	2019	2020	2021	2022
<b>Total général</b>	<b>368 387</b>	<b>404 660</b>	<b>332 909</b>	<b>249 231</b>
<b>Pays Tiers</b>	<b>107 952</b>	<b>97 021</b>	<b>94 199</b>	<b>71 451</b>
dont Ghana	2 593	5 522	15 804	13 729
Bénin	8 167	8 606	9 899	12 625
Gabon	6 687	7 199	9 543	7 219
Angola	12 274	9 286	7 047	4 885
Hong Kong	12 185	9 564	3 341	991
Philippines	9 966	11 067	400	49
<b>UE-27</b>	<b>260 435</b>	<b>307 639</b>	<b>238 710</b>	<b>177 781</b>
dont Pays-Bas	117 776	161 625	134 492	94 354
Irlande	36 936	31 416	23 267	27 874
France	23 493	22 736	13 761	14 371
Allemagne	19 678	16 035	10 044	14 256
Belgique	18 112	29 242	39 213	12 716
Espagne	12 611	14 752	4 677	6 976

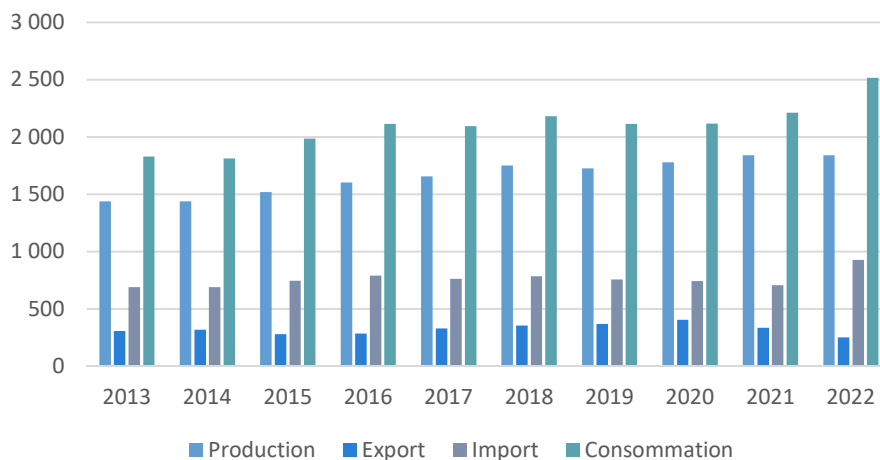
Source : Douanes

## La consommation de volaille

La volaille est la viande la plus consommée au Royaume-Uni. En 2020, la consommation de volaille par habitant est de 32,7 kg par an dont 29 kg de poulet de chair, 2,2 kg de dinde et 0,4 kg de canards. Cette valeur est très supérieure à la moyenne européenne (23,2 kg/hab/an de volaille), faisant du Royaume-Uni l'un des plus grands consommateurs de volaille par personne après l'Espagne et le Portugal. En 2022, la consommation de poulet est passée à 37 kg sous l'effet de la très forte inflation subie au Royaume-Uni qui a rabattu la demande en viande vers la volaille.

Les principaux produits consommés sont les produits élaborés et les produits découpés, car les consommateurs sont à la recherche d'une praticité de leur achat. Selon les experts<sup>5</sup> interrogés, une tendance à la différenciation commence à s'affirmer au Royaume-Uni avec le développement de cahiers des charges bien-être (15 %) et des productions plein air et bio (5 %). La consommation de viande de volaille dans le pays est supérieure à la production britannique (figure 6).

Figure 6 : Comparaison de la production, des échanges commerciaux et de la consommation de poulet britannique (en ktéc)



Source : ITAVI

<sup>5</sup> La mention expert fait référence à des experts professionnels des filières avicoles pouvant être des opérateurs économiques, représentants interprofessionnels ou scientifiques experts des filières avicoles et/ou des experts Business France interrogés par l'Itavi entre septembre 2022 et juin 2023

## STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE POULET DE CHAIR

### Présentation générale de la filière poulet de chair du pays et répartition géographique

#### La production de poulet de chair au Royaume-Uni

La production de poulet est de 1,84 million TEC en 2022. Avant le Brexit, le pays était le second producteur de poulet de l'Union Européenne (derrière la Pologne). La consommation est supérieure à la production (tableau 3 et figure 6).

Le solde commercial est négatif avec plus d'importations que d'exportations. Les importations de préparations de poulet proviennent principalement de Thaïlande et du Brésil, avec des coûts plus faibles que les produits transformés européens.

Les exportations ont progressé entre 2015 et 2019 (+ 32 %), cependant le Brexit a provoqué une cassure des échanges avec l'UE et l'IAHP a fermé les marchés asiatiques historiques (Hong Kong et Philippines).

La production a suivi la hausse de la consommation excepté le cas spécifique de 2022 (IAHP).

**Tableau 3 : Production de poulet chair au Royaume-Uni de 2015 à 2022**

1 000 téc	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022 vs 2015
Production	1 518	1 604	1 656	1 750	1 725	1 779	1 841	1 840	21%
Export	278	282	327	353	368	405	333	249	-10%
Import	744	788	762	784	757	742	705	926	24%
Consommation	1 987	2 114	2 094	2 181	2 114	2 117	2 213	2 517	27%
Auto-suffisance	77%	76%	79%	80%	82%	84%	83%	73%	-4%

Source : ITAVI

#### Présentation des exploitations types

Il y a 1 550 exploitations productrices de poulets de chair en 2017 dont 320 ont un effectif de moins 100 animaux et 540 ont un effectif de plus de 50 000 animaux. La capacité moyenne des élevages britanniques est de 90 000 têtes, avec une surface moyenne de 4 300 m<sup>2</sup>. Les ateliers britanniques sont parmi les plus grands d'Europe avec ceux des Pays-Bas et de l'Allemagne. On notera que 56 % des élevages sont spécialisés en poulet de chair et que 40 % des exploitations sont totalement hors sol (SAU nulle).

#### Répartition géographique de la production

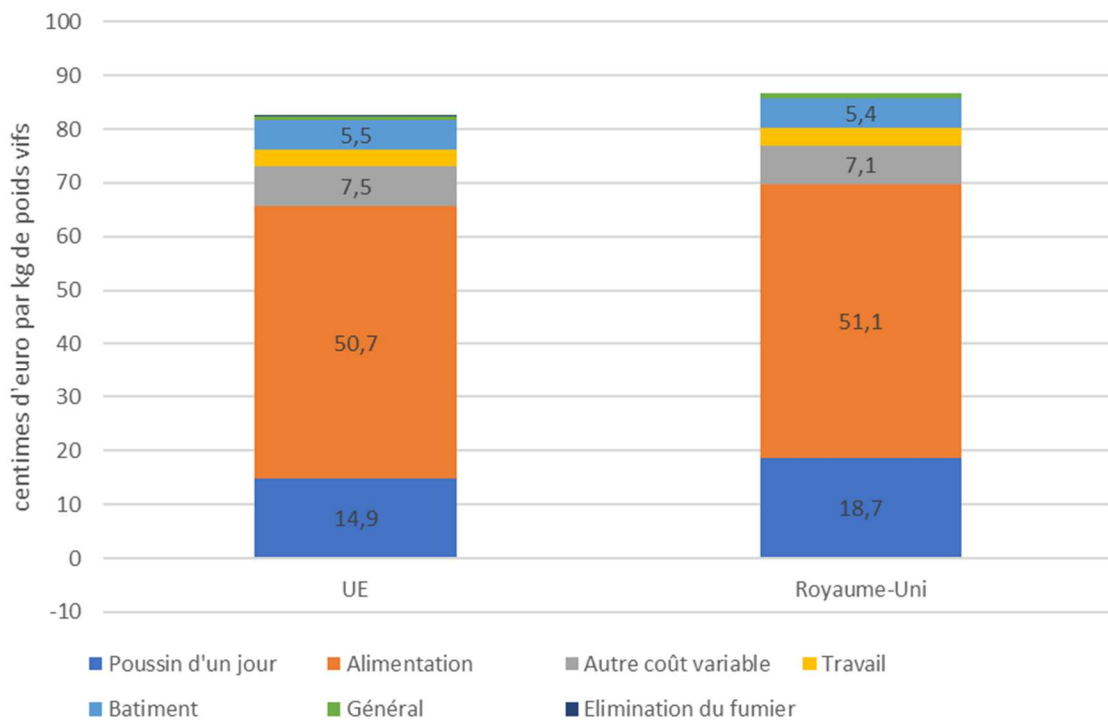
La production de poulet de chair est présente sur tout le territoire britannique. La façade Est de l'Angleterre (Midlands de l'Est, York et Humber) concentre 42,5 % de la production de poulets. Les Midlands de l'Ouest, l'Irlande du Nord et le Sud-Ouest sont aussi d'importantes régions productrices. En revanche, l'Ecosse et le Pays de Galles sont des régions avec peu de production de volailles.

Il existe des spécificités régionales en termes de taille d'élevages. Ainsi, les élevages du centre du pays et de l'Est ont une taille moyenne d'environ 120 000 places alors que les élevages alternatifs d'Irlande du Nord et du Sud-Ouest accueillent en moyenne 40 000 poulets de chair.

## Les coûts de production

Les coûts de production du poulet de chair au Royaume-Uni est de 0,87 €/kg de poids vif, supérieur à la moyenne européenne (0,83 €/kg de poids vif). Les coûts de l'alimentation, le prix des poussins d'un jour et le coût du travail sont en effet plus élevés que la moyenne de l'UE (figure 8). En revanche, les élevages britanniques présentent des autres coûts variables et des coûts de bâtiment plus faibles.

Figure 8 : Coûts de production du poulet de chair dans l'Union Européenne et au Royaume-Uni (2017)



Source: Wageningen Economic Research, 2019, Competitiveness of the EU poultry meat sector

## Organisation de la filière et structuration des différents maillons

### Organisation de la filière

La filière britannique est celle où la concentration des acteurs est la plus forte en Europe (deux entreprises assurent 65 % de la production de poulets et deux entreprises assurent 85 % de la production de dinde). De plus, la filière britannique apparaît comme l'une des plus intégrées verticalement. La filière de volaille de chair britannique est organisée autour de trois systèmes différents :

- Une intégration totale des entreprises (40 % de la production britannique) : les groupes d'abattages et de transformations détiennent les couvoirs, les élevages de multiplicateurs, les usines de fabrication d'aliments et les élevages de poulets de chair. Les éleveurs sont salariés de l'entreprise.
- Une intégration partielle (40 % de la production) : l'entreprise possède tous les maillons de la chaîne hormis celui de l'élevage. L'entreprise contractualise avec les éleveurs.



- Les éleveurs indépendants (20 % de la production) : ces éleveurs sont positionnés sur des marchés spécifiques tels que l'export pour pays tiers, les grossistes, la grande distribution, les marchés spécialisés... Ce sont principalement des élevages de grande taille.

Le conseil Britannique de la volaille (*British Poultry Concil - BCP*) est l'organisme qui représente l'ensemble des entreprises de la filière. *BCP* travaille sur la communication auprès du public, les relations avec les pouvoirs publics, la diffusion au sein des filières des nouvelles réglementations et les discussions techniques. De plus, les agriculteurs sous contrat dépendent de la branche avicole de l'Union Nationale des Agriculteurs (*National Farmers' Union-NFU*), qui est l'un des principaux syndicats agricoles britanniques.

## Organisation des maillons de la filière

### ✦ Les fabricants d'aliments

La plupart des entreprises d'abattage et de transformation de volaille britanniques possèdent leurs propres usines d'aliments, comme *Moy Park*, *Faccenda*, *Cargill Meats Europe*... Certains groupes peuvent tout de même s'approvisionner afin de compléter leurs besoins auprès de fabricants indépendants. Par exemple, le leader britannique *Two Sisters* s'approvisionne auprès de fabricants d'aliments indépendants.

### ✦ Les couvoirs

Les six principaux couvoirs britanniques ont une capacité de 1,35 million de poussins par semaine. En 2012, la production de poussin de chair était de 918 millions. Comme pour la fabrication d'aliments, la plupart des entreprises d'abattages et de transformation possède leurs propres couvoirs. De même que précédemment, le leader *Two Sisters* (cf. tableau 4) fait exception avec des poussins élevés dans des couvoirs indépendants (*PD Hook*).

### ✦ Les abattoirs et les ateliers de découpes

Les orientations de la filière sont décidées par les groupes d'abattages et les ateliers de découpes qui sont pour la plupart intégrés. Les principaux groupes présents au Royaume-Uni sont présentés dans le tableau 4.

**Tableau 4 : principales entreprises britanniques de volailles de chair**

Groupe	Abattages annuels (en millions d'animaux)
<b>2 Sisters Food Group</b>	525
<b>Moy Park Ltd.</b>	312
<b>Avara</b>	234
<b>Cargill Meats Europe</b>	144
<b>Chesterfield Poultry</b>	114
<b>Cranswick</b>	59

Source : *WATT Poultry 2021*

Le leader *2 Sisters Food Group* a un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de livres. Il produit environ un tiers de tous les produits de volaille consommés chaque jour au Royaume-Uni. L'entreprise emploie 15 000 personnes, possède environ 40 usines de transformation dans le pays et 700 exploitations agricoles au Royaume-Uni. Le groupe est présent dans plusieurs pays notamment dans les Pays-Bas et en Pologne avec des activités de transformation en surgelé et en plats préparés.

## Faits marquants

Le principal fait marquant est le vote de la sortie du Royaume-Uni de l'UE à travers le référendum du 23 juin 2016. Après de longues négociations, le Brexit est effectif depuis le 1<sup>er</sup> février 2020. Selon les experts, l'issue du vote (oui au Brexit) n'était pas prévue, les modalités de son application non plus. En grande partie, les éléments de la réglementation UE sont maintenus, la volonté exprimée au moment du référendum était une autre orientation des fonds publics vers plus d'équipements, plus d'ambition sur l'impact carbone des décisions. Au niveau agricole, les nouvelles réglementations paraissent répondre aux nombreuses doléances des agriculteurs, avec moins de contraintes.

Un autre effet du Brexit souligné par les experts est l'entrave à la circulation des personnes, la main d'œuvre dans la filière volaille étant composée à 60 % par des travailleurs d'Europe de l'Est, il n'est pas possible de les remplacer par des travailleurs britanniques sans une augmentation radicale des coûts de production.

Les experts interrogés ajoutent que le Bien-Être Animal (BEA) a été très utilisé politiquement pour justifier le Brexit, comme une mesure protectionniste et une « clause miroir à imposer à l'extérieur » : « les règles européennes étaient vues comme pas assez exigeantes, pas assez protectionnistes, entraînant le risque d'une ouverture à des produits extérieurs de moindre qualité ». Les prochains mécanismes d'aide pourraient aller en faveur du BEA, avec le financement de caméras en abattoirs pour surveiller les pratiques. Concernant le transport, le sujet semble moins sensible, les experts mettent en avant un faible taux de contrôles.

L'IAHP a eu un effet important sur la production, mais les experts manifestent une plus grande inquiétude sur les conséquences de moyen et long terme du Brexit sur la compétitivité de la filière avicole britannique.

L'une des principales faiblesses de la filière avicole britannique est la forte dépendance aux importations, comme évoqué dans les données présentées plus haut. La consommation de volaille se fait principalement sous forme de produits très transformés à bas prix, provenant principalement de pays tiers très compétitifs (Brésil et Thaïlande).

# 7. THAÏLANDE

## CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### Description générale de la situation macroéconomique du pays

La Thaïlande a une surface de 513 120 km<sup>2</sup> et est découpée administrativement en 76 provinces. La population s'élève à 70,08 millions d'habitants en 2022 (source ONU). La principale religion est le bouddhisme (à plus de 94 %) ; l'islam (4 %) et le christianisme (1 %) sont très minoritaires (source : PNUD).

Figure 1 – Carte de la Thaïlande



Source : [www.universalis.fr](http://www.universalis.fr)

Le PIB de la Thaïlande s'élève à 513 milliards de dollars (2021) soit un PIB/habitant de 7439 dollars. Le taux de chômage est faible, à 1,4 % (2021).

La Thaïlande est la deuxième économie d'Asie du Sud-Est. Le pays a connu en 2020 une récession de l'ordre de 6,1 %, en raison du Covid-19 qui a entraîné l'arrêt du tourisme international et la chute des exportations de produits manufacturés. En 2021, il a renoué avec une croissance positive (1,5 %) confirmée en 2022 (2,8 %).

Les services représentent 58,3 % du PIB, dont le tourisme qui pèse pour 20 % du PIB. L'industrie représente 33,1 % tandis que l'agriculture pèse pour 8,6 % (2020).

La Thaïlande souhaite devenir une économie développée et engage une transformation pour atteindre cet objectif. Elle s'engage dans un processus de transition dans différents domaines (politique, démographique, géostratégique et économique) mais elle doit faire face au vieillissement de sa population, rénover son système éducatif et rééquilibrer son économie vers la consommation intérieure. Sont cités deux grands plans stratégiques, l'un visant à l'amélioration des infrastructures de transport pour fluidifier les flux dans le pays et faciliter les échanges avec les pays voisins ; l'autre plan « Thaïlande 4.0 » a pour objectif la modernisation économique en engageant une montée de gamme des produits pour créer davantage de valeur ajoutée (sources : Ministère des Affaires Étrangères, OMC).

Le PIB par habitant thaïlandais reste faible par rapport aux pays développés, ce qui a un impact sur les filières volailles thaïlandaises. La plupart des habitants cherchent à acheter les produits de volaille standard, tandis que le tourisme international stimule la consommation intérieure de volaille de haute qualité (biologique ou labellisée).

La monnaie thaïlandaise est le Baht dont la parité pour 1 euro fluctue autour de 38 THB depuis 2012, avec une pointe autour de 45 THB en 2014 en faveur de l'euro, un creux en fin d'année 2019 et un retour à 38 THB en 2022.

Figure 2 – Parité euro/Baht entre 2012 et 2022



Source : Boursorama

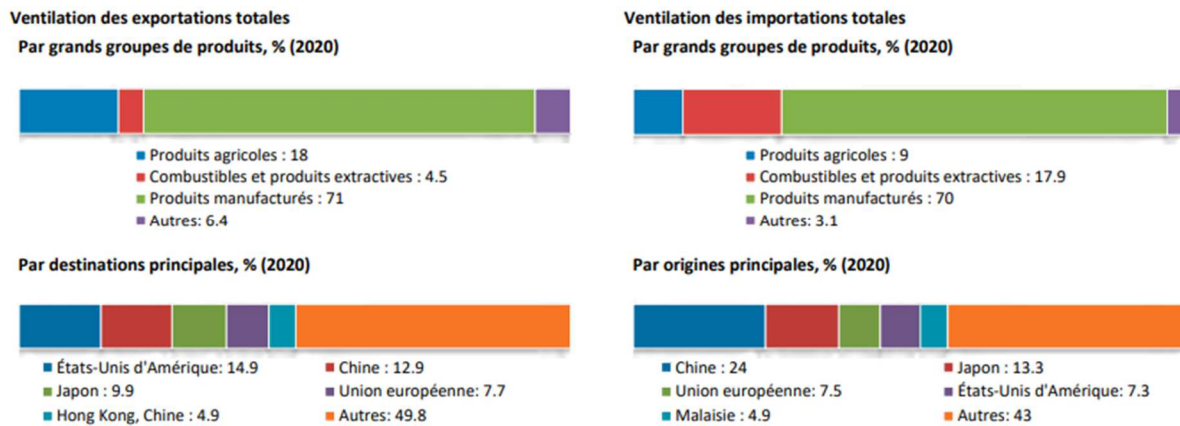
## Importance du commerce international

La Thaïlande a une place importante dans le commerce international (27<sup>e</sup> rang mondial des exportations avec 242 milliards de dollars et 24<sup>ème</sup> rang des importations en 2021 avec 267 milliards (Source OCDE).

La structure de son économie portée par les services, notamment son ouverture au tourisme international, et par l'export de produits manufacturés qui représentent 70 % des exportations, expliquent ce classement élevé.

Cependant, selon les experts<sup>6</sup> interrogés, le pays perd en compétitivité dans l'industrie manufacturière. Il est désormais devancé par des pays voisins à plus faibles coûts salariaux (par exemple la Birmanie), mais sa base industrielle reste forte, liée aux importants investissements étrangers engagés ces dernières décennies.

Figure 3 - Ventilation des flux par catégories et principaux pays partenaires de la Thaïlande



Source : OMC

La Thaïlande a renforcé ses liens avec ses partenaires régionaux avec le traité de libre-échange Chine-ASEAN (2010), et le Japan-Thailand Economic Partnership Agreement (JTEPA), faisant de ces deux pays les partenaires privilégiés.

La Chine est la deuxième destination des produits exportés (derrière les États-Unis) mais le premier fournisseur. Le Japon est troisième client, et deuxième fournisseur.

Elle vise également à renforcer ses liens avec l'UE-27 à travers la reprise des négociations en 2023 d'un Accord de Libre Echange (suspendu après le coup d'État de 2014).

<sup>6</sup>La mention expert fait référence à des experts professionnels des filières avicoles pouvant être des opérateurs économiques, représentants interprofessionnels ou scientifiques experts des filières avicoles et/ou des experts Business France interrogés par l'Itavi entre septembre 2022 et juin 2023

## CONTEXTE AGRICOLE DU PAYS

### Importance de l'agriculture dans le pays

Selon les experts interrogés, la Thaïlande bénéficie historiquement d'une production de biens agricoles excédant sa consommation intérieure (en raison de l'importance des terres agricoles et de conditions climatiques favorables, notamment pour le riz). La Thaïlande demeure, malgré son industrialisation rapide, un pays tourné vers l'agriculture qui participe à hauteur de 8,6 % au PIB en 2020. Les terres agricoles occupent 17,2 Mha en 2021, soit un tiers du territoire national (source : FAO). La Thaïlande compte 7 millions d'exploitations agricoles, environ 1/3 de la population active est employée dans le secteur agricole. La majeure partie des exploitations sont concentrées dans les régions Nord-Est et Nord. La superficie moyenne est de 2,3 ha mais près de 90 % des exploitations font moins de 6,4 ha, et 50 % des exploitations se situent en deçà de 1,6 ha. Seules 0,5 % des exploitations font plus 22,4 ha.

La culture du riz domine nettement les productions végétales et occupe près de 50 % des surfaces agricoles du pays. La surface récoltée est de 10,4 Mha en 2020 pour une production de 30,2 Mt de riz (paddy), ce qui place la Thaïlande au rang de 6<sup>e</sup> producteur mondial (derrière la Chine, l'Inde, le Bangladesh, l'Indonésie et le Vietnam).

Au niveau de l'élevage, la filière avicole est la plus développée avec un cheptel de 286 millions de poulets et 14 millions de canards recensés en 2020. La Thaïlande a produit environ 1,8 Mt de viande de poulet. La viande de porc est la deuxième viande la plus consommée en Thaïlande après la viande de poulet. La production de porcs est essentiellement destinée à la production pour le marché intérieur. La production de viande porcine s'établit à 0,9 Mt. Cependant, la Thaïlande a déclaré son premier cas de Peste Porcine Africaine (PPA) en janvier 2022. Depuis 2019, les autorités auraient dépensé près de 32 M€ pour dédommager des éleveurs en raison des abattages préventifs puis de l'épidémie de PPA elle-même.

### Exportations agricoles de la Thaïlande

La Thaïlande figure parmi les premiers pays exportateurs pour de nombreuses productions agricoles : 1<sup>ère</sup> pour le caoutchouc naturel, 2<sup>ème</sup> pour le riz et 3<sup>ème</sup> pour le sucre (en 2022). En 2020, les exportations thaïlandaises de produits agricoles et agroalimentaires représentent 17 % de l'ensemble des exportations du pays, soit environ 46 Md€ sur 270 Md€. Il convient d'y ajouter les exportations de caoutchouc et de ses dérivés, qui s'élèvent à environ 18 Md€. En 2020 le riz était le principal produit exporté, mais la Thaïlande a subi d'importants épisodes de sécheresse qui ont affecté le niveau de production. Le riz, passé au 2<sup>ème</sup> poste d'exportation en 2022, représente 3,8 Md€ (soit environ 9 % des exportations agricoles et agroalimentaires). La Thaïlande a exporté 6,8 Mt de riz en 2022 et occupe ainsi la position de 2<sup>e</sup> exportateur mondial, derrière l'Inde et devant le Vietnam.

Figure 4 - Principaux produits agricoles exportés et importés en 2020

Principaux produits exportés (Millions de \$EU)		Valeur 2020	Principaux produits importés (Millions de \$EU)		Valeur 2020
HS1006	Riz	3 710	HS1201	Fèves de soja, même concassées	1 603
HS0810	Autres fruits, frais	2 716	HS2304	Résidus solides de l'extraction de l'huile de soja	1 004
HS1602	Autres préparations et conserves de viande	2 636	HS2106	Autres préparations alimentaires	812
HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	1 987	HS1001	Froment (blé) et méteil	779
HS1701	Sucres de canne ou de betterave	1 762	HS0714	Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep	450

Source : OMC

En 2022, les préparations de viandes, poissons ou crustacés ont représenté le 1<sup>er</sup> poste d'exportation pour 6,6 Md€ en 2022, dont des préparations à base de volaille (2,8 Md€ pour le poulet et 0,1 Md€ pour le canard) et de thon (2,2 Md€). Les exportations de poissons, crustacés et mollusques (non transformés) représentent 1,6 Md€. La Thaïlande représente en 2022 3,5 % des exportations mondiales de produits de la mer.

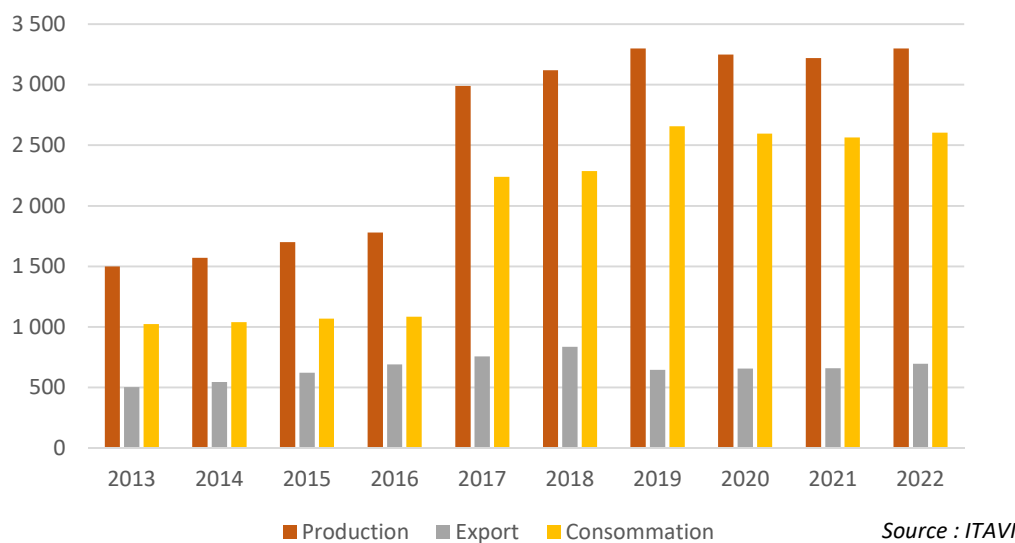
On note dans la figure 4 la place importante du soja dans les produits importés, dont l'élevage dépend. Les experts interrogés estiment que 95 % du soja consommé en Thaïlande est importé.

## STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE POULET CHAIR

### Présentation générale de la filière poulet chair du pays

La Thaïlande est le 4<sup>e</sup> exportateur mondial de viande de poulet (environ 700 000 téc exportées en 2022), derrière le Brésil, les États-Unis et l'Union européenne. Il s'agit principalement de viande de poulet transformée. Les experts interrogés rappellent que le poulet, comme les autres viandes dans les recettes culinaires, « ne forme pas l'élément central des plats et n'est perçu que comme un ingrédient parmi d'autres, favorisant sa commercialisation sous une forme déjà transformée ». De plus, selon eux, le phénomène s'est amplifié lorsque « la Thaïlande s'est repositionnée sur le créneau du transformé après les fermetures de marché de la viande non transformée suite à l'épidémie de grippe aviaire qu'elle a subie en 2008 ».

Figure 5 - Évolution de la consommation et des exportations par rapport à la production thaïlandaise, en kTéc



En 2022, environ 3,3 Mtéc ont été produites en Thaïlande. La consommation intérieure représente environ 80 % de la production de volaille thaïlandaise. L'industrie de la volaille en Thaïlande s'est rapidement développée en partie grâce à des partenariats étrangers qui ont permis aux entreprises nationales d'accéder à des technologies modernes. Ces entreprises ont ensuite commencé une intégration verticale, principalement en développant des usines de production d'aliments pour les volailles, des abattoirs, des couvoirs et des usines de transformation conformes aux normes internationales.

La structure des exploitations est duale. Selon les experts interrogés, les exploitations commerciales intégrées produisent environ 70 % de la volaille nationale, tout en ne représentant que 5 % de l'ensemble des producteurs ; comparativement à 90 % de producteurs locaux, qui représentent 10 % de la volaille nationale. Au cours des 40 dernières années, la production de poulets a explosé, faisant de la Thaïlande le quatrième plus grand exportateur mondial de poulets de chair. Par conséquent, l'industrialisation des exploitations a été la principale réforme structurelle, pour augmenter la production et répondre à la demande croissante tout en maîtrisant les coûts.

Les relations contractuelles ont évolué. Selon les experts interrogés, les « contrats salariaux » étaient dans les années 70-80 la forme de contrat la plus populaire, représentant environ 53 % en 1981. Dans le cadre de ces contrats, les producteurs sont recrutés sur une base de rémunération au rendement pour élever des poulets.

L'entreprise aide les producteurs qui s'installent à obtenir un prêt auprès des banques commerciales pour construire les bâtiments nécessaires. Cependant, ces contrats ne suffisaient pas à motiver les producteurs, ce qui aurait pu entraîner une baisse de la qualité au fil du temps.

Les « contrats de combinaison » ont alors été introduits avec une incitation à la performance, où un tarif fixe inférieur est offert pour la main-d'œuvre des producteurs, mais le contrat propose un plan de bonus lié aux prix des poulets de chair, à l'indice de consommation, et à d'autres indices d'efficacité. La figure 6 présente les principaux opérateurs économiques de la filière poulet thaïlandaise.

Figure 6 - Principales entreprises thaïlandaises

Groupe	Abattage annuel (en millions d'animaux)
Charoen Pokphand (CP) Group	685
Cargill Meats	180
Saha Farms	135
Betagro Group	130
Laemthong Corp Group	100
Thai Foods Group	88
GFPT	77,57

Source : WATT Poultry, 2021

## Importance du commerce extérieur

La Thaïlande applique des normes internationales telles que l'HACCP pour permettre l'exportation vers le Japon, l'Union européenne ou les pays voisins de l'ASEAN. Le pays a d'abord exporté vers le Japon et vers l'UE, mais a commencé à orienter ses exportations vers des pays de la région tels que la Malaisie ou le Laos depuis 2020. Cependant, des normes élevées sont toujours maintenues en raison du Japon, pays très exigeant, et qui reste le principal pays de destination des exportations de volailles thaïlandaises.

Figure 7 - Evolution des exportations thaïlandaises par principales destinations, en téc

Thaïlande	2019	2020	2021	2022
<b>Total général</b>	<b>644 870</b>	<b>657 310</b>	<b>657 886</b>	<b>697 298</b>
<b>Pays Tiers</b>	<b>538 717</b>	<b>571 568</b>	<b>575 730</b>	<b>608 724</b>
dont Japon	243 485	248 528	261 213	262 243
Chine	85 954	133 844	116 293	98 620
Royaume-Uni	70 915	61 183	58 852	79 840
Malaisie	41 906	42 173	47 975	73 557
Corée (République de)	24 189	18 013	23 151	26 206
Hong Kong	10 610	15 299	15 643	16 575
Singapour	7 821	18 073	8 940	15 385
Cambodge	9 504	9 089	11 271	11 824
Laos (République démocratique populaire)	16 621	5 955	9 139	6 961
<b>UE-27</b>	<b>106 153</b>	<b>85 743</b>	<b>82 155</b>	<b>88 574</b>

Source : Douanes



La principale forme d'export est la découpe de poulet congelé, qui représentent 53 % des exports en 2022, à destination du Japon et de la Chine qui captent les 2/3 de ces volumes. Ensuite, viennent les préparations, qui représentent 37 % des volumes. Le Japon et le Royaume-Uni sont les deux plus grandes destinations d'exportation pour la volaille de chair thaïlandaise, représentant quasiment 75 % de toutes les exportations de préparations thaïlandaise. L'UE arrive en 3<sup>ème</sup> position.

Figure 8 – Exportations de préparations de poulet, en téc

Thaïlande	2019	2020	2021	2022
<b>Total export - Préparations de poulet</b>	<b>237 663</b>	<b>219 517</b>	<b>220 936</b>	<b>261 253</b>
<b>Pays Tiers</b>	<b>212 611</b>	<b>199 293</b>	<b>195 634</b>	<b>227 181</b>
dont Japon	118 547	117 629	116 043	124 729
Royaume-Uni	66 061	56 873	54 219	69 102
Corée (République de)	12 988	9 556	8 446	12 432
<b>UE-27</b>	<b>25 052</b>	<b>20 224</b>	<b>25 303</b>	<b>34 072</b>

Source : Douanes

Les flux vers l'UE-27 sont en majorité sous forme de volaille saumurée (54 % des volumes en 2022), mais aussi en bonne proportion sous forme de préparations (38 %) et dans une moindre mesure de découpes de poulet congelées (8 %). Sur les 47 734 téc de saumurée exportées vers l'UE-27, 41 553 téc sont à destination des Pays-Bas (87 % des volumes) première destination, loin devant le Royaume-Uni (7 492 téc) leader des pays-tiers.

Figure 9 – Flux de poulet de Thaïlande vers l'UE-27

Thaïlande	2019	2020	2021	2022
<b>Total export - UE-27</b>	<b>237 663</b>	<b>219 517</b>	<b>220 936</b>	<b>261 253</b>
dont Volaille saumurée	75 138	62 187	52 326	47 734
Préparations de poulets	25 052	20 224	25 303	34 072
Découpes congelées	5 963	3 332	4 527	6 768

Source : Douanes

Concernant le marché des poulets entiers, l'évolution des relations bilatérales avec l'Arabie Saoudite « après 18 années de brouille diplomatique entre les dynasties régnantes », selon les experts interrogés. La détente en cours va entraîner la levée de l'embargo et donc l'ouverture du marché arabe pour les volailles thaïlandaises, en contrepartie de l'accueil de touristes originaires d'Arabie Saoudite en Thaïlande. Ce phénomène peut entraîner à court et moyen terme une modification des flux mondiaux de carcasses de poulet vers le Moyen-Orient.

## La consommation de volaille

Plus de 80 % de la production est consommée sur le marché intérieur. La consommation par habitant augmente régulièrement pour atteindre actuellement environ 36 kg par habitant. Les experts interrogés soulignent que la volaille, au même titre que les produits de la mer, a une importance majeure pour les pouvoirs publics au niveau de la sécurité alimentaire. Il est probable que la consommation intérieure continue d'augmenter, car la viande de poulet est devenue la principale source de protéines dans le pays.

Cela est dû à l'augmentation du prix du porc depuis l'épidémie de PPA, mais aussi à la pandémie de Covid-19, bien que la viande de poulet ait également connu une légère augmentation de prix depuis le conflit Russie-Ukraine, qui ont perturbé le prix des matières premières. Les experts ajoutent que pour le consommateur thaïlandais, la volaille n'est pas un produit de luxe, c'est un ingrédient à ajouter dans des recettes à base de nouilles, de riz. Il ne recherche donc pas de morceaux nobles. Le marché est orienté vers une consommation de produits innovants, transformés (émincés et jambons, avec des bases épicées).

Les étiquettes de qualité jouent un rôle important pour attirer davantage de clients, car selon les experts les consommateurs commencent à exprimer des interrogations sur les produits de faible qualité, plus précisément sur l'usage en élevage de produits accélérant la croissance des poulets. Les experts observent également que les consommateurs thaïlandais se reportent sur le halal, même si la population musulmane est ultra-minoritaire, « tout est halal dans les rayons, il n'y a d'ailleurs pas de rayon séparé pour le halal qui est réputé pour sa traçabilité et ses contrôles ».

## Faits principaux

Globalement, la Thaïlande renvoie l'image de qualité et de sécurité des produits. Les contrôles portent plus sur la qualité sanitaire que sur le BEA. Diverses normes de qualité et de gestion telles que HA CCP ou les BPA (Bonnes Pratiques Agricoles) empêchent les exploitations de petite taille dites de basse-cour et certaines exploitations commerciales de taille moyenne d'exporter. Elles resteront donc cantonnées au marché intérieur

Les exploitations commerciales intégrées qui produisent la majeure partie des poulets de chair du pays sont capables de maîtriser les coûts et de réduire les prix et de répondre aux attentes réglementaires. Bien que le coût de l'alimentation des poulets ait légèrement augmenté en Thaïlande en raison des crises mondiales (pandémie de Covid-19, conflit Russie-Ukraine ou changement climatique) les experts pensent que les grands producteurs ne perdront pas leur compétitivité. Les usines de transformation suivent des hauts standards en termes de traçabilité pour alimenter les marchés exigeants (USA, Japon surtout et l'UE) mais également au niveau du bien-être animal, pour lequel les avancées sont surtout portées par la filière pondeuse et l'impulsion de clients industriels (les fast food mais aussi l'enseigne « seven-eleven », marque de distribution détenue par le groupe CP).

Enfin, les experts soulignent l'augmentation du coût de la main-d'œuvre en Thaïlande et le recours de plus en plus important à l'immigration venue des pays voisins (Cambodge, Laos, Birmanie) dans les usines, notamment dans celles de transformation de viande. Cette immigration économique est très médiatisée car problématique pour les populations locales dans un pays très industrialisé où les usines sont les principales pourvoyeuses d'emploi. L'autre recours pour réduire le coût de la main-d'œuvre est la mécanisation, sur laquelle s'appuie largement la filière pour produire les découpes et les préparations (qui représentent ensemble 90 % des exports de poulet). Selon les experts, l'aspect main d'œuvre n'est pas limitant sur la compétitivité de la Thaïlande.

# 8. UKRAINE

## CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE

### Description générale de la situation macroéconomique du pays

L'Ukraine est située en Europe orientale et elle est le second pays le plus grand du continent européen (après la Russie). Sa capitale est Kiev située au nord du pays (figure 1). Son accès à la Mer Noire est un avantage pour le commerce avec le reste de l'Europe et les pays du bassin méditerranéen.

Figure 1 : Carte de l'Ukraine



Source : <http://mappemonde.mgm.fr/119lieu1/>

La république socialiste soviétique d'Ukraine est proclamée en 1919. Le pays fait partie de l'Union soviétique de 1922 à 1991. L'indépendance complète est proclamée le 24 août 1991, deux ans après l'éclatement du bloc soviétique. La période qui suit cette indépendance est marquée par la « thérapie de choc » conduisant à la privatisation rapide et brutale de pans entiers de l'économie et à un recours massif aux investissements privés. Ainsi, entre 1992 et 1998, le PIB par habitant a été quasiment divisé par deux, passant de 6 000 USD PPA à 3 400 USD PPA.

L'histoire récente de l'Ukraine est marquée par de nombreuses crises importantes suivies d'une restructuration du pays. En 1998, l'économie du pays est touchée de plein fouet par la crise financière russe conduisant à une hyperinflation et à un changement de monnaie. Cette crise financière entraîne une réorganisation des structures de production agricole et l'émergence des premiers groupes d'agriculture de firme : les agroholdings. Dix ans plus tard, en 2008, la crise financière mondiale affecte de nouveau l'économie ukrainienne. Enfin, la crise politique de 2013 conduit au rapprochement avec l'Union européenne et à l'éloignement de la Russie. Cette prise de distance a débouché sur un conflit armé avec la Russie dans la grande région industrielle du Donbass, l'annexion de la Crimée en 2014 et une invasion de la Russie sur le territoire ukrainien en 2022.

L'Ukraine a 41,5 millions d'habitants. Le pays connaît une décroissance de sa population depuis les années 1990 (51,6 millions habitants en 1990). De plus, celle-ci s'urbanise avec une population rurale représentant 31 % en 2019. Le taux de chômage du pays est de 11 % en 2020, supérieur à la moyenne de l'Union

européenne. En effet, bien qu'il soit passé de 14,8 % à 6,4 % entre 1995 à 2008, il augmente de nouveau après la crise économique qui a fortement affecté l'économie ukrainienne.

Le PIB de l'Ukraine est de 198 milliards de dollars en 2021 et le PIB par habitant est de 4 087 \$. Le PIB du pays a beaucoup augmenté depuis les années 1990 et la fin de l'URSS, en passant de 22,2 milliards de dollars en 1992 à sa valeur actuelle. En outre, le pays est sensible aux crises avec une décroissance du PIB lors de la crise des *subprimes* en 2009, du conflit armé en 2014, de la crise sanitaire en 2020 et la guerre en 2022 (baisse de – 30 % par rapport à 2021). L'économie est caractérisée par une forte inflation qui varie entre 0 et 50 % entre les années 2000 et 2020, avec une valeur de 3,2 % en 2020. Le taux d'inflation a atteint 48,7 % en 2015, et de 20,2 % suite à l'invasion russe de 2022.

La monnaie nationale est le Hryvnia ukrainien (UAH), c'est la devise monétaire de l'Ukraine depuis 1996, date à laquelle elle a remplacé le karbovanets ukrainien suite à une hyperinflation (+ 4 730 %). Entre 1996 et 2014, le Hryvnia ukrainien était une monnaie relativement stable. Mais depuis 2014 et l'annexion de la Crimée, le cours du Hryvnia a beaucoup augmenté par rapport à l'Euro (figure 2). Le taux de change en 2022 fluctue autour de 40 UAH pour 1 euro.

Figure 2 : Évolution du taux de change Euro/Hryvnia entre 2012 et 2022



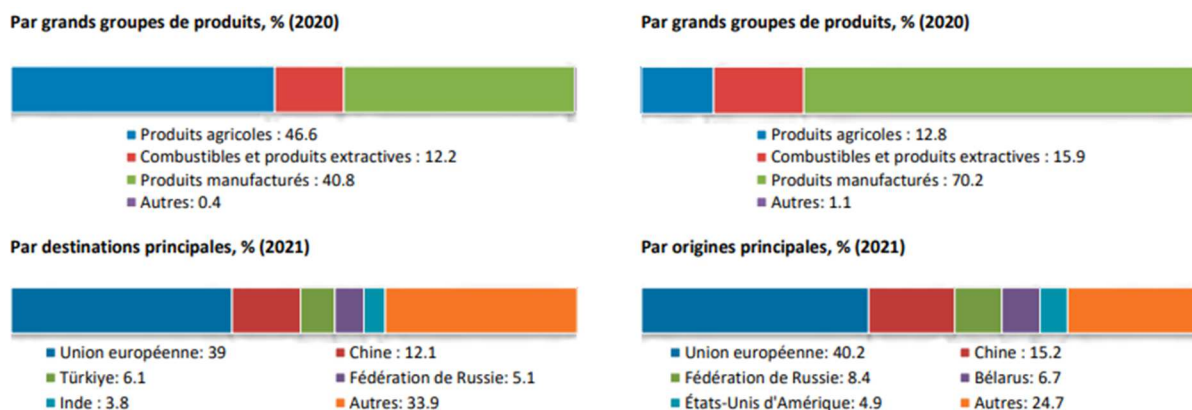
Source : Boursorama

## Importance du commerce international

Malgré l'indépendance de l'Ukraine en 1991, la Russie est longtemps restée l'un des partenaires économiques principaux du pays, mais Kiev essaye d'orienter de plus en plus son commerce vers les pays européens, particulièrement frontaliers. Ce rapprochement s'est confirmé avec l'entrée en vigueur en 2017 de l'accord de libre-échange, dit d'association, entre l'Ukraine et l'Union européenne. Ce traité est une association visant à faire converger les politiques économiques et les législations entre l'Europe et l'Ukraine. Cet accord inclut les droits pour les travailleurs, une future suppression des visas et l'accès à la Banque Européenne d'investissement. Cet accord permet une réduction des droits de douane sur les produits

agricoles, facilitant les échanges commerciaux. L'invasion russe de 2022 a entraîné une levée des droits de douane avec l'UE en juin 2022 pour une année afin de soutenir le peuple ukrainien. Il a été renouvelé pour une année supplémentaire en juin 2023. L'embargo sur les céréales en Mer Noire a profondément modifié le commerce international des céréales et matières premières agricoles.

Figure 3 : Composition des importations et des exportations en Ukraine en 2020



Source : OMC

Les exportations de marchandises représentent 68 milliards de dollars en 2021. Les principaux partenaires commerciaux de l'Ukraine pour l'exportation ont été l'Union européenne (39 %), la Chine, la Turquie, la Russie et l'Inde (figure 3). Les principaux produits exportés sont les produits agricoles et les produits manufacturés (minerais de fer et dérivés ainsi que les conducteurs électriques). Les importations de marchandises représentent 73 milliards de dollars en 2021, ainsi le pays est déficitaire net en valeur en commerce de marchandises. Les principales origines des produits importés sont l'Union européenne, la Chine, la Russie (l'Ukraine est restée très dépendante énergétiquement des importations de gaz russes) et la Biélorussie voisine. La balance commerciale pour tous les secteurs confondus est de -4,5 milliards d'euros en 2021. Les principaux produits importés étaient les produits manufacturés (essentiellement des voitures et des médicaments), les combustibles et les produits agricoles (huiles et gaz de pétrole). Cependant, les données de 2022 et 2023 seront certainement très différentes en valeur, et sur l'identité des principaux partenaires commerciaux, l'Ukraine ayant basculé vers une économie de guerre en février 2022.

## Principaux secteurs économiques

Les ressources naturelles de l'Ukraine sont principalement des ressources agricoles (céréales, tournesol, noix, betteraves à sucre, etc.) et des ressources minières (fer, acier, uranium, potasse, etc...). La production céréalière est très importante, ce qui fait de l'Ukraine le cinquième exportateur mondial de céréales. L'agriculture représente une part importante du PIB (11 %) grâce à des terres très fertiles et très irriguées. Ce secteur employait 15 % de la population active en 2018. De plus, les services représentent 54,4 % du PIB et l'industrie 22,6 %. Le secteur manufacturier ukrainien est dominé par des industries lourdes telles que le fer (l'Ukraine est le sixième producteur mondial de fer) et l'acier.

## CONTEXTE AGRICOLE DU PAYS

### Importance du marché agricole

#### Importance de l'agriculture dans le pays

La surface agricole disponible du pays est de 42,7 millions d'hectares dont 32,5 millions d'hectares de terres labourables (soit près du double de la France). Une part importante des terres cultivées est localisée sur un sol de type *tchernoziom* qui est un sol riche en humus, un des sols les plus fertiles au monde. Ce type de sol est présent principalement dans la steppe eurasiennne, notamment dans le Nord-Est de l'Ukraine (région centrale des terres noires).

Les exportations agricoles représentent 46 % des exportations totales du pays. Les principaux produits agricoles exportés sont les huiles de tournesol, le maïs et le froment (blé) (figure 4). Les céréales (blé, orge, maïs) représentent également une part importante des exportations ukrainiennes. L'Ukraine est un acteur clé sur les marchés mondiaux des céréales et des oléagineux. De plus, pour les filières animales, le pays se positionne comme un fournisseur significatif de produits avicoles de l'UE : 3<sup>ème</sup> fournisseur (18 % des volumes en 2022) en viande de volailles et 1<sup>er</sup> fournisseur pour les œufs et ovoproduits. Les principaux produits agricoles importés sont les préparations alimentaires, y compris pour les animaux, le tabac, l'alcool et l'huile de palme, les graines de tournesol et les autres préparations alimentaires

Figure 4 : Principaux produits agricoles exportés et importés en 2021 en Ukraine

Principaux produits exportés (Millions de \$EU)		Valeur 2021	Principaux produits importés (Millions de \$EU)		Valeur 2021
HS1512	Huiles de tournesol ou de coton	6 311	HS2106	Autres préparations alimentaires	328
HS1005	Maïs	5 855	HS2309	Préparations utilisés pour alimentation animaux	317
HS1001	Froment (blé) et méteil	4 723	HS2403	Autres tabacs fabriqués	300
HS1205	Graines de navette ou de colza	1 359	HS2208	Alcool, titre alcoométrique volumique de <80%	295
HS2306	Résidus solides de l'extraction d'autres huiles	1 276	HS1511	Huile de palme et ses fractions	277

Source : OMC

#### Structure de l'agriculture en Ukraine

La part de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire dans le PIB du pays est de 17 % en 2017 (+ 6 points par rapport à 2012). En 2016, la population rurale représente plus de 31 % de la population totale et l'agriculture emploie 20 % de la population active du pays. Il existe trois grands types d'exploitations agricoles ukrainiennes :

- Les grandes exploitations spécialisées ou *agro-holdings* (150 dans le pays) qui exploitent des surfaces importantes de 10 000 à 500 000 hectares. Les *agro-holdings* sont des entreprises qui regroupent des exploitations issues de la privatisation des *kolkhozes* des années 90. Elles sont détenues par des actionnaires extérieurs qui ont pour objectif principal la rentabilité financière des capitaux investis. Elles ont recours à des travailleurs salariés et à des équipements de grande dimension.
- Les exploitations « fermières » (environ 33 000) qui exploitent de 200 à 10 000 hectares et détenues par des agriculteurs indépendants.
- Les micro-exploitations (5,4 millions) qui sont fondées sur des lopins villageois d'environ un hectare. Pour ces exploitations, le modèle repose sur le travail manuel et/ou la traction animale. Les exploitations familiales fournissent 60 % de la production agricole brute, principalement des fruits, des légumes et des produits animaux.

Les filières végétales sont les principales dans le pays, tant en valeur qu'en tonnage. Les cultures céréalières représentent près de 50 % de la surface cultivée (15 Mha). L'essentiel de la production de céréales et

d'oléagineux est assuré par les grandes exploitations spécialisées. La production de céréales était de 61,5 millions de tonnes en 2017. De plus, en 2017, 41,8 millions de tonnes de céréales ont été exportées, ce qui place l'Ukraine au rang de 3<sup>ème</sup> exportateur mondial d'orge et de maïs et de 6<sup>ème</sup> exportateur mondial de blé.

Selon les experts <sup>7</sup> interrogés, le secteur de l'élevage est moins dynamique et en restructuration. L'élevage bovin ne progresse pas, avec une diminution des effectifs (divisés par 6 entre 2000 et 2020) et une production de lait principalement assurée par des petits élevages avec peu de contrôles sanitaires. Seules les filières à cycles de production plus courts se développent (volaille et élevage porcin), avec de grosses unités de productions qui ont vu le jour.

Le coût de production des matières premières destinées à l'alimentation animale est bas grâce, en partie, au coût faible du travail, de l'utilisation réduite d'intrants, et du mode de faire-valoir des terres agricoles en location.

## Importance du marché avicole

### La production avicole ukrainienne

En 2020, la production de viande de volaille a été de 220,5 millions de têtes (+ 3 % entre 2013 et 2020). En 2020 la production de poulet de chair est de 1,4 Mtéc et représente 95 % de la production de viande de volaille, le reste étant constitué de poules de réforme (3 %, 39 000 t) et de dindes (2 %, 30 500 t). La production de viande de poulet a toutefois diminué de 9 % en 2022 par rapport à 2021 du fait de la guerre.

La production de volaille dans les *agroholdings* est devenue nettement majoritaire (86 % en 2018 contre 19 % en 2000), même si la production vivrière se maintient aux mêmes niveaux qu'au moment de l'indépendance d'après les experts interrogés. Depuis la privatisation du secteur de la volaille de chair en 1998, le secteur a énormément progressé avec des meilleurs résultats dus à un meilleur management, une amélioration de la qualité des aliments et de la modernisation de la santé des animaux.

### Le commerce de volaille en Ukraine

Les exportations de viandes de volaille se sont tout d'abord dirigées vers les pays de l'ex-URSS jusqu'en 2014 pour ensuite s'orienter progressivement vers les pays du Proche et Moyen Orient, l'Afrique et l'UE. En 2020, 431 000 tonnes de viande de volaille ont été exportées. En 2017, 28 % de la production commerciale de poulet de chair est exportée, dont près d'un tiers vers l'UE. Pour les pays du Moyen-Orient et les pays africains, les exportations se font principalement sous forme de poulets entiers congelés. Pour les exportations vers les pays de l'UE, les viandes de poulet sont principalement exportées sous forme de découpes fraîches à forte valeur ajoutée, telles que des préparations, des filets ou des cuisses.

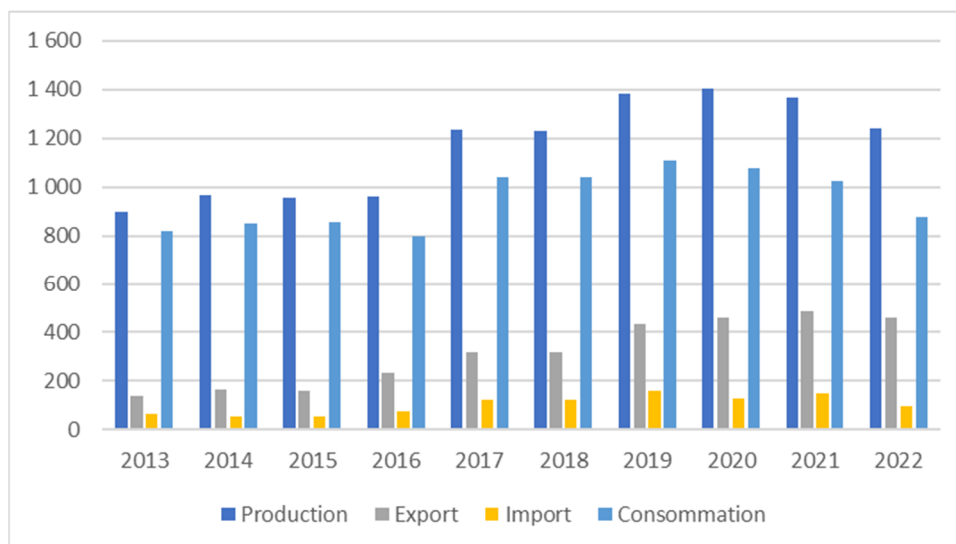
### La consommation de volaille

Entre 1991 et 2000, la crise économique a pour conséquence une baisse de la consommation de viandes. Entre 2000 et 2010, les productions avicoles sont reparties à la hausse (+ 17 % / an pour la viande de volaille, + 7 % / an pour les œufs) à travers un développement rapide de la production au sein d'entreprises commerciales. La consommation de viande de volaille a progressé en 2017 pour atteindre 24 kg par habitant, dont 23 kg de poulet. Cette donnée reste stable sur la période jusqu'à 2021, l'année 2022 étant perturbée

<sup>7</sup>La mention expert fait référence à des experts professionnels des filières avicoles pouvant être des opérateurs économiques, représentants interprofessionnels ou scientifiques experts des filières avicoles et/ou des experts Business France interrogés par l'Itavi entre septembre 2022 et juin 2023

par la guerre en Ukraine, qui a directement impacté la consommation. La consommation de volaille stagnant depuis 2017, les entreprises de la filière se sont alors tournées vers le marché de l'export.

**Figure 5 : Evolution de la consommation par rapport à la production et des échanges de poulet en Ukraine**





# STRUCTURE ET ORGANISATION DE LA FILIÈRE POULET DE CHAIR

## Présentation générale de la filière poulet de chair du pays et répartition géographique

### La production de poulet de chair

En 2014, le cheptel de volaille dans le pays était de 229,6 millions de têtes dont 42,7 % étaient détenues par des ménages ruraux dans le cadre d'une économie vivrière et 57,2 % détenues par des exploitations agricoles à vocation commerciale. Ces exploitations à vocations commerciales concentrent 2,7 millions de reproductrices volailles de chair et 87,4 volailles de chair en engraissement (principalement du poulet). En 2021 la production de poulet de chair s'élève à 1,365 Mtéc. Si la croissance de la production ukrainienne a d'abord été portée par une consommation dynamique à la sortie de l'URSS, celle-ci s'est stabilisée autour de 23 kg/hab/an. Le dynamisme de l'industrie avicole de la dernière décennie est davantage dû au développement de ses exportations.

Selon les experts, environ 80 % de la production de volaille de chair est produite par les *agroholdings*. Celles-ci présentent un fort degré d'intégration verticale, avec des outils de production souvent regroupés géographiquement leur permettant de tirer pleinement parti des économies d'échelles réalisables en élevage de volaille.

Tableau 1 – Production, commerce international et consommation de poulet en Ukraine de 2015 à 2022

Ukraine	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2015 vs. 2022
1 000 téc									
Production	956	960	1 235	1 232	1 383	1 404	1 365	1 242	30%
Export	159	236	317	317	436	459	489	461	190%
Import	57	76	124	124	162	131	148	96	69%
Consommation	854	800	1 042	1 039	1 108	1 076	1 024	877	3%
Auto-suffisance	112%	120%	119%	119%	125%	131%	133%	142%	26%

Source : ITAVI

### Répartition géographique de la production

La production de viande de volaille est très concentrée géographiquement avec plus de la moitié (57 %) produite dans trois régions (Oblast) du centre-Ouest (Kiev, Tcherkassy et Vinnytsia) et 22 % dans l'Oblast de Dnipropetrovsk à l'est du pays. Les régions de l'ouest et du centre du pays sont principalement composées d'élevages de poulets pratiqués par les ménages ruraux. L'importance du cheptel dans certaines régions est la conséquence directe de l'implantation des grands opérateurs ukrainiens dans celles-ci.

La guerre en Ukraine a entraîné l'occupation par les forces Russes d'importantes superficies dans les Oblasts de l'Est, qui n'est pas la principale zone géographique de production. Néanmoins, les mouvements de populations, les dommages causés sur les infrastructures routières et énergétiques par les bombardements russes, ont eu des effets sur l'ensemble du secteur économique dont la filière avicole.

### Présentation des exploitations types

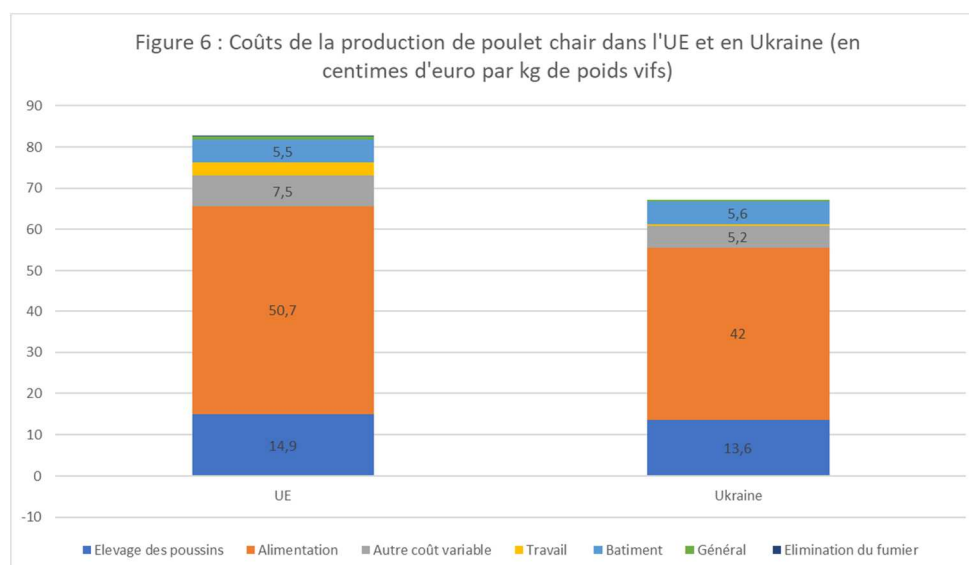
En 2013, il y avait 646 entreprises agricoles impliquées dans l'élevage de volaille dont 161 pour l'élevage de volaille de chair. Les experts interrogés confirment que la majeure partie de la production de viande de volaille est entièrement intégrée à la production d'aliments pour la consommation animale, au cheptel

parental, aux couvoirs, aux meuneries et aux abattoirs. La production céréalière est intégrée dans les entreprises de la filière. En effet, le groupe leader *MHP* loue 320 000 hectares en Ukraine (4<sup>ème</sup> agro-entreprise par la taille de sa réserve foncière) pour une récolte de 2 millions de tonnes de céréales et d'oléo-protéagineux en 2013.

Les grands complexes de productions des *agroholdings* (type *MHP*) sont des infrastructures récentes qui s'appuient sur des unités d'élevage comportant entre 16 et 38 bâtiments disposés en série. Cette organisation permet une gestion commune des lots (mise en place, alimentation, prophylaxie...) et permet aussi de diminuer les coûts de main d'œuvre par bâtiment.

## Les coûts de productions (lien avec les MP, et autres éléments)

Selon la dernière étude disponible du WUR, les coûts de production ukrainiens concurrencent ceux du Brésil pour le poulet. En effet, les coûts de production en Ukraine sont parmi les plus bas du monde en volaille avec une moyenne de 0,78 €/kg de poids vifs. Pour les poulets de chair, le coût de production est de 0,67 €/kg de poids vifs en 2017 (figure 6). Ainsi, le coût de production d'un poulet ukrainien sorti d'abattoir est 26 % inférieur au coût de production français et 16 % inférieur au coût de production polonais, pays produisant au coût le plus faible dans l'Union européenne.



Source: Wageningen Economic Research, 2019, *Competitiveness of the EU poultry meat sector*

Avec des terres fertiles, peu gourmandes en intrants, l'Ukraine affiche de très bons rendements en grandes cultures permettant un faible coût de l'alimentation des volailles. L'aliment représentant plus de 60 % du coût du poulet vif, les prix plus faibles des matières premières dans le pays permettent d'avoir une production parmi les plus faibles en Europe. De plus, la taille importante des élevages et des abattoirs et les installations récentes permettent de faire des économies d'échelle.

Avec des salaires inférieurs aux pays de l'Union Européenne, les coûts de main d'œuvre sont faibles dans le pays. Les cotisations pour la sécurité sociale sont faibles. Ainsi, les salariés sont moins protégés que les salariés européens. Globalement, les entreprises de l'UE ont des charges salariales plus importantes.

Les coûts de production sont également inférieurs en Ukraine car de nombreuses règles contraignant la production en Europe n'ont pas d'équivalent dans la législation ukrainienne. Par exemple, l'utilisation

d'agents de croissance antimicrobiens et l'apport de farine de viande et d'os dans l'alimentation des poulets de chair est autorisée en Ukraine alors qu'elle est explicitement interdite dans l'UE. Or, l'alimentation avec de la farine animale est moins chère, et permet de réduire considérablement les coûts de production. L'absence de législation environnementale rend également l'élevage de poulet de chair moins contraignant qu'en Europe.

## Organisation de la filière et structuration des différents maillons

### Organisation de la filière

En termes de répartition géographique, les *agroholdings* (*MHP, Agromars, Ptahocombinat Dniprovsky*) dominent le paysage avicole dans le centre et l'est du pays tandis que les grandes entreprises non intégrées à des *agroholdings* (*Vladimir-Volyn Poultry, Ular*) sont plutôt présentes dans l'ouest du pays où la production des basses-cours des villages reste également très importante.

La filière est fortement intégrée verticalement avec les *agroholdings* qui constituent le moteur de l'activité exportatrice du pays. Ces grands groupes se sont structurés en clusters totalement intégrés verticalement (production d'aliment, sélection, accoupage, élevage, transformation, distribution). Ils se dotent d'outils de production récents, leur permettant de soutenir la concurrence européenne, en tirant pleinement parti des économies d'échelles, d'un coût de l'aliment bas et d'une main d'œuvre très bon marché. Cette forte intégration est renforcée par la situation oligopolistique de la filière volaille, les quatre premiers groupes concentrant 84 % de la production nationale de poulet (2017). Ces différents facteurs expliquent l'accroissement de la concentration géographique des élevages et des différents maillons de production.

Selon les experts, malgré le développement des activités d'accoupage et de multiplication dans les grandes entreprises intégrées, les filières avicoles ukrainiennes restent encore très dépendantes des importations de reproducteurs.

### Organisation des maillons de la filière

#### Le leader national de production de poulet : MHP

La production industrielle de poulet de l'Ukraine continue d'être concentrée dans quelques grandes installations spécialisées. Le leader de la production de poulet ukrainien est le groupe *Myronovsky HilboProduct (MHP)*. Le groupe a produit 618 000 tonnes en 2018, représentant 57 % de la production de poulet de chair à destination commerciale en Ukraine. De plus, le groupe assure 87 % du volume et 96 % de la valeur des exportations volailles. En 2018, le chiffre d'affaires (CA) volaille représente 80 % du CA total de l'entreprise, avec 59 % du CA sur l'export. Une part significative du chiffre d'affaires de l'entreprise (environ 200 millions d'euros) provient de la commercialisation de l'huile de tournesol sur les marchés étrangers, coproduit du tourteau de tournesol destiné à l'alimentation des volailles.

L'entreprise a été fondée en 1998 suite à la libéralisation du marché et à la privatisation des anciennes grandes fermes nationales. Le groupe s'est rapidement développé autour de très grandes fermes verticalement intégrées pour la production végétale (maïs, soja, tournesol, blé, écailles de tournesol pour les litières) et animale (bovin viande, volailles). La production de viande de volaille est répartie autour de trois « complexes de production » :

- *Oril Leader*, proche de Dnipopetrovsk, est l'abattoir le plus ancien avec une capacité de production de 50 millions de poulets / an (80 000 tonnes)
- *Myronivka*, proche de Kiev, avec une capacité de production de 140 millions de poulets / an (220 000 tonnes)

- *Vinnytsia*, au centre-ouest du pays, le plus gros complexe de production européen, avec une ligne de production opérationnelle à 160 millions de poulets / an (260 000 tonnes) et deux lignes de production en phase de développement qui devaient ajouter une production de 260 000 tonnes supplémentaires à horizon 2022.

Les experts interrogés relatent l'intégration très poussée du groupe : « MHP intègre également la production de blocs de béton nécessaires à la construction, notamment pour les bâtiments d'élevage », montrant par cet exemple une stratégie d'intégration très large.

### Politiques de Soutien

L'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine est rentré en vigueur en 2014 et il est considéré comme défavorable aux filières avicoles européennes. En effet, cet accord de libre-échange prévoit deux contingents d'accès au marché communautaire à droits de douane nuls pour la volaille ukrainienne (un contingent de 20 000 t concernant le poulet entier congelé et le contingent de 20 000 t en 2021 couvrant l'ensemble des viandes de volailles et des préparations). Cet accord prévoit également la libéralisation totale de plusieurs lignes tarifaires. Depuis juin 2022 (d'abord pour une année, mais reconduit en juin 2023), comme pour de nombreux autres produits agricoles, l'entrée de viande de poulet dans l'UE depuis l'Ukraine est libre (sans droit de douane) en solidarité avec le peuple ukrainien.

Il n'existe pas réellement d'aide à la filière avicole en Ukraine, car elle est principalement gérée par des grands groupes industriels privés. L'Ukraine n'a pas de législation gouvernementale avec des normes sur le bien-être animal pour la production de poulets de chair. Selon les informations de l'entreprise, MHP a une norme interne pour limiter la densité à 38-39 kg de poids vif par m<sup>2</sup> de poulailler.

## Faits marquants

Les exportations ukrainiennes étaient, au départ, principalement orientées vers les pays voisins. Suite au conflit survenu en 2014, les exportations vers la Russie se sont arrêtées, celles vers les pays voisins se sont progressivement réduites tandis que l'Ukraine a réorienté ses exportations vers les pays du Proche et Moyen-Orient, vers l'Afrique et vers l'Union européenne. La majorité de ces exportations est réalisée sous forme de congelé. Cependant, les exportations de volailles fraîches sont en croissance depuis 2014 (elles représentaient 2 % des exportations totales en 2014 contre 21 % en 2018 et 35 % en 2022), en lien avec l'augmentation des exportations vers la proche Union Européenne.

Au-delà des différentes crises traversées par le pays depuis 10 ans, avec l'annexion de la Crimée de 2014, la crise Covid19, c'est l'invasion russe qui a désormais un impact très important. Selon les experts interrogés, si 7 % du territoire est occupé en 2014, l'occupation russe a atteint 20 % à l'été 2022. Les productions de viande et de lait ont eu moins de pertes que d'autres activités agricoles. La production s'est donc maintenue, malgré des pertes (entreprises bombardées, perte d'animaux à cause des ruptures d'électricité). En dépit de ces difficultés, l'agriculture couvre toujours les besoins du pays, et les exportations restent possibles (à la limite des capacités logistiques au niveau des ports de la Mer Noire). Les produits auparavant exportés par la Mer Noire viennent congestionner les capacités routières du fret (principale voie d'export des viandes de volaille) entraînant des saturations (en plus des incompatibilités des rails de chemin de fer entre pays qui ralentissent les transferts) et rallongent les délais.

Les flux de réfugiés ont également modifié les équilibres. Environ 7 millions d'Ukrainiens ont quitté le pays depuis le début de la guerre. Il y a aussi des migrations à l'intérieur du pays depuis l'Est vers le Centre et

l'Ouest. Certaines entreprises ont pu délocaliser leurs sites mais ces mouvements ne sont pas possibles dans le secteur animal. Les chaînes d'approvisionnement fonctionnent y compris au plus proche des combats. Selon les experts interrogés « l'organisation est acrobatique mais les personnes le font avec courage ». L'économie de guerre a obligé les entreprises à répondre à des appels d'offres pour approvisionner les militaires, en privilégiant des produits à longue conservation qui n'existaient pas avant, « la chaîne de froid n'est pas facile à maintenir dans certains endroits ». « On voit arriver des formats plus faciles d'utilisation pour la cuisine, des produits déjà découpés, avec un plus grand degré de transformation, prêts à réchauffer ».

Niveau réglementation, même si la volonté d'intégration dans l'UE entraînera des convergences normatives, l'économie de guerre entraîne plutôt l'assouplissement de beaucoup de règles : suppression des taxes d'importation puis remise en place des taxes mais elles restent faibles voire très faibles. Les producteurs ukrainiens ont pris conscience de la nécessité de converger à moyen terme vers les normes UE, « du point de vue moral ils sont prêts mais n'ont pas une vision très claire de ce qui devra concrètement être mis en place, ils le voient comme un chemin qu'il faut surmonter ».

Dans le temps plus long, le principal facteur de compétitivité est le haut niveau d'intégration de la filière avec des grands groupes dont MHP est le leader. D'après les experts, les acteurs de l'agrobusiness « répondent aux besoins du marché, ils vont plus vite que le gouvernement ». Ceci peut alimenter les soupçons sur la sélection des auditeurs lors des contrôles « mais niveau corruption les grands groupes ne le font pas car cela les met en situation vulnérable et ils n'en ont pas besoin ».

Il n'existait pas de soutien agricole avant 2018, mais il y a des demandes du secteur pour booster le développement de l'agriculture qui est un moteur de l'économie ukrainienne. Cependant, avec la guerre d'après les experts il est « difficile de savoir si ce soutien sera maintenu ». L'État offre des facilités d'accès au crédit « avec des taux préférentiels à 5 %, 7 % ou 9 % que l'État couvre sinon ce serait 12 ou 15 % voire plus. Il y a quelques années les taux pouvaient monter à 25 ou 30 % ». Cependant, les grosses entreprises qui représentent 80 % du marché n'ont pas forcément besoin d'aide publique.



## LES ÉTUDES

Panorama international des filières poulet de chair  
édition mars 2024



Directrice de la publication : Christine Avelin  
Rédaction : direction Marchés, études et prospective  
Conception et réalisation : service Communication / Impression : service Arborial

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex  
Tél. : 01 73 30 30 00 — [www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)

 FranceAgriMer  
 @FranceAgriMerFR